

DE LA CLAUSE A ORDRE

DANS

LES POLICES D'ASSURANCE SUR LA VIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le 5 Juin 1930, à 14 heures

PAR

André MARTIN

JURY... { *Président : M. Maurice PICARD, Professeur*
Suffragants..... { MM. HÉMARD)
R. CASSIN) *Professeurs*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot. PARIS, 5^e

— 1930 —

DE LA CLASSE À ORDRE
LES POLICES D'ASSURANCE
SUR LA VIE
THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA CLAUSE A ORDRE
LES POLICES D'ASSURANCE
SUR LA VIE



CHAPITRE PREMIER

Historique de l'insertion de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie. — Légalité de cette insertion. — Législations étrangères.

Créée pour faciliter la circulation de la lettre de change, la clause à ordre devait peu à peu voir s'accroître le champ de son application au point qu'elle constitue aujourd'hui une pièce importante de nombreuses institutions tant civiles que commerciales.

La première extension de son emploi paraît avoir été constituée par son insertion dans les polices d'assurances maritimes. L'usage de la police d'assurance maritime à ordre remonte tout au moins au ^{xviii}^e siècle (1).

C'est encore dans le domaine des assurances que la clause à ordre devait trouver un nouvel emploi, et ce fut, cette fois, dans les polices d'assurances sur la vie.

La première Compagnie d'assurances sur la vie française constituée après la Révolution, *la Compagnie d'Assurances Générales*, eut, dès le début de son fonctionnement, recours à la clause à ordre pour opérer la transmission de ses polices. Nous trouvons, en effet, dans les statuts mêmes de cette Compagnie, une clause ainsi conçue : « La propriété de la police

(1) BAILLY : *De la Clause à ordre*, n° 209.

« est transmissible par endossement sur l'avis qui en
« est donné à la Compagnie » (2).

Telle fut la forme sous laquelle la clause à ordre fit son apparition dans les polices d'assurances sur la vie.

L'exemple donné par la *Compagnie d'Assurances Générales* fut suivi par la Compagnie « *La Royale* » qui, en 1830, adopta une clause, il est vrai, d'apparence différente (3) ; « La propriété des contrats est
« transmissible par voie de transfert sur le titre
« même. Le transfert doit énoncer le nom de celui à
« qui la propriété est transmise.

« Il doit être daté et signé par le titulaire. »

Cette clause de transfert sur le titre fut du reste adoptée, en 1834, par la *Compagnie d'Assurances Générales* elle-même (4) et à sa suite par toutes les Compagnies françaises fondées postérieurement.

En employant l'expression de « *transfert sur le titre* », les rédacteurs de cette clause avaient eu sans doute en vue d'éviter les discussions soulevées autour de la forme de l'endossement. On s'était demandé, en effet, si cet endossement devait répondre aux exigences de l'article 137 du Code de Commerce.

Le soin que la police prend de préciser les mentions à insérer dans le transfert sur le titre nous montre bien la préoccupation qui avait inspiré cette modification de formule. Par ailleurs, on avait conservé de l'endossement tous ses avantages en rendant la police cessible par une simple mention inscrite sur le titre ; on en avait seulement supprimé le nom. Cependant,

(2) BAILLY : *De la Clause à ordre*, n° 212.

(3) Id., *ibid.*, n° 214.

(4) Id., *ibid.*, n° 214.

ce procédé ne devait pas conserver longtemps sa vogue. Il était difficile, en effet, de caractériser juridiquement l'opération désignée par l'expression nouvelle et mystérieuse de « *transfert sur le titre* ». Aucun des systèmes qui ont prétendu définir la nature juridique de ce procédé de transmission ne peut paraître véritablement satisfaisant.

Aussi les Compagnies d'Assurances jugèrent-elles, en général, préférable d'en revenir à la première rédaction, tout en la modifiant et en la perfectionnant. Pour éviter notamment toute discussion sur les mentions que devait contenir obligatoirement l'endossement, les Compagnies prirent le soin de spécifier formellement dans les polices que l'endossement devait être « régulier exprimant la valeur fournie conformément aux articles 137 et 138 du Code de Commerce ».

Cette rédaction s'est conservée depuis dans la plupart des polices sous une forme à peu près identique.

Les progrès de la clause à ordre devaient s'étendre encore en dehors même du domaine des assurances ; on la trouve actuellement utilisée par la pratique notariale dans les titres d'obligations hypothécaires. Cette nouvelle forme d'obligations hypothécaires jugée d'abord illégale par certains auteurs s'est maintenant imposée par les services qu'elle a rendus (5).

La loi, d'autre part, incitée peut-être à cela par l'exemple de la pratique, a créé de nombreux titres à ordre. Ce sont entre autres le chèque (loi du 14 juin 1865, art. 1), les obligations du Crédit Foncier (décret du 28 février 1852, art. 13), les warrants de marchan-

(5) Cf. AVRIL : *Les Obligations hypothécaires à ordre ou au porteur*, thèse Paris 1929.

disés (loi du 28 mai 1858, art. 3), les warrants agricoles (loi du 30 avril 1906, art. 10), les warrants hôteliers (loi du 8 août 1913, art. 5). Une loi du 4 avril 1926 a encore institué pour les actions et parts de fondateur, et les obligations, une nouvelle forme de titres à ordre soumise d'ailleurs à une réglementation toute spéciale.

L'historique rapide que nous avons donnée de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie nous a fait voir que l'insertion de cette clause a été contemporaine de la création de la première Compagnie française d'assurances sur la vie.

Si l'on excepte la désignation du tiers appelé à recueillir le bénéfice de la police faite dans le contrat au moment même de la souscription, l'endossement se trouve avoir été ainsi le premier mode de transmission de la police utilisée, précédant l'avenant lui-même qui semble n'avoir pas été considéré à cette époque comme un procédé efficace de cession de la police.

Il est facile de concevoir comment les premières Compagnies françaises furent amenées à donner à leurs polices la forme à ordre : on considérait, à cette époque, que l'assuré qui voulait procurer à un tiers le bénéfice du contrat le faisait par une cession de créance. Or, la cession de créance est soumise par la loi aux formalités relativement gênantes définies par l'article 1690 du Code Civil. Désireuses de mettre à la disposition de leurs assurés un mode de cession plus pratique, les Compagnies pensèrent tout naturellement à donner à leurs polices la forme à ordre qui les rendaient cessibles par simple endossement, d'autant que l'exemple de l'assurance maritime qui uti-

lisait depuis longtemps la clause à ordre avait dû attirer leur attention sur les avantages de ce procédé.

Malgré ce précédent, l'extension de la clause à ordre aux polices d'assurances sur la vie constituait, d'ailleurs, une innovation audacieuse ; la validité de l'endossement pour effectuer la cession d'une police pouvait, en effet, être mise en doute ou tout au moins ne s'imposait pas avec évidence.

Cette difficulté ne semble pas d'ailleurs avoir été aperçue par les Compagnies d'Assurances. On ne conçoit pas, en effet, qu'elles eussent émis de nombreuses polices avec cette clause si elles avaient eu quelques hésitations sur l'efficacité de ce procédé de transmission.

Des craintes de la part des Compagnies auraient été cependant d'autant moins injustifiées qu'en fait la légalité de l'endossement des polices fut déniée par de nombreux auteurs et que la Jurisprudence, elle-même, ne l'a pas toujours admise. Malgré ces déconvenues, les Compagnies ne renoncèrent pas à l'usage de la police à ordre et elles eurent raison en cela puisque la thèse de la légalité de la police d'assurances sur la vie à ordre devait finir par triompher.

Ce triomphe ne fut cependant acquis qu'après de longues discussions.

Les premiers auteurs adversaires de l'endossement des polices se fondaient sur ce que la clause à ordre est une institution créée pour assurer la circulation commode des effets de commerce et que l'on ne peut étendre à d'autres titres que ceux-ci (6).

Suivant d'autres auteurs moins intransigeants, la

(6) WAHL : *Traité du titre au porteur*, n° 876. — VAVASSEUR : *Traité des Sociétés*, T. I, n° 474. — DALLOZ : *Rep. v° Effets de commerce*, n° 372.

forme à ordre devait être réservée aux titres de créance commerciaux et ne pouvait s'appliquer à un titre civil (7).

Ces deux systèmes édictaient des règles d'une rigueur injustifiable qu'il est impossible de déduire du texte de la loi. Le Code de Commerce n'a jamais déclaré réserver ni aux effets de commerce, ni aux créances commerciales la possibilité de la cession par endossement. Or, le droit moderne vit sous le régime de la liberté des conventions ; il devait donc être permis aux parties d'insérer dans le titre de créance une clause dont aucun texte législatif ne paraît interdire l'emploi.

Sur ce terrain même, cependant, les adversaires de l'extension de la clause à ordre purent opposer à ce raisonnement, fondé sur le principe de la liberté des conventions, une objection qui semblait particulièrement forte. En effet, la cession de créance est réglementée par l'article 1690 du Code Civil, aux termes duquel « le cessionnaire (d'une créance) n'est saisi à « l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur ». « Néanmoins, ajoute-t-il, « le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans « un acte authentique ».

Ainsi, pour être opposable aux tiers, le transport d'une créance doit être accompagné d'une signification faite au débiteur ou de l'acceptation de celui-ci dans un acte authentique. Or, la transmission d'une police d'assurance n'est pas autre chose qu'une cession de créance, tout au moins si l'on considère, confor-

(7) LAURENT : *Droit Civil*, T. XXIV, n° 498. — HUC : *Traité de la Cession de créances*, T. I, n° 322. — PONT : *Traité des Sociétés*, T. II, n° 911.

mément à l'opinion qui était celle des auteurs qui discutaient de la légalité de la clause à ordre en notre matière, que l'endossement a pour effet de faire passer la créance contre l'assureur, du patrimoine de l'assuré dans celui du cessionnaire. On devait donc en conclure que l'article 1690 enlevait toute efficacité à un simple endossement pour opérer la cession de la police.

Certains auteurs pour répondre à cette objection ont prétendu alors écarter l'application de l'article 1690 en faisant remarquer que celui-ci ne pouvait pas, de par la convention même passée entre les parties, s'appliquer à un titre à ordre. Il ressortait, en effet, de la clause à ordre que toutes les formalités autres que l'endossement étaient inutiles pour opérer la transmission de la créance, les parties étant d'accord pour rendre le titre cessible par le seul endossement.

A cet argument, les adversaires de l'extension de la clause à ordre répliquèrent très justement que l'article 1690 avait la valeur d'un texte impératif. Les dispositions qu'il édictait étaient d'ordre public ; les parties ne pouvaient pas par leurs conventions rendre inutiles des formalités qu'il imposait comme obligatoires.

Par elles, ce sont les tiers que le Code a voulu protéger. Leur utilité, en effet, est de renseigner ceux qui y ont intérêt sur la situation actuelle de la créance ; celui, par exemple, à qui un créancier proposera de céder son droit pourra, en interrogeant le débiteur, savoir si la créance est encore dans le patrimoine de celui qui lui en propose l'achat ou si, au contraire, elle en est sortie par le fait d'une cession.

Ainsi, puisque les tiers sont intéressés à l'accomplissement de ces formalités, il ne peut être permis aux parties de les supprimer de leur seul gré.

Le problème, à vrai dire, se posait tout autrement. Il ne s'agissait pas de savoir si l'article 1690 est un texte impératif, ce qui paraît d'ailleurs bien exact ; il fallait d'abord déterminer l'étendue de son empire et en particulier s'il s'applique aux titres à ordre. Si l'on en vient à admettre que la règle édictée par cet article leur est étrangère, la question sera par là entièrement résolue et le caractère impératif de l'article 1690 restera sans influence sur la solution à donner à notre problème.

Or, il semble bien possible de démontrer que les titres à ordre échappent par leur nature même aux formalités de cession imposées par l'article 1690 (8).

Comme le disent les adversaires de l'extension de la clause à ordre, les formalités de l'article 1690 se justifient par l'intérêt des tiers ; il est nécessaire à leur égard que la transmission de la créance ne puisse se faire de manière occulte ; il faut qu'ils aient les moyens de se renseigner sur les cessions dont la créance qui les intéresse peut avoir été l'objet.

C'est dans ce but que la loi a imaginé les formalités de l'article 1690. Mais aucune de ces raisons ne peut être invoquée quand il s'agit d'un titre à ordre. Les mesures de publicité de l'article 1690 deviennent, en effet, complètement superflues quand la créance cédée est représentée par un titre de cette espèce.

Dans cette hypothèse, en effet, les tiers qui veulent être renseignés sur le sort actuel de la créance ont à leur portée le moyen de publicité le plus efficace qui

(8) SCOFIER : Thèse, p. 35.

puisse être : ils n'auront qu'à demander la représentation du titre et par la consultation des endossements portés sur lui, ils sauront, de façon certaine, quel est le titulaire actuel de la créance. Ce mode de publicité est même supérieur à celui de l'article 1690 puisque par celui-ci les tiers sont entièrement à la merci du débiteur qui peut leur tenir cachée l'existence d'une cession.

Il n'y a donc aucune raison valable d'imposer au cessionnaire d'un titre à ordre des formalités supplémentaires à l'endossement, puisque celui-ci présente par lui-même, pour les tiers, une sécurité plus grande que celle que leur conférerait la signification prévue par le Code Civil.

On peut dire, en somme, que l'article 1690 ne concerne que les créances à personnes dénommées et qu'au contraire les créances matérialisées dans un titre à ordre échappent complètement aux formalités qu'il impose.

C'est à cette conclusion qu'aboutissent aujourd'hui la totalité des auteurs (9).

La Jurisprudence, dans son ensemble, a fait moins d'objections que la doctrine à la légalité des polices à ordre (10). Cependant, ce n'est pas sans difficulté qu'elle en est arrivée à l'admettre ouvertement. Elle a eu, dans les débuts, certains scrupules qui l'ont conduite à justifier par des arguments assez artificiels

(9) AUBRY et RAU, T. V, p. 212. — LYON-CAEN et RENAULT, T. III, n° 96 à 98. — PARDESSUS : *Droit Com.*, T. II, n° 330. — MASSÉ : *Droit Commercial*, T. II, n° 1573. — THALLER et PERCEROU, n° 1499. — HERBAULT, n° 212. — COUTEAU, T. II, n° 470. — SCOFIER : Thèse, p. 30 et s. — PICHON : Thèse, p. 293 et s.

(10) Voir, cependant, contre la validité de l'endossement des polices Trib. Com. Seine, 17 décembre 1855. D. 1857. 2. 134, S. 1857. 2. 186.

les décisions qu'elle rendait en faveur de la validité des cessions de police par endossement.

Les premières décisions qui ont admis la légalité de la clause à ordre en notre matière furent influencées par l'idée que seules les créances commerciales pouvaient être cédées par endossement. Aussi cherchèrent-elles à faire de la créance du capital de l'assurance sur la vie une créance présentant ce caractère.

Un arrêt de la Cour de Paris, du 12 février 1857 (11) prétend démontrer la nature commerciale de cette créance en arguant que la Compagnie d'Assurance est « une Compagnie anonyme, constituée par actions, « stipulant à primes et spéculant avec chances de « perte et de gain, qu'une telle entreprise offre un « caractère commercial qui se communique aux actes « souscrits par elle dans la sphère de ses opérations. »

Il n'est pas besoin de souligner combien ce raisonnement est contraire à tous les principes de la matière, le caractère civil ou commercial d'un acte juridique devant s'apprécier non par la qualité de commerçant ou de non-commerçant des parties, mais par l'objet même du contrat.

D'autres arrêts pensèrent justifier plus exactement leurs décisions en cherchant à assimiler la police à un billet à ordre. Ils crurent établir une analogie suffisante entre ces deux titres en faisant remarquer que la police comme le billet à ordre représentait l'engagement de payer une somme déterminée à une échéance fixée par le titre ; d'où ils concluaient que

(11) D. 1857. 2. 134, S. 1857. 2. 186.

la police étant ainsi un véritable billet à ordre pouvait être légalement cédée par endossement (12).

Cette explication ne valait pas mieux que la précédente ; il ne suffit pas, en effet, pour qu'il y ait billet à ordre d'un engagement de payer une certaine somme à une échéance donnée ; il faut encore que cet engagement soit matérialisé dans un écrit répondant aux conditions de forme déterminées par le Code de Commerce.

Le billet à ordre d'ailleurs ne peut consister qu'en un engagement ferme de payer, au lieu que l'assurance sur la vie est un contrat complexe souscrit sous de nombreuses conditions et susceptibles de modalités très variables.

Ces justifications trop timides de la légalité de l'endossement des polices d'assurances n'étaient donc pas admissibles. Aussi les tribunaux en vinrent-ils assez vite à admettre la validité des titres à ordre civils sans chercher à ramener les utilisations nouvelles de la clause à ordre à l'une de celles réglementées par le Code du Commerce (13).

C'est à propos des obligations notariées à ordre que la Cour de Cassation semble avoir eu pour la première fois à se prononcer sur la validité des titres à ordre civils.

Cet arrêt n'hésite pas à déclarer ouvertement licite l'insertion de la clause à ordre dans une obligation notariée sans chercher à justifier la solution qu'il donnait par d'autres considérations que celle de la liberté dont doivent jouir les parties de donner au

(12) Trib. Civ. Seine, 31 août 1877. D. 1879. 2. 130.

(13) Paris, 2 avril 1879, D. 1879. 2. 130. — Trib. Civ. Seine, 16 décembre 1880, J. A. 1881. 67. — Cass. Req., 18 janvier 1922, P. F. 1922. 1. 222, R. P. 1923. 526, Note de M. LEFORT.

titre de créance une forme dont aucun texte légal n'interdit l'emploi (14).

Aussi devait-on considérer dès cette époque que la légalité des polices d'assurances à ordre était hors de discussion.

Cette validité de la clause à ordre en notre matière a été encore confirmée par les deux projets de loi de 1904 et de 1925 ; l'un et l'autre ont consacré la Doctrine et la Jurisprudence dans leur dernière forme en édictant expressément la légalité des polices émises sous la forme à ordre. Le projet de loi de 1925 a même donné sur la forme de l'endossement, sur son emploi quelques règles que nous étudierons à mesure que ces questions se présenteront.

Quant aux législations étrangères elles ont adopté sur la question de la forme à ordre des polices, les solutions les plus diverses. On peut constater, cependant, que cette forme a, dans la plupart des pays, rencontré peu de faveur.

On trouve cependant l'endossement utilisé en Espagne, où il doit être accompagné d'un avis authentique donné par le cédant et le cessionnaire à l'assureur (15). La législation portugaise autorise la clause à ordre dans les polices d'assurances maritimes mais garde le silence sur son insertion dans les polices d'assurance sur la vie (16). En Italie, outre les cessions accomplies suivant des formalités analogues à la signification de l'article 1690 de notre Code Civil, la police est encore susceptible d'être cédée par en-

(14) Cass. Civ., 8 mai 1878, D. 1878. 1. 241.

(15) BAILLY : *De la Clause à ordre*, n° 240.

(16) Id., *ibid.*, n° 256 bis.

dossement ; les polices à ordre sont d'ailleurs en usage (17).

D'autres pays, au contraire, ignorent totalement l'endossement des polices d'assurances sur la vie qui n'est connu, dit M. Lefort, ni en Allemagne (18), ni en Angleterre (19), ni en Autriche (20).

Si l'Allemagne ignore l'endossement des polices, certaines Compagnies d'Assurances allemandes adoptent cependant un procédé qui n'est pas sans présenter une analogie, purement matérielle d'ailleurs, avec l'endossement. En effet, pour le transfert des polices émises par ces Compagnies, l'assuré doit demander à son assureur, l'apposition sur le titre d'un timbre indiquant que la police a été cédée ; ce procédé, comme l'endossement laisse donc sur la police elle-même une trace de l'opération réalisée (21).

Par ailleurs, la loi belge exige (loi du 11 juin 1874, art. 42) le transfert signé par le cédant, le cessionnaire et l'assureur ; cependant, d'autres modes de transmission peuvent être autorisés conventionnellement à condition qu'ils respectent la règle de l'article 1690 du Code Civil (22). L'endossement est donc ici encore impossible. Le Luxembourg connaît une loi analogue à la loi belge du 11 juin 1874 précitée.

C'est en Hollande que l'on trouverait peut-être les usages les plus analogues à ceux qui sont nés chez nous de l'emploi de la clause à ordre.

Dans ce pays, l'endossement est le mode normal

(17) BAILLY : *De la Clause à ordre*, n° 251.

(18) Id., *ibid.*, n° 226.

(19) Id., *ibid.*, n°s 246 et s.

(20) Id., *ibid.*, n°s 233 et s.

(21) Id., *ibid.*, n° 228.

(22) Id., *ibid.*, n° 241.

de transmission des polices d'assurances. Celles-ci contiennent, en effet, la clause suivante: « Le contractant a le droit d'endosser la police, et le cessionnaire par endossement peut à son tour se servir de ce même moyen de transfert. » (23).

On distingue d'ailleurs la substitution qui est l'endossement fait par le souscripteur de la police et qui confère au bénéficiaire un droit propre au capital assuré, droit qu'il n'est pas censé tenir du souscripteur, et l'endossement proprement dit qui est fait par un bénéficiaire (24).

Nous aurons par la suite l'occasion de faire une distinction analogue dans notre droit où l'endossement s'il est fait par l'assuré constitue une attribution du bénéfice de la police possédant les caractères que le droit hollandais reconnaît à ce qu'il appelle la substitution, alors que l'endossement fait par le bénéficiaire constitue une transmission, ce dernier endossement étant dans la terminologie juridique hollandaise le seul à mériter réellement ce nom.

Les résultats de cette étude de législation comparée sont en somme assez contradictoires. Si, en effet, nous trouvons l'endossement accepté dans certains pays, utilisé même exclusivement en Hollande, nous devons reconnaître que d'autres législations l'ont volontairement écarté semblant le considérer comme peu désirable (25).

En France, d'ailleurs, il devait rencontrer une hostilité toute pareille. Les Compagnies d'Assurances elles-mêmes ne paraissent pas accorder leur pré-

(23) J. VAN SCHEVICHAVEN : *Le passé et le présent de l'assurance sur la vie*. (Traduit par J. P. VALETON), Paris 1901, p. 195.

(24) SCHEVICHAVEN, p. 195.

(25) BUNYON : *The Law of life insurance*, Chap. IV.

férence à cette forme de titre, elles lui reprochent surtout les difficultés créées par la perte de la police à ordre pour son paiement (26). La Doctrine a, elle aussi, pendant longtemps critiqué vivement l'insertion de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie, prétendant que cette forme donnée à la police entraînait de graves inconvénients qui n'étaient compensés par aucun avantage sérieux (27).

Cette opposition semble du reste s'être actuellement fortement affaiblie : si les Compagnies d'Assurances conseillent de préférence à leur clientèle d'adopter la police à forme nominative, elles n'en délivrent pas moins toujours des polices à ordre et ne paraissent pas du reste avoir éprouvé de ce fait de graves ennuis.

Quant à la Doctrine, d'ailleurs peu abondante sur la question, elle semble maintenant accepter sans grandes difficultés cette forme de police (28).

Cette modification des idées provient, comme nous pensons pouvoir le démontrer dans cette étude, des transformations et des progrès qui se sont réalisés dans les conceptions de la Jurisprudence et plus encore de la pratique sur le fonctionnement et les effets de l'endossement des polices d'assurances sur la vie.

(26) De COURCY (administrateur de la Cie d'Ass. Générales) : *Précis*, p. 175. — DUBOIS (sous-directeur de la même Compagnie) : *Bénéfice de l'assurance sur la vie*. Instructions pratiques, p. 72 et s.

(27) BAILLY : *De la Clause à ordre*, n° 162 et s.

(28) DUPUICH, n° 235. — LEFORT, T. II, p. 175.

CHAPITRE II

La police à ordre. — Diverses rédactions de la clause à ordre

La majorité des auteurs et la Jurisprudence de la Cour de Cassation s'accordent à déclarer qu'un titre ne peut être réputé revêtu de la forme à ordre que si la clause à ordre s'y trouve formellement exprimée (1).

Cette opinion s'appuie sur le texte de l'article 110 du Code de Commerce qui fait figurer parmi les mentions obligatoires de la lettre de change l'indication « qu'elle est à ordre d'un tiers ou à l'ordre du tireur « lui-même ». Ainsi la clause à ordre ne peut être sous-entendue dans la lettre change. Or, celle-ci constitue le type par excellence du titre à ordre. On en conclut que la clause à ordre ne peut être davantage sous-entendue dans un titre d'une autre espèce, car ce serait le traiter plus favorablement que la lettre de change elle-même. Ainsi, une police d'assurances sur la vie pour être considérée comme à ordre devra contenir une clause en ce sens.

Il est vrai que certains auteurs ont prétendu que la clause à ordre pouvait être suppléée dans les titres où elle est d'un usage constant. Il a même été jugé

(1) LYON-CAEN et RENAULT, T. IV, n° 157. — DESJARDINS : *Droit Commercial*, T. IV, p. 167. — DUPUICH, n° 236. — LEFORT, T. II, p. 174. — BAILLY : *Trans. Bénéf.*, n° 23. — SCOFIER : Thèse, p. 202. — GUILLON : Thèse, p. 48.

que la lettre de voiture était de plein droit transmissible par endossement, mais la Cour de Cassation, avec l'ensemble de la Doctrine, a rejeté cette opinion et a, au contraire, toujours strictement appliqué le principe que nous avons posé en commençant (2).

A supposer, d'ailleurs, que l'on adopte l'opinion de ces auteurs, il n'en resterait pas moins vrai qu'en ce qui concerne la police d'assurances sur la vie, la clause à ordre ne pourrait y être suppléée ; ce titre n'est pas, en effet, de ceux qui ne se présentent que sous la forme à ordre ; les polices nominatives, au contraire, sont certainement les plus répandues.

Si la loi impose ainsi l'insertion formelle de la clause à ordre, elle n'a d'ailleurs pas précisé quels sont les termes dans lesquels elle doit être rédigée. Il n'est pas étonnant dès lors que les clauses à ordre inscrites dans les polices d'assurances sur la vie aient été formulées de façon fort diverses, chaque Compagnie adoptant une rédaction qu'elle modifiait et perfectionnait suivant les enseignements de l'expérience.

Aujourd'hui, les plus importantes Compagnies françaises adoptent dans leurs polices, sauf quelques variantes sans importance, la clause suivante : (3).

« Le contractant peut, s'il a été expressément stipulé dans les conditions manuscrites que la police est faite à son ordre, en transférer la propriété par un endossement régulier, conformément aux articles 137 et 138 du Code de Commerce.

« Les cessionnaires successifs ont la même faculté.

(2) Cass., 12 janvier 1847, D. 1847. 1. 60.

(3) DUPUICH, p. 770. — Police-Vie entière de la Compagnie « La Nationale », art. 12.

« *Toute cession, sous quelque forme qu'elle ait eu lieu, doit à peine de nullité, être approuvée par la personne sur la vie de laquelle l'assurance repose.* »

A côté de cette clause, aujourd'hui la plus répandue, nous citons quelques exemples, que nous empruntons à l'ouvrage de M. Bailly : « De la transmission du bénéfice du contrat », des clauses que l'on trouve ou que l'on trouvait insérées dans les polices des Compagnies d'Assurances françaises.

« *La propriété des contrats est transmissible par un endossement régulier ; il doit en être donné avis à la Compagnie.* »

« *Le consentement de celui sur la vie duquel repose l'assurance doit, à chaque transfert, être renouvelé par écrit et déposé à la Compagnie.* »

« *La propriété du contrat est transmissible par un endossement régulier exprimant la valeur fournie conformément aux articles 137 et 138 du Code de Commerce.* »

« *Le consentement écrit de celui sur la vie duquel repose l'assurance doit à chaque transfert être déposé à la Compagnie ; le transfert sur le titre suffit à l'égard de la Compagnie, à l'égard des tiers la loi indique d'autres formalités (voir notamment l'article 1690 du Code Civil).* »

« *Le contractant peut si la police est faite à son ordre en transférer le bénéfice par un endossement régulier libellé conformément aux articles 137 et 138 du Code de Commerce.* »

« *Le bénéficiaire par endossement a la même faculté.* »

« Tout endossement, pour être valable doit être
« approuvé par la personne sur la vie de laquelle
« l'assurance repose et être notifié à la Compagnie.

« La propriété de la présente police, et ce sans ga-
« rantie de la part de la Compagnie contre l'exercice
« des droits des tiers, est transmise par voie de trans-
« fert sur le titre même. Le transfert doit énoncer le
« nom de celui à qui la propriété est transmise ; il
« doit être écrit, motivé, daté et signé par le titulaire.
« Le consentement de la personne sur la vie de la-
« quelle repose l'assurance, doit, à chaque transfert,
« être renouvelé par écrit et déposé à la Compagnie.
« Faute de la justification de ce consentement, l'as-
« surance sera nulle de plein droit, sans qu'il soit
« nécessaire de le faire ordonner par la justice.

« La propriété du contrat est transmissible par voie
« de transfert constaté sur le titre même.

« Le transfert doit énoncer le nom de celui à qui
« la propriété est transmise ; il doit être causé, écrit,
« daté et signé par le titulaire sur le titre resté entre
« ses mains et sur le double conservé par la Compa-
« gnie.

« Le consentement de celui sur la vie duquel repose
« l'assurance doit, à chaque transfert, être renouvelé
« par écrit et déposé à la Compagnie.

« Toutefois, en donnant son consentement à un
« premier transfert, l'assuré peut en même temps et
« d'une manière expresse consentir à tous les trans-
« ferts à venir.

« Chaque transfert, dans ce cas, doit être notifié
« par le nouveau propriétaire à la Compagnie qui
« donnera connaissance de la notification à l'assuré,
« lorsque celui-ci en fera la demande.

« Le transfert sur le titre suffit à l'égard de la
« Compagnie. A l'égard des tiers, la loi indique d'au-
« tres formalités (voir notamment l'article 1690 du
« Code Civil).

L'examen de ces différentes clauses nous montre qu'on peut les rapporter à deux types différents ; les clauses qui déclarent les polices transmissibles par endossement et celles qui les déclarent transmissibles par voie de transfert sur le titre.

Quel est le caractère juridique de l'institution désignée sous le nom de « *transfert sur le titre* » ? Les auteurs en ont fourni diverses explications. Pour M. de Courcy (4), les rédacteurs de cette clause ont entendu appliquer aux polices d'assurances sur la vie le mode de transmission des actions des Sociétés anonymes institué par l'article 36 du Code de Commerce. Cette opinion semble difficile à soutenir, le transfert des actions tel que le décrit l'article 36 du Code de Commerce s'opérant non pas par une mention sur le titre lui-même, mais par une mention sur les registres de la Société.

Le transfert de l'article 36 du Code de Commerce suppose d'ailleurs l'existence d'une convention passée antérieurement entre les parties, convention qui est portée à la connaissance de la Société qui prend acte de la cession par son inscription sur ses registres. Les formalités de l'article 36 ont, on le voit, une certaine analogie avec celles de la cession civile de l'article 1690 ; au lieu que le transfert sur le titre, tel que le comprennent les polices qui contiennent cette clause, a pour effet de supprimer toutes formalités de cette espèce, en rendant la transmission apparemment semblable à celle obtenue par endossement.

(4) *Précis*, p. 171. Rennes, 23 juin 1879, Bon. de Mars, T. II, 595.

Certains auteurs cependant ne veulent pas voir dans le transfert sur le titre un véritable endossement. La clause de transfert sur le titre n'équivaut pas pour eux à la clause à ordre.

Ils font valoir que d'après la plupart de ces clauses le transfert doit être accompli sur les deux doubles ou qu'il doit être notifié à la Compagnie, formalités peu compatibles avec la nature de l'endossement (5).

La Jurisprudence n'a pas hésité à assimiler le transfert sur le titre à l'endossement (6) et nous approuvons pleinement cette solution. Nous avons vu, en effet, que la clause de transfert sur le titre se présente historiquement comme un essai de perfectionnement de la clause à ordre insérée dans des polices antérieures et que d'ailleurs le fonctionnement de l'une ou de l'autre clause présente les mêmes caractères ; du reste si l'on n'assimile pas la clause de transfert sur le titre à la clause à ordre, il devient impossible de la caractériser juridiquement.

La plupart des auteurs ont adopté le système de la Jurisprudence et voient dans la clause de transfert sur le titre un équivalent de la clause à ordre (7).

Les clauses du second type, sous des formes plus ou moins variées, décident que la propriété de la police peut être transférée par endossement.

Ces clauses constituent-elles de véritables clauses à ordre ?

Cette question qui semble du reste n'avoir été aper-

(5) DUPUICH, n° 230 in fine. — SCOFIER : Thèse, n. 203. — Trib. Civ. Seine, 23 mars 1899, J. A. 1899. 269, R. P. 1899. 369. — Trib. Civ. Seine, 28 décembre 1901, R. P. 1902. 44.

(6) Paris, 12 février 1857, J. A. 1857. 166, D. 1857. 2. 134, S. 1857. 2. 186.

(7) HERBAULT, n° 213. — LEFORT, T. II, p. 138. — LABBÉ, note s. 1888. 2. 97. — BOISTEL, note D. 1889. 2. 129.

que ni par l'ensemble des auteurs, ni par la Jurisprudence a été soulevée par M. Bailly, qui distingue entre la clause à ordre et les clauses qui se bornent à autoriser la transmission par endossement, clauses qu'il assimile aux clauses de transfert sur le titre (8). Cet auteur ne considère comme une véritable clause à ordre que la clause suivante qui, nous le savons, est celle actuellement adoptée par les plus importantes Compagnies françaises (9) :

« Le contractant peut s'il a été expressément stipulé
« dans des conditions manuscrites que la police est
« faite à son ordre... »

Pour M. Bailly, en effet, la clause à ordre doit contenir, sinon l'expression même « à ordre », du moins une expression équivalente et absolument synonyme ; or, selon lui, en décidant que la police est transmissible par endossement, les rédacteurs de cette clause n'ont pas employé une expression pouvant être considérée comme un équivalent exact de l'expression « à ordre ». Les polices contenant cette clause ne sont donc pas des polices à ordre.

Nous croyons cette opinion, qu'aucun auteur n'a du reste défendue après M. Bailly, erronée ; en décidant que le titre est transmissible par endossement, il est évident que les parties ont entendu par cela même donner à ce titre la forme à ordre ; en effet, la transmissibilité par endossement du titre est la conséquence essentielle de la clause à ordre à tel point que les deux expressions de titre à ordre ou de titre transmissible par endossement peuvent être considérées comme absolument synonymes. Il est d'ailleurs certain que seuls les titres à ordre sont transmissibles

(8) BAILLY : *De la Clause à ordre* n° 218.

(9) BAILLY : *De la Clause à ordre*, n° 220.

par endossement, d'où l'on doit conclure nécessairement qu'en déclarant la police cessible par endossement, les parties l'ont par cela même rangée dans la catégorie des titres à ordre.

Nous considérons donc comme des polices à ordre aussi bien celles qui aux termes des conditions générales sont déclarées transmissibles par endossement que celles qui, rédigées sur le modèle de la police aujourd'hui adoptée par les grandes Compagnies françaises, sont stipulées dans les conditions particulières faites à l'ordre de l'assuré.

Certains auteurs font montre d'une autre exigence : pour eux, la clause à ordre, pour être efficace, doit être manuscrite (10), il ne suffit pas qu'elle soit imprimée parmi les autres clauses des conditions générales ; il est nécessaire, selon eux, que les parties aient, par une convention spéciale, manifesté l'intention de faire jouer dans le contrat souscrit la clause des conditions générales autorisant la cession par endossement.

Il est à remarquer que la clause que l'on trouve actuellement dans les polices des grandes Compagnies françaises donne satisfaction à cette exigence puisque la clause à ordre doit, pour que la police revête cette forme, être stipulée dans les conditions particulières manuscrites.

Nous ne croyons pas d'ailleurs que l'opinion de ces auteurs soit bien fondée. Pour qu'un titre soit à ordre, il suffit que les parties se soient mises d'accord pour lui donner ce caractère et aient inséré dans le titre une formule manifestant leur convention. Mais aucune règle de droit n'impose une forme particu-

(10) BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 23 bis.

lière à l'apparence de cette clause et dans tous les domaines (sauf cependant les cas où la rédaction autographe est exigée) les conventions peuvent être imprimées aussi bien qu'écrites à la main (11).

Le système de ces auteurs est fondé sur le souci très légitime de l'aspect caractéristique que doit présenter un titre à ordre.

Il est à craindre, en effet, que la simple insertion de la clause à ordre entre beaucoup d'autres auxquelles on ne prête souvent que peu d'attention, car elles ne prévoient pour la plupart que des hypothèses très particulières et édictent des règles que peu d'usagers sont à même de comprendre, passe inaperçue aux yeux de beaucoup de ceux qui auront à faire avec cette police.

Une controverse, toute pareille, s'était fondée au sujet des règles de déchéances énoncées dans les conditions générales de diverses polices d'assurances (d'incendie en particulier).

Certains assurés auxquels les Compagnies opposaient une des ces clauses de déchéance soutenaient que de telles clauses imprimées dans les conditions générales des polices étaient insuffisantes, qu'il était, en effet, très fréquent que les assurés ne prissent même pas la peine de les lire et que par conséquent leur consentement n'y était pas valablement donné. La Jurisprudence a fait justice de ces prétentions peut-être équitables en certaines circonstances, mais qui allaient contre les principes les plus certains du fonctionnement des contrats. On avait suggéré pour donner satisfaction aux plaintes des assurés de ren-

(11) Sic. DUPUICH, n° 236. — SCOFIER : Thèse, p. 202. — DUBOIS : *Du Bénéf. de l'Ass. sur la vie*, p. 51.

dre obligatoire la rédaction manuscrite des clauses de déchéance des polices. Cette proposition, qui eut été vraisemblablement du reste de peu d'efficacité, n'a pas été prise en considération par le projet de loi de 1925.

Il faut, à ce sujet, remarquer qu'en ce qui concerne la clause à ordre, le projet de loi ne précise pas davantage ; il se borne à en reconnaître la validité sans rien préciser sur la forme ou sur l'aspect de sa rédaction.

CHAPITRE III

Effets de l'insertion de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie

L'insertion de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie entraîne dans son fonctionnement des conséquences dont la principale est, il est facile de le concevoir, la possibilité de transmettre (et aussi, nous le verrons, d'attribuer) le bénéfice du contrat par un simple endossement.

Cependant, cet effet n'est pas le seul que produise la clause à ordre : le paiement de la police à ordre en cas de perte du titre ne pourra se faire que suivant des règles particulières et cela, que la police ait été endossée ou non ; enfin, nous verrons que la Jurisprudence a attaché une certaine influence à la clause à ordre sur la nature de la stipulation émanant du souscripteur, en ce sens qu'elle voyait dans la réserve d'endosser la police, impliquée par la clause à ordre, une indication que le contrat n'avait été conclu par le souscripteur que dans son propre intérêt et non en vue de l'intérêt d'un tiers. Ce système ayant été du reste abandonné par la Jurisprudence, nous ne consacrerons que de brèves explications à son étude qui ne présente à l'heure actuelle plus d'intérêt pratique.

SECTION PREMIÈRE

Endossabilité de la police à ordre

L'effet essentiel de l'insertion de la clause à ordre dans la police d'assurances est de rendre le titre sus-

ceptible d'être endossé. Nous avons même vu que, dans beaucoup de polices, les conditions générales, pour donner la forme à ordre à la police, la déclarent simplement cessible par endossement.

La clause à ordre est nécessaire pour la validité de l'endossement, l'endossement d'une police non à ordre est, en effet, inefficace en ce sens qu'il ne peut être opposé aux tiers. En effet, une police qui n'est pas à ordre constitue une créance à personne dénommée qui ne peut être cédée que suivant les formalités de l'article 1690 ; en inscrivant donc un endossement sur une police de cette espèce l'assuré ne peut réaliser une cession opposable aux tiers. Les effets de cet endossement seront limités entre le bénéficiaire de l'endossement et l'endosseur lui-même (1). C'est ainsi que la Compagnie d'assurances serait parfaitement en droit d'ignorer un endossement accompli sur une police non à ordre ; à ses yeux, ce procédé de cession serait radicalement nul.

Si la police d'assurances à ordre est transmissible par endossement, il ne s'en suit pas que ce procédé soit le seul utilisable. Il est généralement admis qu'un titre à ordre peut être transmis par tous les procédés du droit commun (2).

Certains auteurs critiquent cette théorie : pour eux, il y a deux espèces de titres de créance : les titres à personne dénommée qui sont soumis à la réglementation de l'article 1690 du Code Civil et, d'autre part, les titres à ordre qui sont cessibles par endossement. De même que l'on ne peut céder par

(1) NOUGUIER : *Lett. de ch.*, n° 593. — LYON-CAEN et RENAULT, T. IV, N° 157. — SCOFIER : *Thèse*, p. 53.

(2) AUBRY et RAU, T. V, n° 359 bis, note 24. — LYON-CAEN et RENAULT, T. IV, n° 157. — LACOUR et BOUTERON, n° 1230.

endossement un titre à personne dénommée, de même on ne pourrait céder par les formalités de l'article 1690 (ou autres procédés de droit commun) un titre à ordre. Chaque titre doit subir la loi où il s'est placé (3).

Ce système est à rejeter ; par le fait même qu'un mode de cession constitue, comme celui de l'article 1690 du Code Civil, le mode cession de droit commun, il s'applique à tous les titres ; la cession par endossement des titres à ordre est une facilité de plus pour leur négociation qui ne doit pas avoir pour effet de les priver de l'usage des autres procédés de transmission.

Il faut du reste avouer que la solution que nous adoptons n'est pas sans présenter des inconvénients. La superposition sur une même police de cessions par des modes du droit commun, ou d'attributions par avenant avec des endossements opérant attribution ou transmission peut aboutir à des situations particulièrement confuses. Il serait à souhaiter évidemment que la seule inspection des endossements dont est revêtu le titre fût suffisante pour renseigner sur toutes les transmissions (ou attributions) dont la police a été l'objet. Mais, la solution donnée plus haut, malgré les inconvénients, d'ailleurs plus théoriques que pratiques qu'elle peut entraîner, n'en est pas moins certaine.

En fait, du reste, les polices d'assurances à ordre seront bien rarement l'objet de cessions opérées par des procédés du droit commun. On pourrait tout au plus citer, dans la Jurisprudence, des exemples de

(3) SCOFIER : Thèse, p. 208.

polices comprises dans la cession d'actif faite par un assuré en faillite (4).

Ce que l'on rencontre plus fréquemment, ce sont des modifications d'attribution de la police à ordre faites par avenant. Il n'est pas douteux que de tels avenants d'attribution sont pleinement valables bien que, la police étant à ordre, il eût été possible, selon les idées actuelles, de faire cette modification d'attribution par un endossement.

SECTION II

Paiement de la police à ordre perdue

C'est un principe certain que le débiteur d'une créance représentée par un titre à ordre n'est tenu au paiement de sa dette que contre remise du titre (5). Les raisons qui justifient cette règle sont évidentes. Le seul titulaire de la créance est le porteur bénéficiaire d'endossements réguliers ; lui seul, par conséquent, est en droit de réclamer le paiement et il ne pourra évidemment faire la preuve de son droit que par la représentation du titre. D'autre part, si le débiteur payait sans exiger la remise du titre, celui-ci pourrait lui être représenté par la suite par un porteur régulier qui serait fondé à exiger un deuxième paiement (6).

Cette règle est applicable aux assurances sur la vie à ordre comme à tous les titres à ordre ; cette solution est incontestée. La Compagnie d'assurances serait, en effet, exposée aux dangers d'un deuxième

(4) Paris, 5 mars 1873. — D. 1874. 2. 104.

(5) THALLER et PERCEROU, n° 1504. — LACOUR et BOUTERON, n° 1314.

(6) Note de M. BEUDANT, D. 1878. 1. 241.

paiement si on l'obligeait à payer autrement que contre la remise du titre (7).

Mais cette obligation de la remise de la police qui ne causera aucune gêne, tant que celle-ci sera aux mains du créancier du capital, va au contraire être la source de nombreuses difficultés quand l'ayant droit aura été dépossédé de son titre, qui a été détruit, perdu ou volé.

Si le paiement est réclamé par une personne qui se prétend bénéficiaire d'un endossement, elle ne pourra l'obtenir qu'en établissant que la police a été endossée à son nom et qu'elle ne l'a pas revêtue elle-même d'un nouvel endossement. Une telle preuve est manifestement impossible en pratique et la Compagnie d'assurances serait sans aucun doute en droit de rejeter catégoriquement la demande du prétendu bénéficiaire d'un endossement d'une police perdue.

Mais, en fait, dans les espèces qui se sont présentées devant la Jurisprudence, la demande de paiement d'une police à ordre perdue émanait, soit de l'assuré lui-même (si la police était payable à l'assuré encore vivant), soit de ses ayants cause. La preuve nécessaire dans cette hypothèse serait celle que la police n'a pas été endossée.

Cette preuve semble bien difficile à administrer dans la pratique (8).

Cependant, certaines polices exigeaient pour la validité de l'endossement qu'il fût inscrit sur les deux doubles ou porté à la connaissance de la Compagnie. Au cas où ces formalités n'avaient pas été accomplies,

(7) COUTEAU, T. II, n° 241. — Paris, 27 octobre 1898, R. P. 1899, 27. — Trib. Civ. Seine, 22 avril 1901, R. P. 1901, 517.

(8) Trib. Civ. Seine, 2 mars 1897, et Paris, 27 octobre 1898, R. P. 1898, 27.

ne devait-on pas en conclure que la police n'était pas sortie du patrimoine de l'assuré ? La Compagnie n'était-elle pas tenue, dans ces conditions, de payer le capital aux ayants cause de l'assuré ? On trouve sur ce point des décisions contradictoires (9).

Au cas probable, où la preuve du non-endorsement de la police ne peut être fournie, dira-t-on que le porteur a perdu avec le titre le droit au paiement et que la Compagnie sera libérée si la police ne peut être représentée. Cette solution injuste a été repoussée par la Jurisprudence et les Compagnies d'assurances elles-mêmes ont rarement émis une pareille prétention (10).

Elles considèrent, en effet, qu'un des principaux éléments de leur prospérité réside dans la confiance qu'elles inspirent au public ; or, cette confiance est basée principalement sur la régularité et la promptitude du paiement du capital.

Cependant, si les Compagnies jugent désirable d'opposer le moins de difficulté possible au paiement de la police à ordre perdue, elles sont retenues, d'autre part, par la crainte de se trouver obligées à un deuxième paiement à un porteur qui pourrait se révéler par la suite. On s'est demandé alors si la loi ne fournirait pas le moyen de sauvegarder les intérêts légitimes de l'assureur et du propriétaire déposé.

On a proposé d'appliquer aux polices d'assurances à ordre la réglementation du Code de Commerce relative à la perte de la lettre de change. Le paie-

(9) Trib. Civ. Seine, 22 mars 1899, R. P. 1899. 369, et Trib. Civ. Seine, 12 février 1881, J. A. 1881. 136.

(10) Paris, 13 décembre 1851. — D. 1855. 5. 33. — J. A. 52. 20. — DUPUICH, n° 297. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 101.

ment de la police serait donc possible moyennant ordonnance du juge et la fourniture d'une caution dont la garantie s'étendrait à un délai de trois ans (art. 151 et 154 du C. de Com.). Cette solution, défendue par certains auteurs et adoptée au moins par une décision de Jurisprudence (11), n'a cependant pas prévalu. La réglementation du Code de Commerce est, en effet, évidemment une mesure d'exception ; elle ne vise que les lettres de change et la nature de l'assurance sur la vie est trop différente de celle des effets de commerce pour que la simple analogie de forme puisse faire étendre à notre hypothèse des règles réservées à la lettre de change.

On s'est alors demandé si la législation de 1872 relative à la perte des titres au porteur ne pourrait pas être adoptée ici (12). Mais on se heurtait encore à la même objection : la procédure instituée par la loi de 1872 présente comme les dispositions des articles 151 et suivants du Code de Commerce un caractère d'exception ; elle doit être réservée aux hypothèses pour lesquelles elle a été créée ; il y a d'ailleurs trop de différences entre les valeurs de bourse au porteur qui sont visées par les lois de 1872 et les polices d'assurances sur la vie à ordre pour qu'on étende à celles-ci le régime institué pour les premières.

Faute de trouver dans la loi la solution de cette difficulté, la pratique a imaginé divers procédés destinés à permettre à l'assureur de s'acquitter de son obligation de payer le capital du contrat, sans

(11) Trib. Comm. Marseille, 18 octobre 1876. — J. A. 1877, 189.

(12) Le Droit, 24 juin 1880, voir Graux, J. A. 1873, p. 414.

pour cela être exposé à faire un deuxième paiement à un porteur qui se présenterait par la suite.

Lorsqu'un propriétaire dépossédé réclame le paiement de sa police, la Compagnie refuse d'abord de faire ce paiement avant que la police ne lui ait été remise, puis elle fait des offres réelles de payer moyennant représentation du titre. Le propriétaire de la police ne pouvant satisfaire à cette condition, la Compagnie d'assurances consigne, puis fait valider par jugement cette consignation.

Ce jugement, qui est le plus souvent un jugement convenu entre les parties (13), se présente suivant les espèces avec de sensibles différences de rédaction. Aux termes de certains de ces jugements, généralement les plus anciens, la Caisse des Dépôts et Consignations ne devra se dessaisir des sommes consignées qu'au profit du propriétaire dépossédé et contre remise de la police (14).

Un jugement rendu sous une telle forme est évidemment defectueux. Il est d'abord peu favorable aux intérêts du propriétaire dépossédé lui-même : celui-ci qui sera probablement toujours hors d'état de représenter la police, perd tout espoir d'être un jour en mesure d'obtenir de la Caisse le paiement des sommes consignées, puisque la représentation de la police en est la condition nécessaire.

On a reproché, d'autre part, aux décisions ainsi formulées de prescrire la consignation au profit seulement de celui qui se prétend propriétaire dépossédé, alors que la police peut être entre les mains d'un

(13) BAILLY : *Trans. Bénéf.*, n° 106. — DUPUICH, n° 297.

(14) Trib. Civ. Seine, 12 février 1881, J. A. 1881. 136. — Trib. Civ. Seine, 12 novembre 1891, R. P. 1892. 46.

porteur bénéficiaire d'endossements réguliers qui est en réalité le véritable créancier ; le jugement validant la consignation devrait prévoir la possibilité pour la Caisse des Dépôts et Consignations de payer aux mains de tout porteur légitime (15).

Ce procédé a été perfectionné sur un premier point. Le jugement au lieu de décider que la Caisse ne pourra payer le propriétaire dépossédé que contre remise de la police, ordonne la consignation du capital pendant un délai de trente ans. Passé ce délai, si aucun porteur pourvu d'endossements réguliers ne s'est présenté la somme sera payée au propriétaire dépossédé (16).

De cette façon, celui-ci recevra tout au moins le paiement au bout de trente ans, puisqu'il n'est pas, comme dans la première hypothèse, astreint à représenter la police pour l'obtenir.

D'autre part, pour répondre à la deuxième objection signalée plus haut, dans cette nouvelle rédaction, le jugement prévoit généralement le paiement au porteur qui se présente avant l'expiration du délai de trente ans. Cette disposition risque d'ailleurs d'être inutile, le porteur n'étant nullement tenu de demander à la Caisse le paiement du capital, puisque malgré la consignation il a conservé le droit de réclamer ce paiement à la Compagnie d'assurances.

Si les jugements rédigés sur ce nouveau type semblent réaliser un progrès sur les premiers, il n'en reste pas moins qu'ils ne peuvent, les uns et les au-

(15) BAILLY : *Mon. des Ass.*, 189, p. 167.

(16) Paris, 13 décembre 1851, D. 1855. 5. 33, J. A. 1852. 20. — Trib. Civ. Seine, 17 juin 1873, J. A. 1873. 413. — Trib. Civ. Seine, 11 août 1876, J. A. 1878. 103. — Trib. Comm. Seine, 26 mars 1879, J. A. 1879. 218. — Trib. Comm. Seine, 23 novembre 1887, J. A. 1888. 30. — Paris, 19 avril 1912, J. A. 1913. 33.

tres, se justifier en droit. On ne peut y voir que des procédés plus ou moins ingénieux destinés à apporter une solution pratique à une situation juridiquement sans issue, tout au moins dans l'état de la législation actuelle.

Cette procédure d'offres et de consignations n'est, en effet, valable qu'entre la Compagnie d'assurances et le propriétaire dépossédé qui réclame le paiement du capital. Vis-à-vis des tiers, elle est *res inter alios judicata* (17).

Lorsque, en particulier, un porteur de la police bénéficiaire d'endossements réguliers vient à se manifester, il a certainement le droit d'ignorer la consignation faite par la Compagnie ; celle-ci ne peut lui opposer les offres faites au prétendu propriétaire dépossédé ; elle sera tenue, au contraire, de payer encore une fois, le capital de ses deniers, quitte à se retourner contre le soi-disant propriétaire dépossédé et à obtenir un nouveau jugement ordonnant la restitution du capital consigné.

Cette consignation est d'autant moins opposable à un porteur régulier que précisément la seule existence de celui-ci suffit à faire apparaître la nullité des offres faites par la Compagnie : les offres, en effet, ne sont valables que lorsqu'elles sont faites au véritable créancier (art. 1257 et 1258 du C. Civ.).

C'est d'ailleurs la crainte de l'action possible d'un porteur régulier qui a conduit les Compagnies d'assurances à n'effectuer la consignation du capital que sous certaines conditions destinées à sauvegarder leurs intérêts, mais sur ce point encore les solutions adoptées n'échappent pas à de nombreuses critiques.

(17) DUPUICH, n° 297. — BAILLY : *Mon. des Ass.* 1899, p. 167.

Nous avons dit que la Jurisprudence avait adopté, sur le régime de la consignation, successivement, deux solutions.

Elle décidait d'abord que la Caisse ne devrait se dessaisir que contre remise de la police perdue. Cette solution est évidemment excellente en ce qu'elle ne peut aboutir qu'à un paiement incontestablement valable. Si, en effet, le propriétaire dépossédé retrouve la police et peut la présenter à la Caisse (étant entendu que les énonciations de la police corroborent l'existence du droit dont il arguait), il n'y a pas de doute que ce personnage est le seul créancier du capital. Mais, si les conditions mises à la consignation rendent impossible un paiement irrégulier, elles empêchent tout paiement de s'effectuer au cas où la police reste introuvable. Cette méthode ne fait en somme que déplacer la difficulté : la Compagnie d'assurances au lieu de déclarer : « Je ne paierai que contre remise de la police », ce qui est précisément ce que l'on cherchait à éviter, dit : « Je consigne et la Caisse paiera contre remise de la police, mais ne paiera que si la police lui est représentée » ; il est évident que la consignation ainsi faite n'améliore en rien la condition du créancier dépossédé.

C'est pourquoi l'on s'est tourné vers une autre solution qui consiste à ordonner la consignation pour un temps limité à la durée de la prescription de l'action d'un porteur éventuel contre la Compagnie d'assurances. Passé ce délai, dit-on, la Compagnie qui n'a plus à craindre de payer un porteur encore inconnu ne peut plus s'opposer au paiement par la Caisse des Dépôts et Consignations au propriétaire dépossédé.

La question à résoudre était alors celle de la durée de la prescription de l'action d'un porteur d'une police à ordre contre la Compagnie d'assurance.

Certains auteurs ont proposé d'appliquer à cette action la prescription de l'article 189 du Code de Commerce. « Toutes actions, dit cet article, relatives aux lettres de change, et à ceux des billets à ordre souscrits par des négociants, marchands ou banquiers, ou pour faits de commerce, se prescrivent par cinq ans, à compter du jour du protêt ou de la dernière poursuite juridique, s'il n'y a eu condamnation, ou si la dette n'a été reconnue par acte séparé ». Malgré l'opinion de divers auteurs (18), ni la Doctrine, ni la Jurisprudence n'ont adopté cette théorie. Rien ne permet, en effet, d'étendre cet article qui a un caractère évidemment exceptionnel à la matière de la police à ordre.

On a cru alors trouver dans un autre article du Code de Commerce la solution de notre problème. On a invoqué (19) l'article 432 qui déclare : « Toute action dérivant d'un contrat à la grosse, ou d'une police d'assurances, est prescrite, après cinq ans, à compter de la date du contrat ». Ce système, à la vérité assez peu suivi, présente les mêmes difficultés que le précédent ; ce texte exceptionnel ne peut être étendu à l'hypothèse de l'assurance sur la vie. La solution qu'il adopte répugne d'ailleurs à notre matière où l'on ne conçoit pas une prescription ayant pour point de départ la date du contrat ; il est vrai que les auteurs qui défendent cette opinion voient dans le

(18) EMERIGON : *Traité des Ass.*, Chap. II, Sect. 6. — Chaix d'Est. Ange. — *Gaz. Trib.*, 21 décembre 1851.

(19) QUÉNAULT : *Traité des Ass. terrestres*, n° 253 et s.

contrat d'assurance sur la vie, un contrat annuel et font en conséquence partir la prescription du renouvellement du contrat pour la dernière année courue par l'assurance ; même dans cette conception, il est anormal de voir une prescription partir d'un autre événement que l'échéance du contrat qui ouvre le droit à la créance.

Ainsi, puisque la loi n'a pas prévu pour notre hypothèse une prescription abrégée, il ne reste qu'à appliquer ici la prescription de l'article 2262 du Code Civil (20). Cette prescription qui est celle du droit commun s'accomplit par l'écoulement d'un délai de trente ans ; quant à son point de départ, c'est conformément à l'article 2257 du Code Civil, l'accomplissement de la condition dont dépend la créance, puisque la créance d'une police d'assurance est une créance conditionnelle.

Cette solution est adoptée par l'ensemble des auteurs et, on peut le dire, par l'unanimité de la Jurisprudence.

Reste à en faire l'application au cas de perte de la police. La décision adoptée par la Jurisprudence est simple : nous avons déjà vu qu'elle ordonne la consignation du capital pendant une durée de trente ans au bout de laquelle il sera versé au propriétaire dépossédé. Certains jugements complètent heureusement cette décision en spécifiant qu'au cas où la police est représentée avant l'expiration de ce délai, le capital sera payé au porteur justifiant d'un endossement à son profit.

Cette limitation de la durée de la consignation à

(20) MONTLUC, p. 228. — GRUN et JOLIAT, n° 355. — GRAUX, J. A. 1873, p. 417 et s. — DUPUICH, n° 298. — HERBAULT, n° 216 et s.. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 103.

un délai maximum de trente ans a évidemment l'avantage d'assurer au bénéficiaire l'espoir d'être payé tout au moins au bout de ce temps. Il est vrai qu'une aussi longue attente rend cette créance de bien peu d'intérêt et que le plus souvent ce seront les héritiers du bénéficiaire bien plutôt que celui-ci en personne qui seront appelés à profiter de ce paiement. Mais quels que soient les inconvénients de l'adoption de la prescription de trente ans, nous avons vu que cette décision est imposée par la loi.

Ce délai, bien loin d'être trop bref, semble au contraire, à certains points de vue, trop court. Qui peut affirmer, en effet, qu'au bout de ces trente années il ne pourra se trouver un porteur qui sera en mesure d'invoquer contre la Compagnie un droit non encore prescrit ? Il est possible que la prescription ait été interrompue ou suspendue à son profit par divers événements dont le débiteur n'aura très vraisemblablement jamais connaissance, tels, par exemple, que sa minorité ou son interdiction. Si au bout de trente ans, la Caisse des Dépôts et Consignations a versé, conformément à la décision du tribunal la somme consignée au soi-disant propriétaire dépossédé, la Compagnie d'assurances n'en sera pas moins tenue de payer encore le porteur qui vient de se révéler.

Elle n'aura évidemment aucun recours contre la Caisse des Dépôts et Consignations qui a agi comme elle devait le faire, en payant dans les conditions prévues par le jugement (21). Elle en sera réduite à agir contre le prétendu propriétaire dépossédé qui, en touchant le capital auquel il n'avait aucun droit,

(21) BAILLY : *Mon. des Ass.* 1899, p. 170.

a reçu l'indu et doit le restituer (art. 1235 et 1376 du C. Civ.).

En outre des inconvénients pratiques que comporte cette procédure, elle est sujette à de graves objections du point de vue des principes du droit.

On a dit d'abord que si la créance d'un porteur contre la Compagnie était éteinte au bout de trente ans, la dette de la Compagnie se trouvait pareillement éteinte envers le bénéficiaire de la police. Après l'accomplissement du délai de trente ans, celui qui, se prétendant propriétaire dépossédé, réclame le paiement du capital peut se voir opposer la prescription de sa créance (22).

Cette objection est fort exacte, mais il convient d'observer que si la Compagnie d'assurances ne peut d'avance renoncer à la prescription au profit du propriétaire dépossédé, elle peut parfaitement renoncer à invoquer la prescription accomplie quand celui-ci vient réclamer après trente ans le paiement de l'indemnité. Le propriétaire dépossédé peut du reste par des actes interruptifs empêcher l'accomplissement de la prescription.

La question, d'ailleurs, ne se pose pas de cette manière puisque la somme est confiée à la Caisse des Dépôts et Consignations et que c'est celle-ci qui a la mission de la verser après trente ans au propriétaire dépossédé. La Caisse a du reste l'habitude de ne pas arguer de la prescription. De plus, on pourrait soutenir que la dette de la Caisse des Dépôts et Consignations ne prenant naissance qu'à l'expiration du délai de trente ans, la prescription ne commence à courir qu'à cette date.

(22) BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 103.

Cette première objection est donc, nous semble-t-il, mise à néant par le procédé adopté par la pratique.

Mais un grief plus grave, parce que touchant à la base même du raisonnement de la pratique, peut être articulé contre ces errements.

Cette méthode aboutit, en effet, à reconnaître au prétendu propriétaire dépossédé, le droit de toucher le capital au bout d'un délai de trente ans. Or, quel droit peut invoquer ce soi-disant propriétaire dépossédé ? Nous avons déjà vu que celui qui se prétend créancier d'un titre à ordre ne peut faire la preuve de son droit que par la production du titre. L'écoulement du délai de trente ans ne lui confère aucun droit nouveau : il ne pourrait prétendre être devenu créancier par l'effet d'une prescription acquisitive (23).

En ordonnant le paiement au propriétaire dépossédé sous la seule condition que trente années se soient écoulées le tribunal accorde donc à celui-ci un droit qui, dans la stricte application des principes juridiques ne devrait pas lui revenir.

En somme, il n'y a aucun remède juridiquement exact à la situation créée par la perte de la police étant donnée la législation actuelle.

Le procédé de consignation adopté est mal fondé en droit et, du point de vue pratique, s'il réduit dans une large mesure le champ des hypothèses où la Compagnie d'assurances sera contrainte à effectuer deux paiements, il lui laisse cependant un certain risque de voir surgir après l'écoulement du délai de trente ans un porteur arguant d'un droit non encore prescrit.

(23) Cf. BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 103.

Il a encore le grave défaut de ne permettre au propriétaire dépossédé de toucher le capital de la police qu'au bout d'une attente de trente ans.

La pratique a d'ailleurs imaginé un procédé ingénieux pour pallier les inconvénients de cette attente. Pour cela, le jugement décide quelquefois que la Caisse devra employer le montant de la somme consignée à l'achat d'un titre de rente sur l'Etat ; les coupons de ce titre seront payés au bénéficiaire dépossédé qui devra fournir une caution qui restera engagée pour le paiement de chaque coupon pendant une durée de cinq années (24).

Cette solution avantageuse pour le propriétaire dépossédé peut entraîner cependant tout au moins une difficulté : il se peut, en effet, que les rentes acquises en emploi de la somme consignée baissent de valeur (25). Le bénéficiaire dépossédé qui a été partie au jugement qui a ordonné l'achat des rentes ne peut se plaindre de cet état de choses, mais, à supposer qu'un porteur se présente et réclame le versement du capital consigné, il aura un recours contre la Compagnie pour la différence existant entre le montant du capital et la valeur actuelle des rentes achetées. La Compagnie, forcée de payer de ses deniers cette différence, aura-t-elle un recours contre le prétendu bénéficiaire dépossédé ? Si celui-ci est de mauvaise foi, la solution n'est pas douteuse, mais au contraire, au cas où le bénéficiaire dépossédé pensait de bonne foi avoir droit au bénéfice du contrat, la question semble difficile ; l'emploi a été ordonné par la justice et bien souvent d'ailleurs le

(24) Trib. Civil Seine, 26 mars 1879, J. A. 1879. 218.

(25) BAILLY : *Mon. des Ass.* 1899, p. 172.

jugement est convenu entre la Compagnie et le prétendu bénéficiaire dépossédé.

Il faudrait que le jugement imposât au propriétaire dépossédé l'obligation d'indemniser la Compagnie de ce préjudice possible au cas de survenance d'un porteur régulier.

Dans le but d'éviter au propriétaire dépossédé la longue attente du délai de trente ans, on a proposé un autre artifice qui consisterait à abrégier le délai de la prescription de la créance du capital du contrat. Les conditions générales de la police contiendraient une clause imposant au bénéficiaire, sous peine de déchéance, l'obligation de réclamer le paiement du capital dans un certain délai après l'échéance du contrat (26). De cette façon, la consignation ne durerait pas, comme on doit le décider sous l'empire du droit commun, trente ans, mais seulement le temps de la prescription tel qu'il serait fixé par la police.

Le porteur qui se présenterait après l'expiration de ce délai se verrait opposer la clause des conditions générales ; ainsi la Compagnie ne courrait aucun risque d'être contrainte à un deuxième paiement. Bien plus, ce délai conventionnel devrait être considéré comme un délai préfix insusceptible par conséquent d'être suspendu ou interrompu comme la prescription trentenaire du droit commun. Par ce fait, la Compagnie d'assurances à l'expiration de ce temps serait absolument certaine d'être à l'abri de toute action, puisqu'elle pourrait en toutes circonstances opposer au porteur la forclusion, conséquence de l'écoulement du délai fixé par la police.

On pourrait ainsi abaisser la durée de la prescrip-

(26) DUBOIS, J. A. 1883, p. 223. — GRAUX, J. A. 1873, p. 417.

tion à cinq ans (27) ou même, comme on l'a proposé, à trois ans (28).

On peut se demander comment il se fait que les Compagnies d'assurances aient négligé de recourir à ce procédé qui semble présenter de sérieux avantages. Si elles n'ont pas obéi à cette suggestion, c'est que l'insertion d'une pareille clause dans les polices ne serait pas sans inconvénients.

Il est, en effet, à éviter de surcharger les contrats de clauses trop nombreuses qui inspirent toujours aux assurés une défiance provoquée par la crainte des conséquences préjudiciables pour eux de ces formules dont il n'est pas toujours facile de prévoir exactement les effets. L'obligation imposée au bénéficiaire du contrat de réclamer le paiement dans un certain délai, sous peine de déchéance, serait évidemment d'ailleurs particulièrement mal accueillie par les assurés.

Il n'est ainsi pas étonnant que ce système n'ait pas obtenu la faveur de la pratique.

On a proposé (29) encore, pour éviter les divers inconvénients, conséquences de la consignation opérée suivant les règles du droit commun, d'adopter le mode de consignation prévu par le décret du 6 thermidor an III qui autorise le dépôt du montant des billets à ordre ou autres effets négociables dont le porteur ne se sera pas présenté dans les trois jours qui suivront l'échéance.

A en croire l'auteur qui a défendu ce système, ce décret doit être considéré comme régissant tous les titres à ordre et ainsi le débiteur d'une police à ordre

(27) GRAUX, loc. cit.

(28) DUBOIS, loc. cit.

(29) BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 41, et *Mon. des Ass.* 1899, p. 532 et s.

serait en droit d'en user au cas où cette police ne pourrait être représentée à l'échéance.

Nous ne pensons pas que ce système ait la moindre chance d'être pratiquement adopté, aussi nous jugeons inutile de le critiquer longuement. Nous nous bornerons à faire remarquer que, à supposer même que l'application à notre hypothèse de ce décret soit admise, la question n'est guère avancée puisqu'il faudra encore déterminer à quelles conditions la Compagnie d'assurances remettra au propriétaire dépossédé l'acte de dépôt au moyen duquel celui-ci recevra de la Caisse des Dépôts et Consignations le montant de la somme consignée.

Les Compagnies du reste ne recourent pas toujours à la procédure de consignation que nous avons décrite. Pour en éviter les inconvénients, elles consentent souvent un paiement amiable au propriétaire dépossédé moyennant fourniture d'une garantie (hypothèque, caution, etc) qui les couvre contre les risques d'un second paiement éventuel (30). Cette solution est évidemment la plus favorable aux intérêts des deux parties et elle constitue le meilleur remède aux difficultés de la matière, tant qu'une loi n'aura pas mieux réglé cette question.

Le législateur a du reste manifesté l'intention d'apporter une amélioration à l'état de choses actuel. Un projet de loi a été, en effet, déposé, en 1924, par le Ministre du Travail, ayant pour but de protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie à ordre dont les titres ont été perdus, détruits ou volés (31).

(30) DUPUICH, n° 297. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 106.

(31) Ch. des Dép., session extr. 1924, Doc. Parl., Annexe n° 1008, p. 497.

Ce projet de loi ne fait qu'étendre au temps de paix une loi analogue du 31 juillet 1916 qui concernait les polices détruites ou perdues par le fait ou à l'occasion de la guerre. Cette dernière loi, de caractère transitoire, a cessé actuellement d'être applicable.

Nous rapportons les dispositions essentielles de ce projet.

Le bénéficiaire dont le titre est perdu doit aviser l'assureur par lettre recommandée en donnant toutes indications utiles pour l'identification de la police (telle que le numéro du titre, par exemple). Cette déclaration vaut opposition au paiement.

Si un tiers porteur se manifeste, l'assureur en avise par lettre recommandée l'opposant. Celui-ci peut alors solliciter du Président du Tribunal de son domicile une ordonnance enjoignant à la Compagnie de se saisir de la police, si elle lui est représentée et d'en demeurer séquestre, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la question de propriété de la police.

L'opposant est, du reste, tenu de saisir la justice de cette question dans le mois de l'avis qui lui a été donné de l'existence d'un tiers porteur, sous peine de voir son opposition levée de plein droit.

Si, dans les deux années qui ont suivi l'opposition, aucun tiers porteur ne s'est manifesté, l'opposant peut obtenir, moyennant ordonnance, la délivrance d'un duplicata de la police et exercer tous les droits qu'elle comporte ; « au regard de l'entreprise, déclare l'article 6, deuxième alinéa du projet, le duplicata sera substitué à l'original qui ne lui sera plus opposable, le propriétaire dépossédé conservant à l'égard de tous autres le recours du droit commun ».

Ce projet de loi inspiré de la législation de 1872 sur la perte des titres au porteur, améliorerait, on le voit, considérablement la situation du bénéficiaire dépossédé. D'autre part, il donnerait aux difficultés entraînées par la perte du titre une solution légale. Malheureusement, il semble qu'il est maintenant complètement oublié par le Parlement et l'on peut craindre qu'il ne s'écoule encore de longues années avant que le législateur ne vienne résoudre le problème de la perte des polices à ordre.

SECTION III

Influence de la clause à ordre

sur le caractère de stipulation pour autrui de la police

La Jurisprudence a autrefois attaché une certaine importance à la forme à ordre de la police pour caractériser à l'égard du souscripteur la nature de la stipulation contenue dans le contrat. L'insertion de la clause à ordre dans la police excluait du contrat aux yeux des tribunaux, toute idée de stipulation pour autrui. C'est pour disposer à son profit du bénéfice du contrat que le souscripteur avait donné au titre la forme à ordre ; on devait donc bien considérer qu'une telle police n'était en rien souscrite pour le bénéfice d'un tiers.

Ce système, dont on trouve plusieurs manifestations dans les arrêts (32), a été abandonné à la suite d'un arrêt de la Chambre des Requêtes du 22 juin 1891 (33).

« Attendu, en effet, dit cet arrêt, que ces clauses

(32) Dijon, 3 avril 1874, D. 1878. 2. 18. — Cass. Req. 15 juillet 1875, D. 1876. 1. 232. — Douai, 6 décembre 1886, D. 1888. 2. 140. — Caen, 3 janvier 1888, D. 1889. 2. 129. — Liège, 3 juillet 1897, D. 1898. 2. 201. — Note de M. DUPUICH.

(33) Douai, 14 août 1890, et Cass. Req., 22 juin 1891, D. 1892. 1. 205, S. 1892. 1. 177. Note de M. LABBÉ ; sic Trib. Civ. Seine, 2 avril 1898, et Paris, 10 janvier 1900, D. 1900. 2. 489.

« de prévoyance (clauses de cession par endosse-
« ment, de rachat, d'emprunt sur police) figurant
« dans la plupart des contrats d'assurances sur la
« vie ne font pas tomber de plein droit le capital
« assuré dans le patrimoine du défunt et n'ont rien
« d'incompatible avec la stipulation bien distincte
« au profit d'un bénéficiaire. »

M. Boistel avait déjà fourni de la Jurisprudence antérieure une critique décisive (34), en faisant remarquer que la réserve du droit d'endossement au profit de l'assuré bien loin d'enlever au contrat le caractère de stipulation pour autrui, constituait, au contraire, le fondement juridique du droit du bénéficiaire.

Aux termes de l'article 1121, en effet, une stipulation pour autrui doit être basée sur un intérêt propre au stipulant. Or, le droit d'endossement qui appartient à l'assuré peut bien précisément être considéré comme représentant l'intérêt personnel exigé par l'article 1121.

Cette jurisprudence, aujourd'hui abandonnée, se heurterait du reste aux idées actuellement en cours sur la nature juridique de l'endossement. Nous verrons, en effet, que l'endossement doit maintenant, au moins dans de nombreuses hypothèses, être considéré comme un mode d'attribution, c'est-à-dire, comme un procédé de désignation du tiers appelé à profiter de la stipulation pour autrui, il serait donc à tous points de vue actuellement inexact de voir dans le droit d'endossement que s'est réservé le souscripteur, l'intention manifestée par lui de maintenir le bénéfice du contrat dans son patrimoine.

(34) Note sous Caen, 3 janvier 1888 précité, D. 1889. 2. 129.

CHAPITRE IV

Nature juridique de l'endossement

En insérant dans leurs polices la clause à ordre, les Compagnies d'assurances ne se sont sans doute pas posé la question de savoir quel serait le caractère juridique de l'opération réalisée par l'endossement. Ou plutôt, il semble qu'elles aient, tout naturellement vu dans l'endossement de la police d'assurance une simple cession de la créance née du contrat.

La rédaction même des clauses insérées dans les polices nous montre clairement quelle était l'idée de leurs auteurs : « le contractant peut transférer la « propriété par un endossement », « la propriété des « contrats est transmissible par un endossement ré- « gulier », « la propriété des contrats est transmissi- « ble par voie de transfert ». Toutes ces formules indiquent bien qu'on ne voyait pas dans l'endossement autre chose qu'un mode de transmission du contrat.

Cela, du reste, est d'autant plus certain que la distinction que l'on fait maintenant entre la transmission et l'attribution de la police était complètement inconnue à l'époque de la rédaction des premières clauses à ordre. Cette idée ne commence à apparaître un peu nettement aux esprits que dans le cours de la seconde moitié du XIX^e siècle.

La controverse que nous avons rapportée plus haut sur la légalité de l'endossement des polices d'assurances sur la vie ne peut du reste s'expliquer que si

l'on voit dans l'endossement un procédé de transmission de la police.

Le principal argument formulé par les adversaires de l'insertion de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie et fondé sur l'article 1690 du Code Civil n'aurait pu, en effet, être invoqué, si l'on avait vu dans l'endossement un mode d'attribution de la police ; c'est la cession de créance seulement qui est visée par l'article 1690 ; quant à l'attribution du bénéfice du contrat, qui n'est autre chose qu'une stipulation pour autrui, elle n'est réglementée que par l'article 1121 du Code Civil, qui ne lui impose aucune condition de forme.

On a cependant prétendu que pour les rédacteurs des premières polices d'assurances sur la vie contenant la clause à ordre, l'endossement fût un procédé de transmission. Les Compagnies d'assurances, a-t-on dit, avaient imaginé d'insérer la clause à ordre dans leurs polices pour donner aux assurés un moyen d'attribuer la police (1).

Cette opinion, pour toutes les raisons que nous donnons, nous paraît absolument insoutenable. Ce n'est que depuis peu de temps que la théorie de l'attribution a été construite, et ce n'est encore que plus récemment que l'on a songé à faire de l'endossement un moyen d'attribution du bénéfice du contrat.

Il suffit du reste de consulter la Jurisprudence pour constater combien longtemps a persisté l'idée que l'endossement ne pouvait réaliser qu'un procédé de transmission ; la première décision de la Cour de Cassation qui reconnaît le caractère attributif à un

(1) SAINTTELLETTE, R. P. 1893. — BAILLY : *Clause à ordre*, n° 212.

endossement, d'une police d'assurances sur la vie, date des premières années du xx^e siècle.

Actuellement, nous le verrons, l'endossement doit le plus souvent se présenter avec le caractère attributif. Nous nous trouvons ainsi arrivés au terme d'une évolution qui a apporté une curieuse transformation à l'emploi de l'endossement, sans que celui-ci, ni la clause qui l'autorise aient changé d'apparence. Les polices à ordre portent, en effet, actuellement, comme les premières polices à ordre du xix^e siècle que « le contractant peut... transférer la propriété par un endossement régulier ».

Le caractère juridique nouveau de l'endossement n'a d'ailleurs pas effacé complètement sa nature juridique précédente, en ce sens qu'il est encore possible actuellement qu'un endossement constitue un procédé de transmission, et la distinction entre l'endossement attributif et l'endossement translatif constitue précisément une des principales difficultés de la matière.

Nous étudierons successivement, dans ce chapitre, l'endossement opérant transmission et l'endossement opérant attribution, puis nous rechercherons à quelles circonstances il convient de s'attacher pour déterminer si l'endossement présente le caractère translatif ou le caractère attributif.

SECTION PREMIÈRE

Endossement translatif

En matière d'effets de commerce, l'endossement est utilisé dans divers buts : on l'emploie, soit pour transférer la propriété, soit pour constituer un droit de gage, soit pour confier un mandat.

Nous aurons ici, de même, à distinguer plusieurs

espèces d'endossements translatifs. Nous distinguerons, comme en matière d'effets de commerce, l'endossement translatif de propriété et l'endossement translatif de gage.

Par contre, l'endossement à titre de mandat qui est d'un emploi constant, quand il s'agit d'effets de commerce est complètement inconnu dans le domaine des assurances sur la vie où son usage n'aurait guère de raisons d'être.

L'endossement translatif de propriété lui-même comprend l'endossement translatif à titre onéreux et l'endossement translatif à titre gratuit.

En analysant en premier lieu l'endossement translatif de propriété à titre onéreux, nous verrons encore qu'il peut servir à réaliser des opérations bien différentes.

L'endossement n'est, en effet, qu'une forme de contrat, analogue à la *stipulation* romaine, un moule dans lequel on peut glisser toutes sortes de conventions. Ainsi, suivant les relations juridiques des parties, il opérera vente, échange, ou dation en paiement.

En notre matière, le contrat le plus fréquemment réalisé par l'endossement translatif de propriété à titre onéreux sera certainement la dation en paiement. Une police d'assurances ne peut guère faire l'objet d'une vente : sa valeur est, en effet, trop incertaine pour qu'il soit possible de trouver normalement un acquéreur (2). Le capital nominal de la police est une valeur qui n'existera peut-être jamais : il est indispensable, en effet, pour que la créance de ce capital se forme, que les primes aient été payées régulièrement jusqu'à l'échéance du contrat. La seule

(2) DUPUICH, n° 398.

valeur que représente certainement la police d'assurance est la valeur de rachat ; mais alors, il sera beaucoup plus simple pour l'assuré qui veut obtenir ce prix de la police de s'adresser à son assureur qui lui paiera la valeur de rachat moins une retenue relativement faible.

L'échange qui n'est qu'une double vente est aussi difficile à imaginer en cette matière que la vente elle-même.

C'est au contraire la dation en paiement qui fera l'objet de la plupart des endossements des polices d'assurances sur la vie. La Jurisprudence en fournit de très nombreux exemples.

Lorsqu'un créancier se trouve placé en face d'un débiteur sans ressources il acceptera, souvent faute de mieux, pour sauver quelque chose de sa créance, de prendre la police d'assurance en paiement ou à valoir sur ce qui lui est dû. Si, en effet, une personne dégagée de tous liens vis-à-vis de l'assuré, n'a pas intérêt à fournir à celui-ci une valeur certaine pour acquérir en retour la valeur pleine d'aléas qu'est la police d'assurance, le créancier qui n'a pas d'autre moyen de faire rentrer son dû, trouvera plus sûr d'acquérir la propriété de la police que de conserver sa seule créance, valeur plus incertaine encore.

L'endossement translatif de propriété, qu'il intervienne pour réaliser une vente, une dation en paiement ou un échange a pour conséquence de transporter du patrimoine de l'endosseur dans celui du bénéficiaire de l'endossement, un certain nombre de droits dont l'ensemble forme ce que l'on appelle la propriété de la police.

La mesure dans laquelle le cessionnaire acquiert

ces différents droits est du reste difficile à définir. Nous verrons que sur beaucoup de points les auteurs sont loin de s'accorder sur la solution à adopter.

L'incertitude qui règne en cette matière et qui ne pourrait être écartée que par l'intention manifestée des parties, a des conséquences particulièrement graves dans le cas où la cession est réalisée par un endossement.

Par sa brièveté, en effet, l'endossement se prête mal à l'insertion de clauses accessoires qui permettraient aux parties de répondre aux diverses questions qui se posent à l'occasion de l'acte intervenu entre elles. Cette absence de conventions annexes est sans importance dans une matière comme celles des effets de commerce où une législation abondante et des usages bien établis permettent de résoudre la plupart des difficultés qui peuvent survenir. Il n'en est pas de même ici où la réglementation légale n'existe pas et où l'usage n'a pas rempli la lacune de la loi.

Cependant, si l'endossement lui-même ne peut pas s'accompagner (ou du moins ne s'accompagne pas en fait) de clauses annexes, il serait bon que les polices d'assurances dans leurs conditions générales prissent soin de prévoir les solutions à donner à ces questions, solutions qui s'appliqueraient alors à tout endossement, sauf évidemment stipulation contraire.

La loi elle-même pourrait peut-être avantageusement résoudre ces questions par des dispositions non pas impératives, mais seulement supplétives. Il serait même à désirer que le projet de loi de 1925 fut complété sur ce point.

Le droit essentiel acquis par le cessionnaire par endossement, c'est celui de toucher le capital à l'é-

chéance du contrat. Il est hors de doute que l'endossement transporte ce droit au cessionnaire ; c'est même là le but principal de l'opération accomplie par les parties.

Le cessionnaire acquiert ainsi un droit irrévocable au paiement du capital. Il n'aura, à l'échéance du contrat, qu'à se présenter muni de la police endossée et s'il y a lieu, des pièces justificatives exigées par les conditions générales de la police pour obtenir de l'assureur le paiement du capital.

Cependant, le droit au capital n'est pas le seul que possédait l'assuré, il avait à côté de lui le droit à la police réduite ou droit de réduction, le droit de rachat, le droit d'emprunt sur police et dans certains contrats, le droit de participation aux bénéfices.

Nous avons réservé dans cette énumération, un droit que certains auteurs reconnaissent à l'assuré et qui est le droit de renouveler annuellement le contrat par le paiement de la prime.

Aux dires de ces auteurs, en effet, le contrat d'assurance sur la vie se décompose en une série de contrats annuels.

Chaque année, par le paiement de la prime, l'assuré acquiert la qualité d'assuré pour l'année en cours et le droit de renouveler son assurance l'année qui suivra en payant une nouvelle prime (3).

Mais cette conception du contrat d'assurances sur la vie est rejetée par de nombreux auteurs qui s'élèvent contre cette analyse contraire à la réalité. Le contrat d'assurances sur la vie est un. Il ne peut se découper en tranches annuelles ; ce qui est vrai seulement, c'est que l'assuré peut, chaque année, renon-

(3) DUPUICH, n° 27. — COUTEAU, T. II, n° 118.

cer à poursuivre le contrat en cessant de payer la prime. Nous n'avons donc pas à discuter le sort du droit à la continuation du contrat puisque c'est son existence même que nous dénions.

Nous aurons d'ailleurs à étudier une question qui présente un certain rapport avec le prétendu droit de renouvellement annuel du contrat et qui est celle du paiement de la prime. Il nous faudra déterminer, en effet, qui en a la charge et aussi qui a le droit d'effectuer ce paiement.

Si nous reprenons l'étude des droits accessoires qui se joignent aux droits possédés par l'assuré sur le capital, nous rencontrons d'abord le droit à la police réduite.

Ce droit joue lorsque l'assuré cesse de payer ses primes et il faut remarquer qu'il joue automatiquement. La réduction ne constitue pas une novation du contrat (4). Elle ne change ni les parties, ni la cause du contrat, ni l'échéance du paiement. Le chiffre de l'engagement de l'assureur seulement se trouve diminué par suite de l'inexécution par l'assuré de ses propres engagements. Il y a là une application de la règle « non adimpleti contractus » qui laisse subsister le contrat primitif en égalisant seulement les prestations de l'une des parties à celles de l'autre.

De ce caractère de la réduction nous devons conclure que le capital réduit doit revenir au cessionnaire tout comme le capital nominal de la police, puisque le contrat primitif a été entièrement conservé sauf en ce qui concerne le chiffre de l'engagement de l'assureur qui se trouve diminué par suite du non paiement des primes (5).

(4) JULIOT DE LA MORANDIÈRE : Thèse, p. 481.

(5) Cass. Req., 11 juillet 1881, J. A. 1883. 177, D. 1883. 1. 39, S. 1883. 1. 406. — Trib. Civ. Rouen, 12 mars 1895, J. A. 1896. 58.

Il serait du reste bien peu équitable de faire tourner contre le cessionnaire, au point de le priver de tout le bénéfice du contrat, un acte dont il n'est pas responsable, si l'on admet d'ailleurs qu'il n'a pas pris l'engagement de payer les primes.

Quant au rachat, la question est plus discutée. Pour tous les auteurs, en effet, le rachat constitue une convention nouvelle qui modifie les rapports de droit entre l'assureur et l'assuré ; aussi, suivant de nombreuses opinions, le droit de rachat ne profite pas au cessionnaire, il continue, au contraire, d'appartenir à l'assuré (6).

Nous nous élèverons d'abord contre cette dernière affirmation, il nous est impossible d'admettre qu'après l'endossement et alors que le cessionnaire a acquis un droit irrévocable au bénéfice de la police, l'assuré puisse venir l'en priver en exerçant le rachat.

Pour nous, l'assuré après l'endossement a perdu tous droits au rachat de la police. Reste à savoir si ce droit perdu par lui a été transmis au cessionnaire. On pourrait très légitimement en douter et l'opinion qui refuse à celui-ci le droit de racheter la police peut s'appuyer sur de sérieux arguments.

Le rachat, en effet, suppose une convention nouvelle entre l'assureur et le bénéficiaire du rachat, ce n'est pas l'effet normal de la police que d'aboutir ainsi à un paiement fait avant l'échéance en dehors des conditions du contrat (7). Or, peut-on donner au cessionnaire le droit de discuter avec l'assureur une modification à un contrat auquel il n'a pas pris part ?

Ce raisonnement a conduit de nombreux auteurs

(6) BALLEYDIER et CAPITANT, p. 28 (au sujet du bénéficiaire).

(7) DUPUICH, n° 173.

à refuser au cessionnaire le droit de demander le rachat (8), cependant nous ne le croyons par irréfutable.

En effet, le rachat s'il constitue une modification du contrat d'assurance se présente avec les caractères d'un paiement anticipé (9).

Or, il n'est pas besoin d'avoir été partie au contrat pour obtenir le paiement avant l'échéance si le débiteur y consent ; il suffit d'avoir la créance dans son patrimoine.

Si nous comparons la situation de l'endossataire d'une police d'assurance à celle du porteur d'une lettre de change, nous constatons qu'il est permis à celui-ci de se faire payer la lettre de change avant l'échéance, pourquoi ne pas transporter cette règle à la matière de l'assurance sur la vie ?

Il serait du reste bien injuste de refuser ce droit au cessionnaire. Il est, en effet, normal de supposer que l'assuré a voulu céder et que le cessionnaire a entendu acquérir tous les droits normalement attachés au contrat ; c'est ici le cas de se souvenir de la règle latine « *accessorium sequitur principale* ». Le droit de demander le rachat doit, par application de ce principe, suivre le droit au capital (10).

On doit d'autant plus en décider ainsi que bien que le rachat soit considéré juridiquement comme une convention nouvelle, il constitue une solution du contrat qui assure à son bénéficiaire un avantage pé-

(8) DESLANDRES : Thèse, p. 185. — Trib. Civ. Corbeil, 18 octobre 1917, R. P. 1918. 335.

(9) JULLIOT DE LA MORANDIÈRE : Thèse, p. 498.

(10) COUTEAU, T. II, n° 454. — DUPUICH, n° 438 (au sujet du bénéficiaire). — CARBONNIER : Thèse, p. 164 et s. — Trib. Civ. Seine, 27 novembre 1901, J. A. 1902, 109.

cuniaire équivalent à celui qu'il aurait retiré du paiement à l'échéance de la police.

Qui pourrait d'ailleurs se plaindre de voir le cessionnaire obtenir le rachat de la police ? Il est difficile de supposer que ce rachat puisse léser personne. L'endosseur a renoncé à tous droits sur la police ; il ne peut compter en obtenir aucun avantage après l'endossement et le fait que le cessionnaire cherche à tirer profit de cette police par le rachat ne lui cause aucun préjudice. Lorsque l'endossement émane du souscripteur de la police une circonstance particulière doit encore faire refuser à celui-ci le droit de s'opposer au rachat. L'hypothèse d'une demande de rachat de la police par le cessionnaire ne peut, en effet, se présenter que lorsque le paiement des primes a été interrompu. Or, nous le verrons, la charge du paiement des primes doit être considérée comme incombant en principe au souscripteur endosseur ; celui-ci serait donc mal venu à s'opposer à une mesure qui ne peut être que la conséquence de ses manquements à ses engagements.

L'assuré, quelle que soit la personne de qui émane l'endossement, ne peut trouver que des avantages à la cessation du cours de l'assurance par le fait du rachat, puisque personne ne se trouvera plus ainsi avoir intérêt à sa mort.

Quant à l'assureur, le rachat suppose essentiellement et pour sa conclusion même son assentiment.

Nous pouvons rapprocher du droit de rachat le droit appelé droit d'avance sur police ou encore droit d'emprunt.

Cette opération est analysée par certains auteurs comme un emprunt fait par l'assuré à la Compagnie,

emprunt qui se trouve garanti par le montant de la réserve de l'assuré (11) ; la Compagnie ne consent d'ailleurs un prêt que jusqu'à concurrence d'une certaine proportion de la réserve. Suivant d'autres auteurs, il y aurait là paiement anticipé d'une part de la réserve (12). Sans prendre partie dans cette discussion, il nous faut examiner si le cessionnaire acquiert par l'endossement le droit d'emprunter à la Compagnie sur le contrat, ou, suivant le système de ces derniers auteurs, d'obtenir le paiement anticipé de la réserve.

Si l'on admet cette dernière explication, il semble logique de faire subir au droit d'avance sur la police, le même sort qu'au droit de rachat, l'avance, comme le rachat, constituant un paiement anticipé de la réserve. Nous déciderons donc que le droit d'avance passe au cessionnaire.

Si on analyse l'opération réalisée comme un emprunt, la solution du problème que nous étudions n'en sera pas changée. La Compagnie, en effet, ne peut prêter qu'à celui qui a des droits sur la valeur servant de garantie. Or, il n'est pas douteux que la créance contre la Compagnie appartient au cessionnaire.

Celui-ci, nous l'avons vu, peut demander le rachat de la police, c'est donc à lui seul que la Compagnie peut prêter une somme gagée sur la réserve. Si elle prêtait à l'assuré elle ne jouirait d'aucune garantie, ne pouvant disposer de la réserve aux dépens du cessionnaire qui a incontestablement droit au paiement du capital même réduit.

(11) JULLIOT DE LA MORANDIÈRE : Thèse, p. 522.

(12) DUPUICH, n° 178.

La police d'assurances peut encore accorder à l'assuré un autre droit, celui que l'on désigne sous le nom de participation aux bénéfices. Cette participation constitue une sorte de ristourne faite par la Compagnie sur le trop-perçu des primes. En effet, les primes payées par les assurés sont calculées sur des statistiques correspondant à la mortalité moyenne, alors que la mortalité parmi les assurés sur la vie est moindre que la première, puisque les Compagnies refusent de traiter avec ceux qui présentent un risque trop dangereux, soit à raison de leur état de santé, soit à raison de leur profession (13).

D'autre part, cette prime, dite « prime pure », subit une majoration fixée par le décret du 20 janvier 1906 ; on obtient ainsi le chiffre de la prime payée par l'assuré, prime surabondante qui permet aux Compagnies d'assurances de faire face, sans aucun risque de déficit à leurs engagements et qui leur procure même des bénéfices tels qu'elles sont en mesure d'y faire participer leurs assurés, ce qui n'est que justice puisque c'est l'exagération du chiffre de la prime payée par eux qui est la cause de ces abondants bénéfices.

Ce droit, suivant l'opinion admise, doit profiter à celui qui a payé la prime (14). Le paiement qu'il a fait, dont l'exagération est uniquement destinée à permettre à la Compagnie de s'acquitter de toutes les obligations qui lui incombent, quelles que soient les charges imprévues qui peuvent survenir, doit être considéré, en quelque sorte, comme provisoire. La participation aux bénéfices vient réparer l'erreur vo-

(13) DUPUICH, n° 21.

(14) LEFORT, T. II, p. 67. — DESLANDRES : Thèse, p. 184. — CARBONNIER : Thèse, p. 169.

lontaire, si l'on peut dire, commise sur le montant de la prime.

Il est d'ailleurs certain que cette règle n'est qu'interprétative de la volonté des contractants ; ceux-ci ont pu convenir librement entre eux du sort du droit de participation aux bénéfices qui, selon leur désir, sera ou non transmis au cessionnaire.

Cependant, cette solution ne s'appliquera pas toujours avec la même facilité suivant la méthode selon laquelle est pratiquée la participation aux bénéfices ; en effet, cette participation peut être réalisée par plusieurs procédés : ou bien la Compagnie d'assurances verse, à la fin de chaque année, aux assurés, la ristourne qui leur revient ou bien cette ristourne est conservée par la Compagnie comme un supplément à la prime, ce qui aboutira à une augmentation du montant du capital à l'échéance ; ou enfin, le contrat est dit sans participation, ce qui entraîne l'abaissement du taux des primes.

Dans cette dernière hypothèse évidemment, le sort du droit de participation aux bénéfices n'est pas à étudier puisque la participation est représentée par une diminution du chiffre de la prime qui profite, automatiquement, à celui qui l'a payée.

Dans le premier cas, la participation aux bénéfices se fera très facilement, comme nous l'avons indiqué : celui qui aura payé la prime revendiquera la participation correspondante à la prime qu'il a payée (15).

Dans le deuxième cas, au contraire, quelle que soit l'exactitude du principe que nous avons énoncé, il ne semble pas pratiquement possible de faire, au moment du paiement du capital, la distinction entre la

(15) DUPUICH, n° 441.

part provenant des ristournes retenues par la Compagnie et celle provenant du jeu normal du contrat, d'autant qu'il est possible que les primes n'aient pas été toutes payées par la même personne.

Dans cette hypothèse, le produit des suppléments de prime constitués par la participation aux bénéfices s'est incorporé au capital, il est donc normal qu'il suive le sort de celui-ci. Il est d'ailleurs à présumer dans cette hypothèse que les parties ont entendu transmettre le droit à la participation aux bénéfices en même temps que le droit au bénéfice du contrat. Cela est d'autant plus plausible que le souscripteur a dû choisir, dans ce but, cette forme de participation aux bénéfices. C'est donc le cessionnaire qui, dans cette hypothèse, profitera de la participation aux bénéfices (16).

Il nous reste à exposer maintenant une question à laquelle nous amène tout naturellement la précédente et qui est celle de savoir à qui incombe la charge du paiement des primes ou sous une autre forme, qui peut paraître paradoxale, qui a le droit de payer la prime.

Nous examinerons d'abord le cas où la cession émane du souscripteur : à notre avis, celui-ci par l'endossement de la police doit être considéré comme ayant contracté l'obligation d'assurer le paiement des primes.

La cession, en effet, perdrait le principal de son importance, si le souscripteur pouvait laisser le contrat déchoir ou se réduire en ne payant pas la prime. Par le fait même que le titre cédé porte

(16) LEFORT, T. II, p. 170. — Pour DESLANDRES (Thèse, p. 184), elle revient à l'assuré cédant ; pour GUILLON (Thèse, p. 88), au cessionnaire.

inscrit l'indication d'une certaine valeur, il est logique de penser que les parties ont entendu faire une cession s'étendant à toute cette valeur, telle qu'elle est portée au contrat.

Il est évident, d'ailleurs, qu'elles peuvent, conventionnellement réduire l'opération à la cession de la police telle qu'elle se comportait au moment de l'endossement, mais il semble, à défaut de stipulation contraire, plus rationnel de juger qu'elles ont au contraire supposé que le contrat suivrait son cours normal, aboutissant à l'échéance au paiement du capital intégral.

Or, le droit commun impose au cédant l'obligation de garantir l'existence de la créance. Ici cette obligation de garantie se traduit par l'obligation de payer les primes (17), puisque la garantie s'étend à toute la valeur de la police et que la créance de l'assureur ne s'élèvera à ce chiffre que si les primes ont été payées régulièrement durant tout le cours du contrat.

Pour certains auteurs, cependant, la charge du paiement des primes passe par le fait de l'endossement du cédant au cessionnaire, celui-ci devenant le titulaire du contrat (18).

Cette solution nous semble inexacte. L'endossement ne transporte pas le contrat tout entier, droits et obligations, dans le patrimoine du cessionnaire, il a pour seul but de faire acquérir à celui-ci le bénéfice de la police et non pas de lui en transmettre les charges.

D'autres auteurs s'appuient sur ce que l'on appelle le caractère facultatif des primes pour décider que

(17) LEFORT, T. II, p. 113.

(18) GUILLON : Thèse.

le cédant ne doit pas être tenu, à l'égard du cessionnaire, au paiement de la prime.

Il y a là, évidemment, une confusion. Le caractère facultatif de la prime, c'est en effet, la liberté de l'assuré envers la Compagnie d'assurances de payer ou de ne pas payer la prime. Ce caractère facultatif existe par rapport à l'assureur seulement. Il ne doit en rien faire préjuger des obligations du cédant envers le cessionnaire.

A l'égard du cessionnaire, le paiement de la prime ne peut, de la part du souscripteur cédant, présenter le caractère facultatif. En effet, lorsque la police a été cédée le paiement d'une prime si on ne le déclare pas obligatoire pour le cédant, semble une véritable donation faite par le cédant au cessionnaire, puisque celui-ci seul en retirera un profit. Il est donc impossible de déclarer le paiement des primes facultatif pour le cédant, ou bien en réalité celui-ci est obligé au paiement ou il en est complètement déchargé ; il ne peut y avoir de solution intermédiaire.

On peut donc parfaitement, tout en déclarant que le paiement des primes reste facultatif dans le sens indiqué ci-dessus, décider qu'au contraire le cessionnaire est fondé à exiger que le cédant paie les primes en exécution des obligations découlant de la cession qui lui a été faite.

Cette obligation de payer les primes, le cessionnaire seul sera fondé à s'en prévaloir, les droits de l'assureur n'étant pas modifiés par le fait de l'endossement.

Cependant, celui-ci ne pourrait-il pas s'appuyer sur la clause (expresse ou tacite) imposant au cédant le paiement des primes pour en exiger de celui-ci le

ment ? Il semble, en effet, que l'assureur pourrait soutenir que cette clause est une stipulation pour autrui par laquelle le souscripteur cédant s'est engagé de manière définitive à payer toutes les primes prévues par le contrat.

Nous ne le croyons pas. Il manque, en effet, chez les parties l'intention de faire une stipulation dont les tiers puissent se prévaloir ; elles n'ont pas eu en contractant la volonté de procurer un avantage à la Compagnie d'assurances. Les rapports juridiques créés par cet endossement ne peuvent pas s'étendre en dehors de leurs patrimoines (19).

La question que nous étudions se présente pour ainsi dire à l'état pur, quand l'endossement émane du souscripteur, puisque c'est lui qui effectue généralement le paiement de la prime, mais le problème doit recevoir la même solution si l'endossement émane d'un cessionnaire du souscripteur.

L'obligation de payer la prime se traduira dans ce cas par la garantie qui pèsera sur le cédant. Celui-ci sera responsable du non-paiement de la prime et devra indemniser son propre cessionnaire des conséquences de ce fait. Il aura, d'ailleurs, comme nous allons le voir, le droit d'effectuer lui-même le paiement de la prime pour éviter la déchéance ou la réduction de la police.

Au cas où une prime n'a pas été acquittée par le souscripteur, on peut se demander, en effet, si le cessionnaire ou un des cessionnaires successifs de la police a le droit de faire ce paiement de ses deniers.

Cette question se pose, soit quand le souscripteur, tout en ayant conservé l'obligation de payer les pri-

(19) GUILLON : Thèse, p. 77.

mes a, en fait, négligé de les acquitter, soit quand le cédant s'est déchargé conventionnellement du paiement des primes.

La règle générale est, qu'un tiers ne peut payer les primes qu'avec l'autorisation de l'assuré. Cette règle est une application d'un principe que nous aurons plus loin l'occasion d'étudier plus longuement et qui veut que nul ne soit assuré contre son gré.

Si, en effet, une personne ne peut être assurée sans son consentement, il est logique d'en conclure qu'un tiers ne peut payer les primes d'une assurance en cours sans l'autorisation de l'assuré, puisque ce paiement a pour effet de prolonger ou tout au moins d'accroître la valeur d'un contrat qui sans lui serait éteint ou réduit (20).

De nombreux auteurs font application ici de ce principe et refusent au cessionnaire le droit de payer la prime sans l'assentiment de l'assuré. Pour eux, le danger auquel le principe de l'obligation du consentement de l'assuré est destiné à faire obstacle, se présente le même pour l'assuré ici, comme dans toute autre hypothèse. Il est du reste inadmissible, disent ces auteurs, que l'on autorise un tiers à payer les primes d'une assurance, alors que la personne sur la tête de qui cette assurance repose refuse de donner son assentiment à la continuation du contrat : une telle situation serait manifestement contraire au principe que nous avons indiqué (21).

Dans ce système, le cessionnaire n'aura donc le droit d'effectuer lui-même le paiement des primes que s'il y a été formellement autorisé par l'assuré.

(20) DUPUICH, n° 133.

(21) DUPUICH, n° 133. — LEFORT, T. II, p. 95.

Malgré l'autorité de ceux qui défendent cette opinion, nous ne croyons pas que l'on doive obliger le cessionnaire à solliciter l'autorisation de l'assuré pour payer lui-même les primes (22).

Si, en effet, il est conforme au principe sus-indiqué d'exiger le consentement de l'assuré au paiement des primes fait par un tiers autre qu'un cessionnaire, il nous semble que la situation de celui-ci est bien différente.

L'assuré, en effet, a déjà accepté que le bénéfice de l'assurance soit acquis au cessionnaire, soit que l'endossement dont bénéficie le cessionnaire émane de lui, soit qu'il ait approuvé l'endossement au cas où celui-ci émane d'une autre personne, puisque comme nous le verrons, tout endossement qui n'est pas fait par l'assuré lui-même doit être soumis à son approbation.

Dans ces conditions, permettre à l'assuré, après qu'il a cédé la police ou qu'il en a autorisé la cession, de refuser au cessionnaire le droit de continuer le cours de cette police en payant la prime, c'est aller contre la bonne foi qui doit régner dans les contrats. L'assuré aurait ainsi, en effet, un moyen de priver le cessionnaire d'une partie tout au moins du bénéfice de la cession qu'il avait consentie auparavant.

Le projet de loi de 1925 conformément à l'opinion que nous défendons, décide que tout intéressé peut se substituer au contractant pour payer les primes (art. 74). Le cessionnaire, qui est certainement compris parmi les intéressés, aurait donc, aux termes de ce projet de loi, le droit de payer lui-même les primes.

(22) Sic SCOFIER : Thèse, p. 226. — BEDOREZ : Thèse, p. 55. — GUIL-
LON : Thèse, p. 78. — COUTEAU, T. II, n° 457.

Lorsque le cessionnaire aura acquitté, conformément au droit que nous lui reconnaissons, le paiement de certaines primes, il aura d'ailleurs un recours contre le cédant qui n'a pas rempli ses propres obligations en n'effectuant pas ce paiement (23), sauf, bien entendu, si la cession avait été faite sous cette condition que les primes seraient acquittées par le cessionnaire.

Les questions que nous venons d'étudier se posent de la même manière quand l'assuré a cédé le bénéfice de la police par un autre procédé que celui de l'endossement ; nous en arrivons maintenant à l'exposé d'un droit que l'endossement seul fait acquérir au cessionnaire, nous voulons parler du droit appartenant à l'endossataire de céder à son tour la police par un endossement (24).

Ce droit a toujours été reconnu sans difficulté au bénéficiaire de l'endossement. La pratique, ni d'ailleurs la Doctrine (25) ou la Jurisprudence (26), n'ont jamais mis en doute que le cessionnaire bénéficiaire d'un endossement avait acquis le droit d'endosser lui-même la police, et pourtant aucune clause dans les premières polices à ordre, tout au moins, ne prévoyait la possibilité d'endossements successifs.

Les polices actuelles des Compagnies françaises les autorisent, il est vrai, en déclarant que « le bénéficiaire par endossement a la même faculté » (de transférer la propriété de la police par un endossement régulier) ; mais cette clause ou d'autres analogues n'ont pas pu être invoquées par les auteurs et

(23) COUTEAU, T. II, n° 456.

(24) BAILLY : *Clause à ordre*, n° 203.

(25) COUTEAU, T. II, n° 458. — LEFORT, T. II, p. 131.

(26) Trib. Civ. Seine, 9 décembre 1880, J. A. 1881. 59.

par la pratique qui dès le début ont autorisé les endossements successifs de la police, car elles n'ont fait leur apparition dans les conditions générales des polices que longtemps après l'introduction de la clause à ordre elle-même.

C'est au contraire la pratique, d'ailleurs peu fréquente, des endossements multiples qui a conduit les assureurs à insérer dans leurs polices la clause citée ci-dessus.

Si nous faisons ces observations sur le droit de cession par un nouvel endossement accordé au bénéficiaire d'un premier endossement, ce n'est pas que nous le croyons injustifié. Nous voulons seulement montrer comment sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, on a été tout naturellement poussé à assimiler l'endossement des polices d'assurances sur la vie à celui des effets de commerce.

Cette assimilation souvent injustifiée qui peut conduire même à des résultats condamnables, est ici parfaitement conforme à la volonté présumable des parties, qui avaient certainement toujours désiré assurer au cessionnaire par endossement le droit d'endosser lui-même la police.

Ce droit de cession par endossement qui appartient au bénéficiaire d'un endossement est l'un des avantages les plus importants de ce procédé de transmission. Il faut bien reconnaître d'ailleurs qu'il est en notre matière sensiblement réduit.

L'assentiment de l'assuré est, en effet, nécessaire à chaque endossement, c'est là un principe incontestable ; beaucoup de polices le rappellent dans l'article des conditions générales autorisant la cession par endossement.

Cette obligation est fondée sur le principe de la nécessité de l'approbation par l'assuré du contrat qui est souscrit sur sa tête. Dès le début de l'assurance sur la vie, on a considéré cette règle comme un principe fondamental.

En 1788, la première Compagnie française d'assurances sur la vie « *La Compagnie Royale* » exigeait le consentement de l'assuré et même l'explication de l'intérêt qui faisait contracter l'assurance.

Actuellement, ce principe n'est consacré que par un avis du Conseil d'Etat du 28 mai 1818 qui n'a pas force législative, il est vrai ; mais on pourrait fonder au besoin la force obligatoire de ce principe, qui n'est d'ailleurs pas contestée actuellement, sur l'article 6 du Code Civil.

De ce principe, découle l'impossibilité de céder une police sans l'assentiment de l'assuré : celui-ci, en effet, s'il a le droit de refuser d'être assuré malgré lui, a le droit de décider également quelle sera la personne au profit de qui il sera assuré, car l'assentiment qu'il a donné à l'assurance est évidemment subordonné à la considération de la personne du bénéficiaire (27).

On a soutenu cependant qu'en adoptant la forme à ordre, l'assuré avait par là même accepté par avance toutes les cessions par endossement dont la police pourrait être l'objet (28). C'est, à notre avis, appliquer trop brutalement un principe qui est d'ailleurs exact dans le domaine des effets de commerce ; ici, il s'agit d'une toute autre matière ; *l'intuitus per-*

(27) Trib. Civ. Seine, 9 décembre 1880, J. A. 1881. 59. — COUTEAU, T. II, n° 458. — DUPUICH, n° 437.

(28) Trib. Comm. Seine, 7 juin 1888, R. P. 1888. 190, J. A. 1888. 482. — GUILLON : Thèse, p. 64 et s. — Contra. COUTEAU, T. II, n° 458.

sonæ joue un trop grand rôle dans l'approbation que doit donner l'assuré à la cession de la police pour qu'une approbation faite d'avance et s'appliquant à des personnes que l'on ne connaît pas encore, puisse avoir quelque valeur. Admettre ce système, c'est en fait, ruiner le principe en question.

Il faut déclarer même qu'une déclaration formelle de l'assuré cédant qui par exemple dans le premier endossement déclarerait accepter tous les endossements ultérieurs serait sans effet puisqu'il pourrait sans aucun doute s'opposer par la suite à une cession qui ne lui plairait pas. Le cessionnaire lui objecterait en vain l'approbation générale qu'il avait donnée auparavant : le principe que nul ne peut être assuré contre son gré au profit d'un tiers qu'il n'accepte pas est un principe d'ordre public qui rend nulle une telle approbation (29).

Nous nous sommes placés jusqu'ici dans l'hypothèse d'une cession à titre onéreux. Mais l'endossement translatif de propriété d'une police peut aussi se présenter avec le caractère gratuit. Ce sont même les endossements translatifs à titre gratuit qui étaient les plus fréquents alors que la théorie de l'endossement attributif n'était pas connue. L'assurance sur la vie sert, en effet, le plus souvent à réaliser une opération de prévoyance désintéressée et l'endossement qui fait acquérir le bénéfice du contrat au tiers que le souscripteur voulait gratifier présente évidemment un caractère gratuit.

Cette cession gratuite n'est pas autre chose qu'une donation ; le cédant se dépouille irrévocablement et

(29) Le projet de loi de 1925 a consacré le principe de la nécessité de l'assentiment de l'assuré à toute cession de la police (art. 57).

par hypothèse gratuitement d'une valeur de son patrimoine au profit du bénéficiaire de l'endossement.

Or, une donation n'est valable que faite suivant les formes prévues par le Code Civil ou accomplie sous le déguisement d'un acte à titre onéreux. Il s'ensuit que l'endossement à titre gratuit ne sera valable à titre de donation déguisée que s'il présente l'apparence d'un acte à titre onéreux (30).

Avant la loi du 8 février 1922, cette apparence se manifestait par la mention de la valeur fournie par le cessionnaire qui devait obligatoirement être insérée dans l'endossement (art. 137 ancien du C. de Com.). Ainsi, la mention d'une valeur fournie n'était pas seulement, dans le cas de l'endossement à titre gratuit, une condition de forme de la validité de l'endossement ; son absence rendait l'endossement nul d'une nullité absolue, comme tombant sous le coup des règles du Code Civil qui interdisent les donations apparentes faites sans les formes solennelles exigées (31).

Telle était du moins la solution imposée par la loi.

Nous aurons, en étudiant la forme de l'endossement, l'occasion de voir comment la Jurisprudence a appliqué ce principe ; elle s'en est souvent écartée en considérant la mention de la valeur fournie, même en cas d'endossement gratuit, comme une simple condition de forme de l'endossement.

Actuellement, l'article 137 du Code de Commerce, modifié par la loi du 8 février 1922, n'exige plus pour

(30) DUPUICH, n° 249.

(31) DUPUICH, n° 246. — LEFORT, T. II, p. 193. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 118.

la validité de l'endossement d'autres mentions que la signature de l'endosseur.

Ainsi l'endossement, même à titre onéreux ne présente maintenant dans sa forme aucun signe par quoi ce caractère onéreux se manifeste extérieurement. L'endossement à titre gratuit aura donc actuellement très facilement l'apparence d'un endossement onéreux et sera par là même valable comme donation déguisée : il suffira qu'il ne contienne aucune mention qui puisse déceler la nature réelle de la cession effectuée.

L'endossement à titre gratuit confère au cessionnaire les mêmes droits que s'il était à titre onéreux : le cessionnaire aura droit au paiement du capital même réduit ; il pourra aussi, selon nous, demander le rachat et contracter un emprunt sur la police ; ses droits à la participation aux bénéfices seront réglés comme ceux d'un cessionnaire à titre onéreux ; il aura le droit de céder à son tour la police par un nouvel endossement.

Sur un seul point nous relèverons une différence entre les droits du cessionnaire à titre gratuit et ceux du cessionnaire à titre onéreux. Nous avons dit, en effet, que le cédant à titre onéreux devait être considéré comme tenu au paiement des primes. Ici, la solution contraire s'impose. La donation faite par le cédant ne peut s'appliquer qu'aux biens présents (art. 943 du C. Civ.). Or, ce serait faire porter la donation sur les biens à venir que de déclarer l'endosseur obligé à augmenter, après la donation, la valeur du contrat par le paiement de nouvelles primes.

D'autre part, l'obligation du cédant à titre onéreux est, nous l'avons vu, fondée sur la garantie qui in-

combe à l'endosseur de faire acquérir au cessionnaire la créance intégrale du capital assuré. Or, le donateur n'est jamais tenu à la garantie ; le donataire ne peut donc pas se plaindre si la créance qui lui a été donnée n'atteint pas la valeur qu'il espérait.

L'endossement, au lieu de transférer la propriété de la police, c'est-à-dire les droits indiqués plus haut, peut accorder à l'endosseur un simple droit de gage (32). Cet endossement à titre de gage est très fréquent : il correspond à une utilisation très pratique pour un débiteur gêné de la valeur représentée par la police. Le créancier, au lieu de se faire donner la police en paiement, préférera souvent se la faire donner en gage : ce procédé lui assure, en effet, autant de garanties que la dation en paiement, puisque la police restera en sa possession tant qu'il conservera sa créance et lui sera payée s'il ne peut recouvrer cette créance, mais, et il est avantageé sur ce point par rapport au créancier qui a reçu la police en paiement, il ne perd pas le droit à un paiement en espèce. Si le débiteur est solvable à l'échéance de sa dette, le créancier gagiste sera payé en argent et non avec une police dont l'échéance peut être lointaine et dont le recouvrement nécessite en tous cas des démarches et des formalités.

On peut donc dire que la mise en gage est l'opération la plus avantageuse pour le créancier comme pour le débiteur qui veut affecter sa police à la garantie de la dette.

L'endossement rend, à ce point de vue, de grands services : de tous les procédés de constitution de gage, il est, en effet, le plus rapide et le plus commode.

(32) DUPUICH, n° 277. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 163 et s.

Aussi, les endossements à titre de garantie sont-ils très fréquents.

On pourrait objecter cependant à l'usage de l'endossement pignoratif de la police, que les conditions générales ne semblent pas prévoir l'emploi de l'endossement pour constituer un gage sur le titre. Les clauses se bornent à déclarer que « la propriété du contrat » se transmet par endossement. Cette formule autorise-t-elle également la mise en gage ?

Cette question ne semble pas avoir été jusqu'à présent aperçue et il faut convenir qu'elle ne présente guère d'intérêt pratique. On a toujours considéré, en effet, comme hors de doute que l'endossement des polices, comme celui des effets de commerce, devait pouvoir être utilisé aussi bien pour constituer un droit de gage que pour transférer la propriété. C'est là un exemple de l'influence des règles de l'endossement du droit commercial sur l'endossement appliqué à notre matière. La rédaction de la clause des conditions générales des polices, évidemment maladroite et trop restrictive, ne peut guère être invoquée contre ceux qui usent d'un endossement pignoratif. L'intention des auteurs de cette clause est évidemment, malgré le sens littéral des termes employés que cet emploi de l'endossement soit possible comme en matière d'effets de commerce.

Une objection plus sérieuse a été faite à l'emploi de l'endossement pour la mise en gage des polices, tout au moins en matière civile. Si la validité de cette espèce d'endossement ne peut, en effet, faire de doute en matière commerciale puisque cet emploi de l'endossement est autorisé par l'article 91 du Code de Commerce, de nombreux auteurs se refusent, par

contre, à admettre la validité de l'endossement pignoratif en matière civile. Ils s'appuient sur l'article 2075 du Code Civil qui impose, pour la mise en gage des créances, des formalités analogues à celles exigées par l'article 1690 pour la validité des cessions de créances.

Ces dispositions, disent ces auteurs, sont d'ordre public : elles sont destinées, en effet, à garantir l'intérêt des tiers en donnant une certaine publicité au droit acquis par le créancier gagiste. Les parties ne peuvent donc, par leur seule volonté annihiler les dispositions impératives de la loi et porter ainsi atteinte aux droits des tiers (33).

On a répondu à ce raisonnement que la loi prévoyait pour la cession des créances les mêmes formalités que pour leur mise en gage ; les dispositions de l'article 2075 sont symétriques de celles de l'article 1690. Pourquoi donc considérer comme valable la cession par endossement qui porte incontestablement atteinte à l'article 1690 et ne pas admettre la légalité de la mise en gage par endossement pour cette seule raison qu'elle est interdite par l'article 2075 du Code Civil ? La clause à ordre qui rend licite la cession par endossement doit également rendre licite la mise en gage par endossement (34).

Cette argumentation n'a pas paru irréfutable aux partisans de l'autre opinion : nous admettons, disent-ils, la validité de la cession par endossement, les règles de l'article 1690 étant tenues en échec par la

(33) LACOUR et BOUTERON, n^{os} 863 et s. — COUTEAU, T. II, n^o 472. — BARÈRE, p. 36. — DUFRICH, n^o 275. — LEFORT, T. II, p. 117. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n^o 166. — BEDOREZ : Thèse, p. 72.

(34) AUBRY et RAU, T. IV, p. 262. — COLIN et CAPITANT : *Cours élém. Droit Civil*, T. II, p. 762. — HERBAULT, n^o 228. — SCOFIER : Thèse, p. 62.

clause à ordre, mais nous ne pouvons admettre cette solution pour la mise en gage qui a toujours été soumise à des conditions plus rigoureuses que la cession de créance. Ils invoquent, à l'appui de cette affirmation, les termes de l'article 91 du Code de Commerce qui semble bien restreindre au gage commercial l'efficacité de l'endossement de garantie.

A la vérité, ce système paraît bien étroit et inspiré par un respect exagéré des textes, qu'il aboutit d'ailleurs à rendre plus restrictifs qu'ils ne le sont. Mais, quelle que soit la valeur des arguments mis en avant par les partisans de la validité du gage civil constitué par endossement, l'opinion opposée a rallié beaucoup d'auteurs et, il semble, l'unanimité de la Jurisprudence ; les décisions rendues à ce sujet dans la matière des assurances sur la vie se refusent toutes à reconnaître l'efficacité de l'endossement pour constituer un gage civil (35).

L'endossement pignoratif des polices doit donc être employé avec la plus grande prudence ; il peut, en beaucoup d'occasions, aboutir à des résultats fort préjudiciables pour ceux qui y auront recours, car il n'est pas toujours facile de distinguer le gage commercial du gage civil.

Il faut remarquer d'ailleurs que les décisions rendues sur cette question sont toutes de date ancienne ; il est possible qu'actuellement si la question se trouvait soumise aux tribunaux, ceux-ci adopteraient une solution plus large et plus conforme aux intérêts de la pratique.

Ils y seraient d'ailleurs sans doute incités par les

(35) Trib. Civ. Seine, 7 mars 1894, R. P. 1894. 258, J. A. 1894. 180. — Trib. Civ. Belfort, 15 décembre 1891, D. 1894. 2. 59. — Paris, 11 mars 1896, D. 1896. 2. 432.

dispositions du projet de loi 1925 qui autorise l'usage de l'endossement pour la constitution d'un gage, sans restreindre son emploi à l'hypothèse du gage commercial.

Le nantissement de la police à ordre peut d'ailleurs être constitué par d'autres procédés : par avenant, par exemple, ou selon les formalités de l'article 2075 du Code Civil. La forme à ordre de la police ne la prive pas, nous l'avons vu, des avantages du droit commun (36).

Quel que soit le mode de constitution du gage, la loi exige encore pour sa validité que l'objet du gage soit remis au créancier ou à un tiers convenu entre les parties (art. 2076 du C. Civ.).

Ce tiers sera, par exemple, le bénéficiaire qui accepte de laisser constituer un gage sur la police qui est en sa possession et qu'il détiendra dès lors tant en son nom qu'au nom du créancier gagiste.

La Compagnie d'assurances qui détient le titre qui lui a été remis par le gagiste après l'échéance pour le paiement du capital peut-elle être considérée comme le tiers de l'article 2076 ? La Jurisprudence s'est montrée sur ce point assez rigoureuse dans une décision qui, il faut le penser, ne serait pas suivie si la même question se représentait : un créancier bénéficiaire d'un endossement pignoratif, avait remis, après la mort de l'assuré, la police à la Compagnie pour en obtenir le paiement. Les créanciers du défunt revendiquèrent alors la police prétendant que le créancier avait perdu son droit de gage depuis qu'il s'était dessaisi du titre. La Cour de Paris a jugé légitime la

(36) Trib. Comm. Blois, 9 mars 1902, R. P. 1902. 491. — LACOUR et BOUTERON, n° 863 et s. — HERBAULT, n° 225.

revendication des créanciers en déclarant que la Compagnie d'assurances ne pouvait être considérée comme un tiers possédant la police au nom du gagiste (37).

Cette solution ne nous semble pas justifiée : la Compagnie d'assurances devait bien être considérée comme possédant au nom du créancier gagiste puisque celui-ci lui avait remis la police pour en obtenir le paiement ; cette détention, par la Compagnie d'assurances, nécessaire pour la réalisation du gage représentait bien, semble-t-il, le type de la détention au nom du gagiste.

Peut-être l'arrêt a-t-il considéré que la détention de la police par la Compagnie n'avait pas été « convenue » entre les parties. Mais, au contraire, la remise du titre à la Compagnie d'assurances pour le paiement était une circonstance que les parties pouvaient et devaient prévoir dès la constitution du gage, puisque cette formalité est nécessaire pour le paiement du capital.

La principale caractéristique du droit du gagiste nanti sur une créance, est qu'il se superpose à celui du créancier titulaire de la créance (38).

Dans le cas du nantissement d'une police d'assurance le droit du créancier gagiste se combinera avec celui de l'assuré, si celui-ci n'a pas attribué le bénéfice de la police, sinon, avec celui du bénéficiaire. L'assuré peut, en effet, après avoir attribué la police, révoquer cette attribution en tout ou en partie, tant que le bénéficiaire ne l'a pas acceptée, en offrant la police en nantissement à un créancier.

(37) Paris, 11 mars 1896, D. 1896. 2. 432.

(38) GUIONEN : *De la mise en gage des créances et spécialement de l'avance sur titre*, Thèse, Paris 1907, p. 165.

Le droit essentiel du créancier gagiste est le droit de rétention : le gagiste peut retenir la police tant que sa créance n'est pas éteinte. Mais, jusqu'à ce que sa créance soit échue, il n'a aucun droit actif sur la police (39). Il ne peut certainement ni la céder, puisqu'elle ne lui appartient pas, ni profiter de la participation aux bénéfices ; il est vrai que la loi attribue au créancier gagiste les revenus de la créance engagée (art. 2081 du C. Civ.), mais la participation aux bénéfices, dont nous avons indiqué plus haut le mécanisme, ne peut en rien être considérée comme un revenu ; c'est une convention en quelque sorte annexe au contrat d'assurance et dont le sort ne suit pas forcément le sort du capital du contrat.

Le créancier gagiste ne peut pas non plus racheter la police. Le rachat, en effet, suppose un droit de disposition du contrat : comme son nom le laisse supposer, le rachat est une sorte de vente à la Compagnie d'assurances des droits qui composent la police (40) : le créancier gagiste ne peut vendre la police, même par le procédé détourné et juridiquement différent du rachat. Il ne peut même emprunter sur la police : tout d'abord en remettant le titre à la Compagnie, ce que celle-ci exige pour concéder une avance, il risquerait de perdre son droit de gage ; la Compagnie n'accepterait d'ailleurs pas de faire une avance sur police dans ces conditions : l'avance peut, en effet, aboutir au rachat si elle arrive par l'accumulation des intérêts à absorber la réserve. Le droit d'emprunt suppose donc le droit à demander le rachat.

La coexistence des deux créances dont l'une sert de

(39) Trib. Civ. Corbeil, 18 octobre 1917, R. P. 1918. 335.

(40) JULLIOT DE LA MORANDIÈRE : Thèse, p. 497.

gage à l'autre n'est du reste pas sans présenter des difficultés. Les échéances de ces deux dettes ne se présenteront, en effet, très vraisemblablement pas au même moment.

Si la police vient à échéance la première, la Compagnie ne pourra payer la police ni au créancier gagiste puisque sa propre créance n'est pas échue, ni au bénéficiaire ou aux héritiers de l'assuré, ou à l'assuré lui-même, puisque le droit du gagiste s'opposerait à un tel paiement et que celui-ci d'ailleurs détient la police (41).

Si c'est la créance du gagiste, au contraire, qui vient à échéance au cours de la police, les choses resteront, semble-t-il, dans le statu quo ; le créancier gagiste ne pourrait, en effet, réaliser son gage, la police étant insusceptible de vente forcée : il devra donc attendre son échéance pour faire valoir ses droits.

Telle est, du moins, la solution défendue par certains auteurs (42). Cependant nous pensons que s'il est exact que le créancier ne peut obtenir de justice l'autorisation de tirer parti de son gage par une vente aux enchères, il existe cependant d'autres moyens de disposer du contrat dont le créancier nous semble pouvoir être admis à bénéficier. Le gagiste faute du paiement de sa créance peut se faire autoriser à conserver le gage en paiement ou à le faire vendre aux enchères. La police d'assurances est certainement insusceptible de vente aux enchères ; reste alors la première solution dont le créancier qui a

(41) LEFORT, T. II, p. 101.

(42) Cf. BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 163.

reçu en gage une police d'assurance doit, comme tout créancier gagiste, pouvoir profiter (43).

Mais cette solution qui consiste à donner au gagiste la police en paiement de sa créance va lui faire acquérir sur cette police tous les droits d'un cessionnaire et il aura donc bien en tant que cessionnaire du contrat, par autorité de justice, le droit, par exemple, de demander le rachat de la police. Si d'ailleurs, la valeur de rachat de la police était supérieure au chiffre de la créance, peut-être le Tribunal devra-t-il alors autoriser seulement le créancier gagiste à demander à la Compagnie une avance sur la police égale au montant de sa créance. Il est plutôt à supposer qu'en pareille circonstance l'assuré lui-même apportera amiablement son concours pour la conclusion d'un emprunt à la Compagnie, puisque cette solution qui lui procure ensuite la libre jouissance du contrat est la plus avantageuse pour lui aussi bien que pour le créancier.

SECTION II

Endossement attributif

L'endossement attributif que nous étudions maintenant présente des différences considérables avec l'endossement translatif ; il n'a pas pour effet de faire passer, comme celui-ci, la créance du patrimoine de l'assuré dans celui du bénéficiaire ; avec lui, au contraire, la créance se trouve prendre naissance directement dans le patrimoine du bénéficiaire (44). On a dit, pour exprimer cette différence, que le droit de l'attributaire était un droit originaire au lieu que le

(43) BEDOREZ : Thèse, p. 53. — LEFORT, T. II, p. 119.

(44) DUPUICH, n° 420.

droit du cessionnaire était un droit dérivé : la créance qui appartient au bénéficiaire est une créance qui ne lui a pas été transmise. Le débiteur, c'est-à-dire la Compagnie d'assurances l'a consentie dès l'origine à son profit, d'où il suit que le droit acquis par l'endossataire est un droit propre qui remonte au jour même de la souscription du contrat. On doit en conclure qu'en cas d'attribution, l'endosseur se trouve censé n'avoir jamais joui d'aucun droit sur la police.

La situation du bénéficiaire est donc bien préférable à celle du cessionnaire, en ce que le premier ne pourra se voir opposer les droits des créanciers de l'endosseur ; ceux-ci, en effet, ne peuvent prétendre exercer aucun droit sur la police, puisqu'elle n'a jamais fait partie du patrimoine de leur débiteur. C'est ainsi que lorsque la police a été endossée par un failli, au cours de la période suspecte, la masse ne peut traiter cet endossement comme un paiement ou un acte de disposition et le faire annuler, comme tombant sous le coup de l'article 446 du Code de Commerce.

L'attribution de la police étant une stipulation pour autrui se trouve par là révocable, au lieu que la cession est un acte irrévocable (45). Ce caractère de révocabilité se trouvera cependant le plus souvent, quand l'attribution est réalisée par un endossement, annihilé par l'effet de la remise de la police au bénéficiaire qui accompagne ordinairement l'endossement. La détention de la police par celui-ci s'interprètera, en effet, comme une acceptation qui rend l'attribution irrévocable.

Nous avons distingué en matière d'endossement

(45) DUPUICH, n° 423.

translatif, l'endossement translatif de propriété à titre onéreux, l'endossement translatif de propriété à titre gratuit et l'endossement translatif de gage. Ces distinctions ne se retrouveront pas ici, au moins sous le même aspect.

L'endossement attributif ne peut pas, comme l'endossement translatif, se présenter sous les deux formes d'endossement conférant la propriété et d'endossement conférant un droit de gage.

Quand un gage est constitué sur une créance, nous avons vu, en effet, que le constituant du gage conservait la qualité de créancier et ne cédait à son propre créancier qu'un droit qui se combinait avec son droit de créance.

Or, ici, le créancier du capital du contrat n'est pas le souscripteur endosseur puisque celui-ci ne possède pas et n'a jamais possédé la qualité de créancier. Le seul créancier est, en cas d'attribution, le bénéficiaire. Mais, il serait contradictoire de réunir sur une même personne les qualités de créancier et de gagiste nanti d'un droit sur cette même créance. On ne peut avoir un privilège sur son propre patrimoine. Il faut donc déclarer que le gage est constitué en réalité par une solution juridiquement différente. L'assuré attribue la police à son créancier en propriété, mais il l'attribue sous condition : cette condition est l'existence d'une dette vis-à-vis du bénéficiaire ; par conséquent, l'attribution ne sera réalisée que dans la mesure de cette dette (46). C'est un retour à l'institution romaine de la *mancipatio fiduciæ causa*.

Si donc, l'endossement peut aboutir à des résultats qui sont pratiquement équivalents à ceux de l'endos-

(46) DUPUICH, n° 443.

sement pignoratif, il n'existe, du point de vue juridique, qu'une seule espèce d'endossement attributif qui est l'endossement attributif du droit de créance contre l'assureur. L'assuré qui stipule pour autrui ne peut faire autre chose que d'élever un tiers à la qualité de créancier de la police. Il utilise le pouvoir de commandement qu'il tient de son rôle de stipulant à choisir le tiers qui deviendra le bénéficiaire du contrat. Il n'agit pas comme le cédant qui trouve la police dans son patrimoine et qui peut transmettre à un tiers sur cette police toutes les espèces de droit que l'on peut posséder sur un bien.

D'autre part, si l'endossement attributif peut présenter, comme l'endossement translatif, le caractère gratuit ou onéreux, en ce sens qu'il peut être fait moyennant fourniture d'une contre-valeur par le bénéficiaire ou au contraire à titre désintéressé, il se distingue de l'endossement translatif en ce que, lorsqu'il est fait à titre gratuit, il ne constitue pas une donation.

En effet, la valeur acquise par le bénéficiaire ne sort pas du patrimoine de l'endosseur, puisque le bénéficiaire est titulaire d'un droit direct contre la Compagnie d'assurances ; de plus, l'endosseur ne se dépouille pas irrévocablement, puisqu'il peut revenir sur l'attribution qu'il a faite tant que le bénéficiaire ne l'a pas acceptée. Il y a là, en somme, un acte gratuit d'une nature particulière (47).

Mises à part les différences naissant de la nature propre de la stipulation pour autrui, on peut dire que l'endossement attributif fait acquérir à son bénéficiaire les mêmes droits que l'endossement translatif.

Nous déciderons donc que l'attributaire a droit à

(47) LEFORT, T. II, p. 35.

la police réduite (48), qu'il peut la racheter, solliciter une avance de la Compagnie (49), céder le bénéfice du contrat (50).

Nous croyons cependant ici que l'on ne peut imposer à l'assuré le paiement des primes au profit du bénéficiaire, à moins que les circonstances n'indiquent l'existence d'un engagement de l'endosseur relatif à ce paiement. En effet, l'attribution est un acte unilatéral par lequel l'assuré transporte au bénéficiaire la créance de la police, mais par cet acte il ne prend envers lui aucun engagement puisqu'il n'y a pas de contrat. Un pareil engagement ne pourrait se déduire que de circonstances extrinsèques à l'endossement.

SECTION III

Critérium de la distinction

entre l'endossement translatif et l'endossement attributif

La distinction entre l'endossement translatif et l'endossement attributif présente, étant donné les différences importantes qui les séparent, un grand intérêt. Cette question, après avoir été longtemps pleine d'incertitudes, semble, bien que tous les points en discussions n'aient pas été fixés par la Jurisprudence d'une manière qu'on puisse considérer comme définitive, avoir abouti maintenant, au moins dans la pratique, à des solutions unanimement admises.

Nous pouvons tout d'abord fixer quelques limites au domaine de l'endossement attributif. Le fonctionnement de l'attribution et les motifs sur lesquels elle

(48) DUPUICH, n° 440.

(49) DUPUICH, n° 438. — Contra BALLEYDIER et CAPITANT, p. 28.

(50) DUPUICH, n° 437.

est fondée vont nous indiquer dans quelles hypothèses on peut rencontrer un pareil endossement.

En matière d'assurance-vie d'abord, l'endossement ne peut être que translatif. En effet, quand un assuré souscrit une police-vie, il a pour but de créer une valeur qui lui profitera à lui-même, puisqu'elle lui sera payée à lui vivant ; l'intention altruiste qui doit exister dès l'origine du contrat pour rendre le droit d'attribution possible, est fatalement exclue de cette espèce d'assurance. Nous ne pouvons donc trouver d'attribution qu'en matière d'assurance-décès (51).

Quant à l'assurance mixte, les auteurs sont aujourd'hui d'accord pour analyser ce contrat de la façon suivante : la police est susceptible d'une double solution ; elle fonctionnera comme une police-vie, si l'assuré survit au terme du contrat ; au cas contraire, elle fonctionnera comme une police-décès (52). La nature de cette police est donc incertaine jusqu'à l'échéance du contrat ou la mort de l'assuré ; il faut attendre que l'un des ces événements soit intervenu pour déterminer la combinaison qui jouera.

En conséquence, lorsqu'une police mixte est cédée par endossement, il est impossible à priori de fixer la nature de cet endossement ; il faut attendre l'échéance du contrat ou la mort de l'assuré pour être fixé sur la nature de la police elle-même.

Le domaine de l'endossement attributif est encore restreint sur un autre point. En effet, pour pouvoir réaliser une stipulation pour autrui il faut avoir été partie au contrat. C'est dans la convention passée avec le promettant que le stipulant puise le pouvoir

(51) Cass. Civ., 4 mai 1904, D. 1905. 1. 165, S. 1904. 1. 385.

(52) LABBÉ : Note S. 1888, 2. 49. — HERBAULT, n° 41. — COUTEAU, T. II, n° 154. — LEFORT, T. I, p. 126. — DUPUICH, n° 53.

de désigner le tiers qui doit bénéficier de la prestation du débiteur. Le souscripteur de la police, seul, peut donc user de l'endossement attributif. Celui qui a reçu la police par endossement ne pourra la céder à son tour que par un endossement translatif (53).

On pourrait cependant supposer que le souscripteur en endossant la police a transféré au bénéficiaire le droit qu'il avait lui-même de faire une stipulation pour autrui (54). Cette supposition ne peut se soutenir, heurtant la logique et l'équité ; le droit d'effectuer une attribution s'explique chez le souscripteur parce qu'il est l'auteur de la stipulation pour autrui et que l'attribution n'est que l'exercice du droit qu'il s'est réservé en contractant de désigner la personne appelée à bénéficier de la stipulation. Il est évident que le bénéficiaire de l'endossement n'est pas lui-même dans cette situation : le bénéfice du contrat, ce n'est pas lui qui l'a stipulé de l'assureur ; il l'a, au contraire, reçu dans son patrimoine : il ne peut l'en faire sortir que par un acte ayant le caractère d'une cession.

D'autre part, autoriser le bénéficiaire de l'endossement à disposer du capital du contrat par un endossement attributif, ce serait léser injustement ses créanciers qui pourraient se plaindre à bon droit de se voir priver, au profit du nouveau bénéficiaire, d'une valeur ayant fait partie du patrimoine de leur débiteur.

C'est donc bien au seul souscripteur qu'est réservé le pouvoir de faire sur la police un endossement attributif (55).

(53) LEFORT, T. II, p. 79.

(54) Cf. en ce sens, DUPUICH, n° 437, et Trib. Civ. Seine, 28 mars 1912, J. A. 1912. 591, R. P. 1912. 480.

(55) LEFORT, T. II, p. 79.

En résumé, un endossement attributif ne peut exister qu'en matière d'assurance décès et il ne peut émaner que du souscripteur du contrat. Dans ce domaine ainsi réduit nous allons rechercher si l'endossement doit toujours présenter le caractère attributif.

La Jurisprudence a donné sur ce sujet des solutions qui ont beaucoup varié et qui ne semblent pas encore sur tous les points être parvenues à leur état définitif.

Pour comprendre les décisions de la Jurisprudence en notre matière, il est nécessaire d'étudier les solutions progressives qu'elle a données sur le caractère attributif de l'avenant, ce procédé étant le premier de ceux auxquels la Jurisprudence a reconnu ce caractère.

Il est possible que l'assuré après avoir désigné un tiers comme bénéficiaire du contrat désire modifier cette désignation et souscrire un avenant portant que la police sera payée à une autre personne. Y a-t-il là attribution d'un droit direct au profit de ce nouveau bénéficiaire ? La Jurisprudence a reconnu pour la première fois dans cette hypothèse, l'existence d'un droit direct au profit de ce bénéficiaire par un arrêt de Cassation du 16 janvier 1888 (56) qui admet que l'avenant désignant un tiers comme bénéficiaire d'un contrat souscrit dès l'origine au profit d'un tiers déterminé valait attribution.

Il y avait encore en matière d'avenant un progrès à faire. Dans cette première affaire, la question se présentait sous une forme assez simple: le contrat primitif accordait au tiers, désigné par la police, un

(56) Cass. Civ., 16 janvier 1888, D. 1888, 1. 77, S. 1888, 1. 121, J. A. 1888. 18, R. P. 1888. 29.

droit direct ; l'avenant ne faisait qu'opérer une substitution de personne. En vertu du droit de révocation qui appartient au stipulant à l'encontre du bénéficiaire d'une stipulation pour autrui qui n'a pas encore accepté, le souscripteur fait passer le bénéfice d'un premier bénéficiaire à un autre. Dans ce cas, le bénéfice de l'assurance qui n'a jamais fait partie du patrimoine du souscripteur ne peut être considéré comme y étant rentré par le fait de l'avenant qui désignait un nouveau bénéficiaire (57).

Mais qu'allait décider la Jurisprudence dans une hypothèse plus délicate ? Supposons maintenant le cas d'une police souscrite au profit de bénéficiaires indéterminés ou sans désignation de bénéficiaire. Dans une telle situation, la Jurisprudence décide que le bénéfice de la police tombe dans le patrimoine de l'assuré faute de trouver une autre personne à qui il puisse profiter (58). Si plus tard, l'assuré signe un avenant désignant un bénéficiaire déterminé, celui-ci pourra-t-il être considéré comme ayant reçu la police par l'effet d'une attribution. On pourrait le contester dans ce cas ; il semble bien que le bénéficiaire tient son droit du souscripteur, puisque celui-ci possédait alors dans son patrimoine le droit au bénéfice de la police. L'avenant a eu pour effet, peut-on dire, de faire sortir le bénéfice du patrimoine de l'assuré pour le faire passer dans celui du tiers bénéficiaire.

La Cour de Cassation cependant a adopté une autre décision : l'avenant désignant un tiers bénéficiaire, même si la police a été contractée au profit de bénéficiaires indéterminés, lui a paru opérer une

(57) DUPUICH, n° 424.

(58) DUPUICH, n° 112.

attribution (59). Pour justifier cette solution, elle s'est très justement appuyée sur l'intention qui anime le souscripteur d'une police d'assurance. Celui-ci, en effet, a pour but certain de procurer par le contrat un avantage à un tiers ; si le contrat n'est pas souscrit dès l'origine au profit d'un tiers déterminé, il faut alors considérer que le souscripteur s'est réservé nécessairement le droit de désigner par la suite le tiers appelé à profiter de la stipulation. L'avenant qui intervient alors ne fait qu'opérer cette désignation prévue dès la signature du contrat. Il présente donc, lui aussi, le caractère attributif.

Le développement de la théorie de l'attribution était ainsi complet en matière d'avenant. Il restait à résoudre ces mêmes difficultés quand l'assuré avait, pour désigner le bénéficiaire, utilisé un autre procédé que l'avenant. Que se passait-il notamment en cas d'endossement de la police ?

Il semble que la Jurisprudence aurait pu transporter dans cette hypothèse les solutions qu'elle avait admises en matière d'avenant. Notre droit n'est, en effet, nullement formaliste et la simple différence de procédé ne devait pas conduire ici à d'autres solutions, puisque toutes les autres circonstances se trouvaient semblables et que les intentions des parties étaient les mêmes dans l'un et l'autre cas.

La Jurisprudence s'était inspirée de cette idée à l'égard de moyens autres que l'avenant et l'endossement employés par le souscripteur pour procurer à un tiers le bénéfice du contrat et où elle n'avait hésité à reconnaître des procédés d'attribution. Dans une

(59) Cass. Civ., 7 août 1888, D. 1889. 1. 118, S. 1889. 1. 97, J. A. 1888. 458, R. P. 1888. 330.

espèce soumise à la Cour de Bordeaux, il s'agissait d'une police où, au moment de la souscription, un blanc avait été réservé pour l'indication du nom du bénéficiaire ; la police avait été complétée plus tard par la mention du nom de ce bénéficiaire. Cette mention valait-elle attribution du bénéfice ? La Cour de Bordeaux, par un arrêt du 27 novembre 1896 (60), a décidé que cette mention avait bien le caractère attributif. Le Tribunal de la Seine, par un jugement du 29 décembre 1897 (61), avait encore reconnu le caractère attributif à une mention portée sur une police d'ailleurs non à ordre. On aboutissait ainsi à traiter plus favorablement une police non à ordre qu'une police à ordre où cette mention aurait été considérée comme un endossement, valant par conséquent, comme nous le verrons, selon les idées alors en cours, cession du bénéfice de la police (62).

Pendant longtemps, en effet, la Jurisprudence a de façon constante traité l'endossement comme une cession. Cette solution semblait à tous les esprits incontestable. On ne considérait pas que l'endossement des polices d'assurances pût prendre, en servant à réaliser une attribution, un caractère si différent de celui des effets de commerce. Une autre considération semble avoir poussé la Jurisprudence à ne voir dans l'endossement qu'un mode de cession. Pour elle, en effet, un procédé d'attribution devait forcément avoir un caractère contractuel, puisqu'il constituait une suite de la stipulation pour autrui contenue dans la

(60) Trib. Civ. Bordeaux, 12 juillet 1895, et Bordeaux, 27 novembre 1896, D. 1897. 2. 233, note de M. DUPUICH.

(61) Trib. Civ. Seine, 29 décembre 1897, D. 1899. 2. 283, Note de M. DUPUICH.

(62) Voir encore Trib. Civ. Seine, 18 février 1875, J. A. 1876. 376.

police. Le caractère synallagmatique de la stipulation pour autrui devait se retrouver dans l'acte d'attribution du bénéfice du contrat ; la Compagnie d'assurances devait prendre part à la désignation du tiers appelé à bénéficier de son engagement.

L'endossement, qui se passe en dehors de la Compagnie d'assurances, ne répondait pas à ces conditions : étant accompli par le seul souscripteur, il paraissait ne pouvoir agir que sur son patrimoine et, au contraire, on ne concevait pas qu'il fût capable de faire acquérir au bénéficiaire un droit direct aux dépens du patrimoine de l'assureur.

On ne trouve pas ces idées exprimées avec autant de précision dans la Jurisprudence, mais elles sont contenues implicitement dans les motifs de certaines décisions (63).

Cette Jurisprudence devait se maintenir jusqu'à un arrêt de la Chambre Civile du 4 mai 1904. Elle ne fut troublée jusqu'alors que par un jugement du Tribunal Civil de Montpellier du 11 février 1881 (64) qui n'hésita pas à voir dans l'endossement d'une police un mode de désignation du tiers appelé à bénéficier de la stipulation pour autrui. Ce jugement, qui le premier montrait à la Jurisprudence la voie dans laquelle elle devait s'engager, fait preuve d'une admirable clairvoyance, et l'on y trouve la première expression des arguments que la Cour de Cassation devait reprendre plus de vingt ans plus tard. Aussi mérite-t-il d'être cité :

« Attendu, dit ce jugement, qu'aux termes des « articles 1121 et 1122 du Code Civil, la stipulation

(63) Trib. Civ. Seine, 10 juillet 1891, R. P. 1891. 305. Cf. note DUFUIC, précitée, D. 1899. 2. 283.

(64) J. A. 1881. 454.

« pour autrui est valable pourvu que le bénéficiaire
« soit nettement indiqué au moment où le contrat
« devient exigible par l'événement de la condition y
« apposée.

« Attendu que la somme stipulée au contrat est
« déclarée, en premier lieu, payable à l'ordre de
« Caizergues et, à défaut, à ses héritiers.

« Attendu, dès lors, que, dans cette police, Caizer-
« gues a entendu stipuler au profit d'un tiers qu'il
« se proposait d'indiquer ultérieurement et a très
« nettement exprimé que cette créance ne faisait
« partie de son patrimoine que sous cette condition
« qu'il n'aurait pas désigné la personne au profit de
« laquelle il stipulait (65).

« Mais attendu que cette désignation a été faite par
« l'endossement du 27 juillet 1880 au profit de la
« demoiselle Caizergues et que son effet doit rétro-
« agir au jour même du contrat. »

Le décision du Tribunal de Montpellier, malgré la valeur des arguments qu'elle invoquait, devait rester isolée jusqu'à l'arrêt de cassation du 4 mai 1904.

Cet arrêt fut rendu dans les circonstances suivantes : M. Albertini avait souscrit à la Compagnie *l'Urbaine*, le 29 mai 1893, une assurance mixte de vingt-cinq ans de 15.000 francs, au profit éventuel de sa femme. Cette police était à ordre. Le 31 juillet

(65) Il est à remarquer que cette formule prend exactement le contre-pied de la jurisprudence alors régnante (Cf. plus haut, Chap. III, Sect. III), qui voyait, dans la réserve stipulée par l'assuré du droit d'endosser la police, la volonté manifestée par lui de conserver, dans son patrimoine, la valeur du contrat ; le jugement de Montpellier y voit bien plus exactement une manifestation de l'intention qu'avait dès lors l'assuré de désigner par la suite le tiers appelé à recueillir le capital de la police. La forme à ordre de la police, loin donc de lui enlever le caractère de stipulation pour autrui, contribue à rendre ce caractère plus apparent.

1899, M. Albertini endossa cette police à l'ordre de M. Villard, en paiement de sommes qu'il lui devait. La femme de M. Albertini n'avait du reste pas accepté l'attribution du bénéfice qui lui avait été faite au moment de la souscription du contrat.

Albertini étant décédé le 12 septembre de la même année, fut déclaré en faillite par jugement du 7 octobre, la date de la cessation des paiements étant fixée au 8 août. Dans ces conditions, l'endossement réalisé moins de 10 jours avant la date de la cessation des paiements tombait sous le coup des articles 446 et 447 du Code de Commerce. Aussi, le syndic de la faillite réclama-t-il l'annulation de l'endossement et la restitution du contrat. M. Villard objecta à cette demande qu'il avait acquis par l'endossement un droit direct contre l'assureur remontant au jour du contrat.

La Cour de Grenoble rendit sur cette question, le 22 janvier 1901 (66), un arrêt par lequel elle déclarait recevable la réclamation du syndic. Pour elle, l'endossement valait d'abord révocation de l'attribution faite par Albertini au profit de sa femme ; le bénéfice était, à la suite de cette révocation, tombé dans le patrimoine du souscripteur et, par l'effet du même endossement, il était transmis à Villard qui avait ainsi, sur le bénéfice de la police qu'il avait acquis du patrimoine d'Albertini, un droit datant du jour de l'endossement et susceptible, par conséquent, d'être annulé aux termes des articles 446 et 447 du Code de Commerce.

L'arrêt de Grenoble fut l'objet d'un pourvoi en cassation. La Chambre Civile a rendu sur ce pourvoi,

(66) D. 1901. 2. 337, note de M. DUPUICH, S. 1903. 2. 17, note de M. WAHL, J. A. 1901. 157, R. P. 1901. 270.

le 4 mai 1904, un arrêt de cassation conçu dans les termes suivants (67) :

« Attendu que le décès d'Albertini, en rendant non
« avenue la stipulation qu'il avait faite pour lui-
« même, donnait rétroactivement effet à celle qu'il
« avait faite pour autrui, que celle-ci est régie par
« l'article 1121 du Code Civil et qu'ainsi Villard,
« substitué à la dame Albertini, devait être considéré
« comme ayant acquis, en vertu d'un droit direct et
« personnel dès le jour de la souscription de la
« police, la créance du capital assuré.

« Attendu, dès lors, que le syndic n'était pas rece-
« vable à invoquer les articles 446 et 447 du Code de
« Commerce pour revendiquer, au nom de la masse,
« ce capital sur lequel elle n'avait aucun droit.

« Attendu que vainement l'arrêt attaqué objecte
« que, par l'endossement effectué au profit de l'un
« de ses créanciers, Albertini aurait, en révoquant
« l'attribution consentie en faveur de sa femme,
« disposé d'une valeur entrée dans son patrimoine.

« Attendu que dans une assurance en cas de décès,
« ainsi contractée au profit d'un tiers, cet endosse-
« ment n'est qu'un mode d'exécution de la clause de
« la police qui permet à l'assuré de désigner le béné-
« ficiaire de son choix et que la substitution d'un
« nouveau titulaire au titulaire primitif avant l'ac-
« ceptation de ce dernier, laisse au contrat le carac-
« tère juridique de stipulation pour autrui dans les
« termes de l'article 1121. »

Cet arrêt, qui marque une réaction contre la Juris-
prudence antérieure, ne résolvait pas l'ensemble du

(67) D. 1905. 1. 165, S. 1904. 1. 385, note de M. LYON-CAEN, J. A. 1904.
135, R. P. 1905, 535.

problème de la nature de l'endossement. Il faut observer, en effet, qu'il était rendu dans une espèce où la police avait été souscrite, dès l'origine, au profit d'un tiers déterminé et que, par conséquent, le souscripteur n'avait jamais joui d'aucun droit sur cette police ; l'arrêt de la Cour de Cassation, au moins dans sa première partie, est fondé d'ailleurs sur cette considération.

Que décider dans le cas où la police n'avait pas été souscrite au profit d'un tiers déterminé et où, par conséquent, le bénéfice en était tombé dans le patrimoine du souscripteur ?

M. Lyon-Caen, dans une note au Sirey, sous l'arrêt précité, faisait une distinction entre les deux hypothèses, tout au moins en cas d'endossement : il déclarait que lorsque le contrat avait été primitivement conclu sans désignation d'un bénéficiaire déterminé, l'endossement fait par la suite par le souscripteur opérait transmission.

L'arrêt de la Chambre Civile semblait bien, en effet, par ses premiers attendus, marquer une distinction entre le cas du contrat souscrit au profit d'un tiers déterminé et celui du contrat souscrit sans une pareille désignation. Mais, par contre, elle employait une formule qui pouvait s'appliquer également aux deux hypothèses quand elle disait que : « cet endossement n'est qu'un mode d'exécution de la clause de la police qui permet à l'assuré de désigner le bénéficiaire de son choix ».

On faisait également remarquer que la Jurisprudence, après avoir traité l'endossement de la même manière que l'avenant sur un premier point, ne pouvait logiquement adopter sur cette nouvelle ques-

tion des solutions différentes pour l'avenant, d'une part, et pour l'endossement, de l'autre, d'autant que rien ne rendait dans le cas de l'endossement, plus difficile à admettre le système édifié par la Jurisprudence à propos de l'avenant (68).

Cette question avait d'ailleurs été soumise à la Cour de Nîmes peu de jours avant que la Cour de Cassation ne rendît l'arrêt précité.

Dans cette nouvelle affaire, il s'agissait d'une police en cas de décès, de 20.000 francs, contractée par le sieur Capillery le 17 décembre 1900 et endossée le 22 décembre suivant à Pons, pour garantie d'une dette antérieure. Capillery mourut le 26 août 1902 ; il fut déclaré en faillite le 8 décembre de la même année ; la date de la cessation des paiements était fixée au 1^{er} Juillet 1900. Dans ces conditions, le syndic arguait de la nullité de l'endossement effectué après la date de la cessation des paiements.

La Cour de Nîmes, par arrêt du 11 mars 1904 (69), fit droit à la demande du syndic, déclarant que lorsqu'une assurance est transmise par un acte autre que l'avenant, elle est censée avoir appartenu au souscripteur jusqu'à la cession.

Sur un pourvoi en Cassation formé contre cet arrêt, la Chambre des Requêtes rendit, le 15 mai 1905 (70), un arrêt de rejet en se fondant précisément sur ce que la police avait été souscrite à l'origine sans désignation d'un bénéficiaire déterminé.

« Attendu, dit cet arrêt, que la police ne contenant
« la désignation d'aucun tiers déterminé, la stipula-

(68) DUPUICH, n° 428. — PERREAU : *Revue Critique*, 1905, p. 129 et s.

(69) D. 1905. 1. 465, S. 1905. 1. 257, J. A. 1904. 592, R. P. 1904. 281.

(70) D. 1905. 1. 465, note de M. DUPUICH, S. 1905. 1. 257, note de M. LYON-CAEN, J. A. 1905. 583, R. P. 1905. 397.

« tion faite dans ces termes est régie non par l'article 1121, mais par l'article 1122 du Code Civil ;
« que par une conséquence juridique, la créance du capital assuré était entrée dans le patrimoine de l'assuré au jour de la souscription de la police et
« demeurerait le gage commun de ses créanciers jusqu'à ce qu'il en disposât par un mode régulier de transmission.

« Attendu que Capillery ayant été déclaré en état de faillite après son décès et l'endossement ayant été opéré depuis l'époque déterminée par le Tribunal comme étant celle de la cessation des paiements, le nantissement constitué dans ces conditions était nul et sans effet relativement à la masse. »

Le système de la Jurisprudence tel qu'il apparaît à la suite de ces deux décisions fait donc une distinction entre la police souscrite au profit d'un bénéficiaire déterminé et celle souscrite sans désignation de bénéficiaire déterminé ; dans le premier cas seulement, l'endossement fait par le souscripteur vaut attribution, dans le deuxième, il ne peut valoir que cession.

Cette Jurisprudence est-elle définitive ? Nous ne le croyons pas. Nous savons, en effet, que la Jurisprudence relative à l'avenant a passé par ces deux stades. La Cour de Cassation par un premier arrêt avait reconnu le caractère attributif à l'avenant conclu à la suite d'une police souscrite dès l'origine au profit d'un tiers déterminé et c'est par la suite qu'elle a étendu cette solution au cas même où le bénéfice avait été stipulé au profit de tiers indéterminés. La même évolution doit se retrouver dans la Jurispru-

dence relative à l'endossement et c'est évidemment de la part de la Chambre des Requêtes une erreur que d'avoir maintenu une distinction entre ces deux hypothèses (71).

La question n'a du reste pas été posée à la Cour de Cassation depuis cet arrêt. Mais, si la Jurisprudence est encore à rectifier, sur ce point, la pratique n'a pas suivi la distinction faite par l'arrêt de la Chambre des Requêtes et elle n'hésite pas à faire de l'endossement un moyen d'attribution au même titre que l'avenant. Ainsi il semble certain que la Jurisprudence, si la question lui était soumise, ne croirait pas devoir maintenir la décision de la Chambre des Requêtes et ferait preuve, au contraire, d'un esprit plus large en appliquant à l'endossement toutes les solutions suivies en matière d'avenant.

Nous pouvons maintenant reprendre la formule que nous posions tout à l'heure. Nous écrivions : « Un « endossement attributif ne peut exister qu'en matière d'assurance-décès et il ne peut émaner que du souscripteur du contrat ». Reste maintenant à déterminer si l'endossement a toujours le caractère attributif, quand il se présente dans ces conditions, ou si au contraire il faut encore restreindre cette formule.

La réponse à faire à cette question variera suivant que l'on exposera la théorie de la Jurisprudence d'après les dernières décisions rendues, ou celle de la pratique.

(71) Sic. DUPUICH, n° 428. — PILON : *Rev. trim. droit civil*, 1903, p. 190. — Il est à remarquer que le jugement du Tribunal Civil de Montpellier du 11 février 1881, précité, avait reconnu le caractère attributif à l'endossement litigieux, alors que la police avait été souscrite sans désignation de bénéficiaires déterminés.

Suivant la première il n'y aurait d'endossement attributif de la police que celui émanant du souscripteur et ayant pour objet une police en cas de décès souscrite au profit d'un bénéficiaire déterminé.

Suivant la thèse de la pratique, au contraire, la formule serait celle même que nous donnions plus haut.

Il ne nous paraît pas douteux du reste que c'est cette dernière formule qui a l'avenir pour elle et que la Jurisprudence elle-même s'y rallierait si l'occasion lui en était offerte.

CHAPITRE V

Conditions de fond et de forme de la validité de l'endossement

SECTION PREMIÈRE

Conditions de fond

Quant aux conditions de fond de la validité de l'endossement, il suffit de renvoyer au droit commun : l'endossement est soumis aux seules conditions de fond de l'opération qu'il sert à réaliser. Il ne suit aucune règle particulière.

On pourrait cependant mentionner comme condition de fond de l'endossement, le caractère à ordre de la police à laquelle il s'applique. Nous avons vu, en effet, que l'endossement d'une police non à ordre est inefficace.

SECTION II

Conditions de forme

La première des conditions de forme est celle dont le nom même de l'institution est dérivé : L'endossement doit être écrit sur la police même et l'usage suivi pour les effets de commerce d'écrire l'endossement sur le dos du titre a fait ainsi nommer ce procédé de cession.

Il est du reste évident que si l'endossement des effets de commerce se fait sur le dos du titre, il n'y a là qu'un usage qui n'a rien d'impératif. Un endossement écrit sur le recto du titre serait certainement valable. La seule condition imposée est que cet endossement soit fait sur le titre lui-même (1).

(1) THALLER et PERCEROU, n° 1465. — SCOFIER : Thèse, p. 54.

Quant à la forme proprement dite de l'endossement, nous étudierons d'abord celle-ci dans le cas où l'endossement est translatif.

Avant la réforme opérée par la loi du 8 février 1922, l'article 137 du Code de Commerce énonçait comme mentions obligatoires de l'endossement : la date, la valeur fournie, le nom de celui à l'ordre de qui il est passé.

L'endossement d'une police d'assurance sur la vie devait-il obéir à ces conditions de forme ? Une controverse s'était élevée à ce sujet.

Dans certaines polices, la clause autorisant la cession par endossement se réfère expressément aux dispositions du Code de Commerce, il n'est pas douteux dans ce cas qu'on devait appliquer à ces polices les dispositions de l'article 137.

D'autres polices, au contraire, se bornaient à déclarer la propriété du contrat cessible par endossement. Cet endossement était-il régi par l'article 137 du Code de Commerce ou au contraire devait-on considérer cet article comme limité à l'endossement des effets de commerce ? L'extension de l'article 137 à l'endossement des polices sur la vie fut presque unanimement admise. Les auteurs, comme les tribunaux ont, en effet, toujours établi une analogie aussi étroite que possible entre l'endossement du Code de Commerce et celui des polices d'assurances. Aussi celui-ci ne pouvait-il échapper à la réglementation du Code de Commerce qui était considérée comme régissant les endossements de tous les titres à ordre (2).

C'est sur l'obligation de la mention de la valeur

(2) LYON-CAEN et RENAULT, T. IV, n° 157. — COUTEAU, T. II, n° 470. — LEFORT, T. II, p. 177. — DUPUICH, n° 238. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 177. — GUILLON : *Thèse*, p. 123.

fournie que s'est élevée la controverse en Doctrine et en Jurisprudence.

Cette mention était d'autant plus gênante en matière d'assurances sur la vie que très souvent les endossements qui y sont réalisés le sont à titre gratuit, ce qui a pour effet de rendre impossible d'en formuler, tout au moins d'une façon sincère l'existence.

L'assuré qui le plus souvent ignorait le texte même de l'article 137 du Code de Commerce omettait tout naturellement de faire mention d'une valeur fournie ; d'autres fois, l'assuré déclarait ouvertement que la cession qu'il faisait était basée sur des sentiments d'affection ou de reconnaissance : une telle mention ne pouvait être considérée comme exprimant la « valeur fournie ». Elle avait bien, au contraire, pour effet de rendre l'endossement nul, d'une nullité absolue en faisant apparaître son caractère de donation faite sans forme. Dans ces deux hypothèses, la plupart des décisions annulaient les endossements ainsi réalisés.

Cependant quelques assurés plus avisés songeaient à motiver par une mention apparemment régulière quoique entièrement fictive, la cession qu'ils faisaient de leur police. On trouve dans de nombreuses espèces soumises aux tribunaux des endossements portant comme indication de valeur fournie, les mentions « valeur en espèces », « valeur reçue comptant », qui cachent simplement une cession à titre gratuit comme le prouvent les débats engendrés par les litiges portant sur ces points. Malgré la fausseté de l'indication qu'ils contenaient ces derniers endossements, d'ailleurs, étaient les seuls faits sous une forme valable.

Cependant, la Jurisprudence n'a pas été unanime à appliquer rigoureusement les dispositions de l'article

137 à l'endossement des polices d'assurances sur la vie. On trouve, à côté, des décisions qui annulent les endossements où la mention de la valeur fournie faisait défaut (3), d'autres décisions qui au contraire valident des endossements atteints de cette même cause de nullité, en cherchant à appuyer leur solution sur des motifs d'ailleurs juridiquement fort critiquables (4).

Dans une espèce, jugée par la Cour de Riom (5), l'endosseur avait mentionné dans l'endossement qu'il cédait la police à sa femme « pour l'aider à élever ses six enfants », il n'y avait pas là mention régulière d'une valeur fournie. Cependant, la Cour de Riom a décliné la charge imposée à la bénéficiaire, cause de la libéralité de l'endosseur (6).

D'autres décisions déclaraient que la mention de la valeur fournie n'était pas exigée, quand il s'agit d'un endossement à titre gratuit, puisque, disaient-elles, il est impossible de mentionner la fourniture d'une valeur en ce cas. Le législateur, par l'article 137 du Code de Commerce, n'a pu réglementer que l'endossement à titre onéreux, puisque la formalité qu'il déclare obligatoire devient impossible, quand il s'agit d'un endossement à titre gratuit (7).

S'il est vrai que la mention de la valeur fournie est bien impossible quand l'endossement est à titre

(3) Trib. Civ. Seine, 18 avril 1866, D. 1893. 1. 178. — Trib. Comm. Seine, 23 octobre 1875, D. 1878, 2. 19.

(4) Un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 31 mai 1887 (J. A. 1887. 303) déclare l'article 137 inapplicable à l'endossement des polices d'assurance.

(5) Riom, 23 janvier 1889, D. 1893. 1. 177, note de M. DUPUICH.

(6) Voir encore Angers, 28 décembre 1881, D. 1883. 2. 105.

(7) Paris, 13 mai 1867, D. 1893. 1. 178. — Trib. Civ. Seine, 14 avril 1896, et Paris, 12 mai 1898, D. 1899. 2. 313.

gratuit, on peut se demander si les conclusions que cette Jurisprudence en tire sont exactes. Il faut, croyons-nous, interpréter la loi tout autrement : si la mention d'une valeur fournie est impossible, nous n'en devons pas déduire que l'article 137 est étranger à notre matière, mais au contraire, il faut d'abord appliquer, quoi qu'il arrive, l'article 137, d'où il suit que la mention d'une valeur fournie étant impossible en cas d'endossement à titre gratuit, l'endossement ne peut pas servir à réaliser d'autres cessions que des cessions à titre onéreux ou du moins, ne peut réaliser un endossement à titre gratuit qu'en mentionnant mensongèrement l'existence d'une valeur fournie (8).

La Jurisprudence aurait dû d'ailleurs, en se basant sur l'article 931 du Code Civil, annuler tous ces endossements qui contrevenaient à la règle de la solennité des donations.

Ces décisions de Jurisprudence s'expliquent donc uniquement par le souci de maintenir des endossements que l'équité ordonnait de respecter.

Cependant, un tempérament avait été apporté, en matière même d'effets de commerce à la rigueur de la règle exigeant la mention de la valeur fournie : les auteurs et la Jurisprudence admettaient, en effet, que lorsque un endossement était irrégulier, le cessionnaire avait le droit de prouver la réalité de la valeur fournie, bien que l'endossement n'en fit pas mention (9).

Ce tempérament, pour équitable qu'il paraissait, n'en aurait pas moins présenté certains inconvénients

(8) DUPUICH, n° 248. — SCOFIER : Thèse, p. 214.

(9) LEFORT, T. II, p. 129.

pour les tiers si on avait admis que la validité de l'endossement pouvait être établie à leur encontre ; aussi, était-on unanime à décider que la preuve de la réalité de la valeur fournie ne pouvait être faite que contre l'endosseur ou ses ayants cause à titre universel (10).

L'application de ce principe a été faite à la matière de l'assurance sur la vie ; les tribunaux ont autorisé le cessionnaire bénéficiaire d'un endossement irrégulier à faire la preuve, contre l'endosseur tout au moins, qu'une contre-valeur avait bien été fournie par lui (11).

Dans une espèce même, la Jurisprudence a donné de ce principe une application nouvelle et toute spéciale à la matière de l'assurance sur la vie (12) : elle a admis, en effet, que la contre-valeur fournie par le cessionnaire pouvait être représentée par les primes qu'il avait payées, c'est-à-dire par une valeur reçue par un tiers et non par l'endosseur. Il est vrai que dans cette espèce toutes les primes avaient été payées dès le début par le bénéficiaire, de telle manière que l'endosseur n'avait, en fait, fourni lui-même aucune valeur en endossant une police dont le capital était le fruit des seuls paiements du bénéficiaire.

Un jugement du Tribunal de Lyon, du 8 novembre 1899 (13), nous montre une application non moins curieuse de cette jurisprudence. Ce jugement, en effet,

(10) LYON-CAEN et RENAULT, T. IV, n° 148. — SCOFIER : Thèse, p. 57 et 210.

(11) Trib. Civ. Seine, 12 janvier 1884, J. A. 1884. 271. — Trib. Com. Seine, 18 novembre 1892, et Paris, 20 février 1894, D. 1895. 2. 401, note de M. DUPUICH.

(12) Trib. Civ. Narbonne, 28 juin 1895, et Montpellier, 7 mai 1900, D. 1904. 2. 169, note de M. DUPUICH.

(13) D. 1904. 2. 171.

admet que le défaut de mention valeur fournie, peut être corrigé par la preuve de l' « animus donandi » de l'endosseur.

Cette décision ne peut se justifier que si l'on admet que l'endossement peut valablement servir à réaliser une donation apparente, ce qui semble contraire tant à l'article 137 du Code de Commerce qu'à la règle de la solennité des donations.

La sanction de l'omission d'une des mentions obligatoires de l'endossement était indiquée par l'ancien article 138 du Code de Commerce qui décidait :

« Si l'endossement n'est pas conforme aux dispositions de l'article précédent, il n'opère pas le transport ; il n'est qu'une procuration. »

Cet article était-il applicable à l'assurance sur la vie ? La solution qu'il adoptait et qui était critiquée en matière même d'effets de commerce, devenait tout à fait injustifiable en notre hypothèse. S'il est, en effet, courant d'endosser des effets de commerce à titre de procuration, un tel endossement, au contraire, sans être impossible, est en fait inconnu et invraisemblable dans l'assurance sur la vie. Pourquoi alors attribuer un tel effet à l'endossement irrégulier d'une police d'assurance sur la vie ? Ce texte semblait donc rationnellement étranger à notre matière. Cependant, certaines décisions n'ont pas cru pouvoir le rejeter. L'endossement devait être régi en tous les points par le Code de Commerce, il fallait appliquer l'article 138 même pour l'endossement d'une police d'assurance sur la vie (14).

La Cour de Paris par arrêt du 13 décembre 1876 (15)

(14) Sic. DUPUICH, n° 244. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 119.

(15) D. 1878. 2. 19.

et le Tribunal de Commerce de la Seine par jugement du 18 novembre 1892 (16) ont admis que l'endossement irrégulier valait pour le cessionnaire mandat de toucher le capital. Et la première de ces décisions est allée jusqu'à déclarer que le mandat ainsi donné subsistait malgré la mort de l'assuré puisqu'il était destiné à prendre effet seulement à cette date (17).

Cependant, la même Cour de Paris, sur appel du jugement précité du 18 novembre 1892 (18) a, au contraire décidé plus exactement que l'endossement irrégulier ne pouvait valoir procuration vu l'invraisemblance d'une pareille opération.

Actuellement, depuis la réforme apportée par la loi du 8 février 1922 ces difficultés ne peuvent plus se présenter, puisque maintenant l'endossement ne comporte plus, comme mention obligatoire, que la signature de l'endosseur. Ainsi, on peut dire qu'aucune condition de forme n'est plus requise, la signature étant bien plutôt un élément essentiel, sans quoi il ne peut y avoir rationnellement d'endossement.

Ce régime sera-t-il durable pour l'endossement des polices d'assurances ? Il est possible qu'il soit remplacé par une disposition du projet de loi de 1925 qui rétablit certaines exigences de l'article 137 du Code de Commerce. En effet, aux termes de l'article 61 de ce projet, l'endossement devra mentionner la date, le nom du bénéficiaire et la signature de l'endosseur. Cette disposition, qui marque une réaction sur la législation de 1922, n'est pas justifiée par l'exposé des motifs. Peut-être est-elle née du désir de donner une

(16) D. 1895. 2. 401.

(17) Sic. Trib. Civ. Seine, 27 octobre 1896, J. A. 1897. 28.

(18) Paris, 20 février 1894, D. 1895. 2. 401.

certaine sécurité aux négociations dont peut faire l'objet une police d'assurance sur la vie ?

La loi qui prohibe l'assurance sur la vie au porteur, alors que cette forme est autorisée en ce qui concerne les autres espèces d'assurances, a peut-être cru devoir compléter cette disposition par l'interdiction de l'endossement en blanc puisqu'un titre endossé en blanc circule aussi facilement qu'un titre au porteur. Cependant la crainte de voir la police endossée en blanc passer de mains en mains n'est pas fondée, puisque toute cession de la police d'assurances sur la vie doit, aux termes de l'article 57 du même projet être approuvée par l'assuré.

La règle édictée par le projet de loi si elle est adoptée risque fort d'ailleurs, de rester aussi impuissante devant les faits que l'était celle correspondante du Code de Commerce. Les porteur successifs d'une police d'assurance pourraient, en effet, sans difficulté régulariser l'endossement en inscrivant les mentions manquantes.

Les explications précédentes se réfèrent à l'endossement translatif. Il faut examiner, maintenant, les conditions de forme de l'endossement attributif.

La Jurisprudence ne s'est jamais prononcée sur celui-ci ; en effet, peu de décisions ont admis l'existence de l'endossement attributif et dans aucune des espèces où ce caractère a été reconnu à l'endossement, il ne s'est pas présenté de difficultés quant à la forme suivant laquelle ils avaient été réalisés.

On peut se demander, cependant, si la Jurisprudence aurait étendu, à cette espèce très particulière d'endossement, les règles du Code de Commerce. L'endossement attributif est trop éloigné, semble-t-il,

des autres espèces d'endossements pour qu'on puisse lui appliquer les règles créées pour ceux-ci. Il sert, en effet, à réaliser une stipulation pour autrui, c'est-à-dire qu'il ne fait que désigner le tiers bénéficiaire du contrat d'assurances. Il faudra donc déclarer que toutes les fois que le tiers sera désigné d'une façon suffisamment claire, l'endossement sera valable.

On pourrait trouver du reste, dans la Jurisprudence, des décisions qui, si elles ne résolvent pas directement cette question apportent à notre problème, un élément très intéressant de solution.

Il s'agissait, dans ces espèces, de mentions mises sur des polices qui ne présentaient pas le caractère à ordre. Ces mentions très succinctes ne répondaient pas aux conditions de forme de l'endossement ; un endossement en tant que tel, aurait d'ailleurs été inefficace dans de pareilles polices. La Jurisprudence n'a pas hésité à valider ces mentions apposées sur le titre, y voyant un procédé valable d'attribution de la police, puisque le tiers était par ce moyen désigné de façon claire et sans doute possible (19).

Si une pareille mention se trouvait portée sur un titre à ordre, il n'y aurait aucune raison de ne pas la considérer comme valable, ce qui revient à dire, semble-t-il, qu'un endossement attributif peut se réaliser sans les formes de l'article 137 (20).

Ce raisonnement, cependant, ne nous semble pas irréprochable. Il y a, en effet, une différence entre une mention attributive et un endossement attributif ; la première se borne à conférer au tiers la qualité de bénéficiaire ; l'endossement attributif, lui, non seule-

(19) Trib. Civ. Seine, 18 février 1875, J. A. 1876. 376.

(20) DUPUICH, n° 250.

ment confère à l'endossataire la qualité de bénéficiaire, mais encore il lui donne le droit de disposer à son tour de la police par un nouvel endossement. On ne peut donc pas confondre mention attributive et endossement attributif. L'endossement attributif devra donc, comme l'endossement translatif, répondre aux conditions de forme de l'endossement.

Actuellement, ces conditions se réduisent, nous le savons pratiquement à rien, mais en cas d'adoption du projet de 1925, la même question se poserait.

Il n'y a pas de doute, en effet, que les dispositions de ce projet qui réglementent la forme de l'endossement s'étendent aux endossements attributifs comme aux endossements translatifs. Mais la Jurisprudence dont nous venons de parler n'en serait pas moins toujours possible, il faudrait alors distinguer entre l'endossement soumis à des formes et la mention sur le titre, procédé innommé, né de la liberté des conventions, qui peut servir à réaliser une attribution sans être à proprement parler un endossement.

CHAPITRE VI

Effets de l'endossement tenant à sa forme

Nous avons étudié déjà les effets tenant à la forme à ordre du titre ; dans le chapitre consacré à la nature juridique de l'endossement, nous avons été amenés à examiner les conséquences de l'opération juridique réalisée par lui ; il nous reste maintenant à traiter des effets tenant à la forme même de l'endossement, quelle que soit du reste l'opération juridique qu'il réalise. C'est là une des questions de notre sujet où règne parmi les auteurs, et aussi dans les quelques décisions rendues sur ce point par la Jurisprudence, la plus grande incertitude.

Les contradictions que nous relèverons entre les différentes théories proposées pour résoudre le problème des effets d'endossements proviennent des idées différentes que l'on peut se faire sur le régime légal auquel sont soumis les titres à ordre.

On peut, en effet, concevoir que l'insertion de la clause à ordre dans un titre de créance a pour effet de rendre applicable à ce titre toutes les règles que l'on trouve formulées par la loi à l'égard des titres à ordre qu'elle a étudiées. Or, nous le savons, les seuls titres à ordre réglementés par la loi sont les effets de commerce ; ce sont donc les règles contenues dans le titre du Code de Commerce qui étudie la lettre de

change et le billet à ordre que l'on devra systématiquement appliquer à la police à ordre (1).

On peut, au contraire, voir dans la clause à ordre une modalité de la convention n'entraînant que des effets réduits à ce que la logique et l'intention des parties réclament. Les textes du Code de Commerce relatifs à la lettre de change et au billet à ordre ne régiront donc pas de plein droit un titre contenant la clause à ordre (2).

Pour les auteurs défendant le premier système, il n'y a qu'un espèce de titre à ordre ; tous suivent les mêmes règles. Pour les autres, au contraire, il y a autant d'espèces différentes de titres à ordre que d'espèces mêmes de titres empruntant la forme à ordre ; pour ces derniers auteurs, seuls s'appliqueront indifféremment à toutes les différentes sortes de titres à ordre, les règles que la force même de la logique impose.

On n'a pas manqué de reprocher à cette dernière opinion l'arbitraire auquel elle aboutit. Comment a-t-on dit, déterminer les conséquences que l'endossement doit logiquement entraîner par sa forme même ; comment distinguer parmi les règles du Code de Commerce celles qui devront être considérées comme ne s'appliquant pas au titre à ordre autre que les effets de commerce ?

Il faut, au contraire, disent ces auteurs, éviter toutes ces appréciations trop subtiles en faisant application à tout titre à ordre des textes régissant les effets de commerce puisque ce sont eux qui constituent le type du titre à ordre légal (3).

(1) BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 34.

(2) COUTEAU, T. II, n° 480. — HERBAULT, nos 216 et s. — THALLER et PERCEROU, n° 1500.

(3) SCOFIER : *Thèse*, p. 59.

Ce système, à vrai dire, n'écarte peut-être pas l'arbitraire autant qu'il le voudrait. Il est, en effet, bien impossible de faire application à tous les titres à ordre des textes du Code de Commerce relatifs aux lettres de change et aux billets à ordre. Parmi eux, en effet, il y en a qui seraient à peu près inapplicables à un titre à ordre d'autre espèce et il y en a d'autres qui, sans être inapplicables, seraient véritablement déplacés quand il s'agit d'un autre titre. Ainsi, même dans ce dernier système, doit-on faire un choix entre les textes régissant les seuls effets de commerce et ceux régissant tous les titres à ordre (4).

On voit en somme, que ces deux systèmes partis de principes fort opposés, en arrivent à des conclusions à peu près identiques ; le premier dit : « Il faut
« appliquer tous les textes légaux qui régissent le
« fonctionnement des titres à ordre, mais parmi eux
« on écartera ceux qui s'expliquent autrement que
« par la forme à ordre du titre. »

Les autres auteurs disent : « On ne doit appliquer
« aux titres à ordre autres que ceux prévus par la
« loi, que les règles légales qui s'imposent logique-
« ment. »

Le résultat, on le voit, de l'une comme de l'autre opinion, est de faire un choix entre les règles légales ; les premiers auteurs seulement auront sans doute tendance à appliquer le plus grand nombre possible des règles contenues dans la loi ; les autres, au contraire, se montreront moins scrupuleux pour rejeter les textes qui leur paraissent déplacés dans l'espèce de titre à ordre en question.

(4) BAILLY : *Trans. du bénéf.*, n° 33. — SCOPIER : Thèse, p. 50.

C'est par là que la différence des idées juridiques se fera sentir.

S'il faut faire un choix entre ces deux théories, nous adopterons plus volontiers la seconde. Pourquoi, en effet, décider que les règles que la loi a données au sujet des effets de commerce, constituent le droit commun des titres à ordre ? La vérité, au contraire, c'est que le titre à ordre, en tant que tel, n'a jamais été l'objet de l'attention spéciale du législateur. Celui-ci n'a pris soin de réglementer que l'espèce du titre à ordre répandue au jour où il légiférerait et les règles qu'il a données s'inspirent plus souvent de la nature propre de l'institution des effets de commerce que de la forme à ordre qu'ils revêtent.

Cependant, nous avouons que cette idée, pour logique qu'elle nous paraît, semble se heurter à des résistances de la Doctrine et de la Jurisprudence. Il semble à beaucoup d'esprits aventureux de créer un titre à ordre qui ne trouve pas son soutien dans la loi et qui est, au contraire, le produit presque pur de la volonté créatrice des contractants (5).

Pour reconnu, en effet, que soit le principe de l'autonomie de la volonté, la tendance naturelle des juristes est de trouver à chaque manifestation quelque peu nouvelle de la vie juridique, un précédent régi par la loi ; il a paru, en particulier, invraisemblable que les rédacteurs d'une clause déclarant un titre cessible par endossement n'aient pas eu en vue l'en-

(5) LYON-CAEN et RENAULT, T. IV, n° 157 : « Les règles des articles 136 à 138 du C. de Com. relatives à la clause à ordre, aux formes et aux effets de l'endossement, sont applicables à la lettre de change et au billet à ordre (art. 187 C. Com.). Elles doivent être aussi appliquées à tous les titres à ordre par cela même que, pour eux, aucune loi n'y apporte de dérogation ».

dossement du Code de Commerce avec toutes ses particularités.

C'est là, semble-t-il, ce qui a entraîné la majorité des auteurs et une partie de la Jurisprudence, du reste peu abondante sur ce point, à attribuer à l'endossement d'un titre à ordre quelconque tous les effets de l'endossement des effets de commerce.

Il fallait cependant écarter, et sur ce point tout le monde était d'accord, certaines règles insérées dans le Code de Commerce et qui ne pouvaient se justifier qu'en matière d'effets de commerce.

Parmi ces règles spéciales à ces derniers titres, on était à peu près unanime à ranger : la prescription de cinq ans, les règles du protêt, de la retraite, la déchéance du porteur négligent, la compétence exclusive des Tribunaux de commerce (6).

Mais, au contraire, les auteurs partisans de l'application des textes du Code de Commerce, rangeaient parmi les effets de l'endossement que l'on doit retrouver dans tous les titres à ordre : la validité *erga omnes* de l'endossement, l'inopposabilité des exceptions, les règles relatives à la saisie-arrêt des titres à ordre, la garantie solidaire des endosseurs successifs (7).

Parmi les auteurs qui ne veulent retenir des effets de l'endossement, tels que les décrit le Code de Commerce, que ceux qu'impose la logique, les plus absolus ont rejeté toutes les règles autres que la première (8); pour eux, l'endossement des polices à ordre est valable *erga omnes*, mais l'assureur peut opposer à un endossataire toutes les exceptions qu'il aurait pu

(6) SCOFIER : Thèse, p. 50. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 33.

(7) SCOFIER : Thèse, p. 51. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n°s 53 et s.

(8) HERBAULT, n°s 216 et 217. — THALLER et PERCEROU, n°s 1500 et s.

opposer à un porteur intermédiaire, mais la police sera soumise au droit commun quant à la saisie-arrêt et les endosseurs ne seront pas garants solidaires du paiement à l'échéance.

Ce système, qui a nos préférences, simplifie on le voit, grandement, l'étude des effets de l'endossement ; il nous suffirait, si on l'appliquait, de dire ici que l'endossement opère une cession valable et opposable à tous, mais soumise à toutes les règles qui s'appliquent à une cession de créance du droit commun.

Nous devons cependant, puisque l'opinion opposée est défendue par de bons auteurs, examiner quelles seront les conséquences dans le contrat d'assurances sur la vie de l'application des principes que nous indiquions plus haut, c'est-à-dire de l'inopposabilité des exceptions, des règles relatives à la saisie-arrêt et de la garantie solidaire des endosseurs successifs.

Nous avons d'ailleurs à étudier d'abord l'effet de l'endossement que les auteurs s'accordent unanimement à tenir pour réalisé dans tous les titres à ordre, c'est-à-dire la validité *erga omnes* de l'opération accomplie par l'endossement (9). Cette question se confond avec le problème de la légalité de la clause à ordre en matières d'assurance sur la vie : c'est, en effet, sur l'opposition aux tiers de l'endossement que portaient les critiques des auteurs qui se refusaient à voir la clause à ordre insérée dans la police d'assurance sur la vie, la validité de l'endossement entre les parties n'ayant d'ailleurs pas été mise en doute.

Ce premier effet de l'endossement ne peut donc être dénié par aucun de ceux qui reconnaissent la légalité

(9) DUPUICH, n° 243. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 53.

de la clause à ordre insérée dans une police d'assurance.

C'est pourquoi on peut être étonné de la clause suivante qui figurait dans certaines polices anciennes : « à l'égard des tiers, déclarait cette clause, la « loi indique d'autres formalités », c'est-à-dire d'autres formalités que l'endossement. Il semble étrange de voir les rédacteurs d'une police lui donner la forme à ordre, tout en ayant, d'autre part, des scrupules sur la légalité de la clause à ordre qu'ils avaient eux-mêmes insérée, au point de déclarer légalement obligatoires, à l'égard des tiers, des formalités supplémentaires à l'endossement.

Cette clause, avec son caractère énigmatique, semble être une simple formule de prudence de la part de ses auteurs. Dans le doute où ils étaient de la parfaite efficacité du moyen de cession qu'ils avaient adopté, ils ont voulu, par une formule à dessein vague et générale, se couvrir à l'égard des assurés qui useraient de la faculté qui leur était donnée, contre les inconvénients que l'emploi de l'endossement viendrait à révéler.

La Jurisprudence à eu quelquefois à connaître de cette clause ; certaines décisions ont cru devoir rendre obligatoire cette prescription et l'ont considérée comme un renvoi à l'article 1690 dont les formalités devaient donc être accomplies (10) ; mais d'autres arrêts ont, à plus juste raison à notre avis, décidé que cette formule ne pouvait être considérée comme une stipulation pour autrui dont les tiers pouvaient

(10) Trib. Com. Seine, 17 décembre 1855, D. 1857. 2. 134, S. 1857. 2. 186. — Trib. Civ. Seine, 31 août 1877, D. 1879. 2. 130.

se prévaloir (11). En effet, cette clause a un caractère plutôt indicatif qu'impératif ; elle donne un conseil ou un renseignement plutôt qu'un ordre. Du reste, elle est inexacte puisque les formalités auxquelles elle fait allusion n'existent pas. Nous avons vu, en effet, que l'article 1690, qui est le seul texte que l'on puisse considérer comme visé par cette clause, ne peut s'appliquer aux titres à ordre. La loi n'indique donc aucune formalité supplémentaire (12). L'endossement suffit à transmettre la police à l'égard de tous.

Cependant, nous avons vu qu'en une hypothèse tout au moins, l'endossement devait s'accompagner d'une formalité supplémentaire, c'est quand il émane d'un autre que de celui sur la tête de qui l'assurance repose ; le consentement de l'assuré doit être alors sollicité pour la validité de la cession opérée par cet endossement.

L'endossement, bien qu'opposable aux tiers, ne peut cependant leur imposer des obligations nouvelles. La question s'est posée à propos de la déchéance ou de la réduction du capital du contrat, survenues à la suite du non paiement des primes, et dont les Compagnies se prévalaient à l'encontre de cessionnaires par endossement. Ceux-ci prétendaient que la Compagnie aurait dû les mettre en demeure de payer, avant de pouvoir se prévaloir du non paiement des primes. La Jurisprudence a repoussé cette prétention, en déclarant que l'endossement qui rend le cessionnaire créancier du capital, ne le

(11) Paris, 18 février 1857, D. 1857. 2. 104, S. 1857. 2. 186. — Paris, 2 avril 1879, D. 79. 2. 130.

(12) Sic COUTEAU, T. II, n° 461. — HERBAULT, n° 213. — Contra SCOFIER : Thèse, p. 205 et s.

rend pas débiteur des primes à l'égard de la Compagnie d'assurances (13).

Le deuxième effet que l'on attribue à l'endossement (14) du titre à ordre est l'inopposabilité des exceptions par le débiteur au porteur du titre (15). Son application au cas de l'endossement d'une police d'assurances sur la vie est, nous le savons, contestée par certains auteurs dont nous partageons l'opinion (16).

Cette règle paraît bien, en effet, être issue du fonctionnement des effets de commerce et être destinée à en faciliter la circulation. Cependant, puisque l'opinion contraire est fortement représentée, nous allons étudier quelles seraient les conséquences de l'application de ce principe à notre matière.

Cette règle dans les effets de commerce a pour résultat que le tiers débiteur ne peut opposer au porteur les exceptions qu'il aurait pu opposer au tireur ou à un porteur intermédiaire.

Nous n'avons pas à analyser ici les explications juridiques que l'on a essayé de donner de ce principe ; aucune d'entre elles n'a d'ailleurs reçu une approbation unanime. Il nous suffira d'exposer, pour montrer l'étendue du principe de l'inopposabilité appliqué aux effets de commerce, quelles sont les exceptions qui échappent à son empire.

(13) Trib. Civ. Seine, 9 juin 1883, R. P. 1883. 127. — Paris, 20 janvier 1888, D. 1889. 270, S. 1889. 2. 97. — Cass. Req., 5 août 1889, S. 1891. 1. 335. — Trib. Civ. Corbeil, 18 octobre 1917, R. P. 1918. 335. — Trib. Civ. Seine, 28 octobre 1922, R. P. 1923. 209. — Dans cette dernière espèce, le système de la Jurisprudence s'est retourné contre la Compagnie d'Assurance, qui réclamait le paiement des primes échues pendant la durée des hostilités et soumises au régime du moratorium.

(14) Il y a là, du reste, une règle purement coutumière, sur laquelle le Code de Commerce reste complètement muet.

(15) DUPUICH, n° 251 et s. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 57. — PICHON : *Thèse*, p. 358 et s.

(16) THALLER et PERCEROU, n° 1503. — HERBAULT, n° 217.

Le tiré peut d'abord certainement opposer au porteur les exceptions qui sont personnelles à celui-ci ; en conséquence, il pourra lui opposer également les exceptions tenant à la personne d'un précédent porteur dont le porteur actuel est un ayant cause à titre universel.

Le tiré peut aussi opposer au porteur : d'abord les exceptions tenant aux énonciations même du titre (16^a) ; ainsi si une des mentions obligatoires manque sur la lettre de change, le tiré pourra opposer cette nullité au porteur qui réclame le paiement ; le tiré pourra opposer les nullités qu'il aurait pu opposer au porteur précédent, si le porteur actuel est de mauvaise foi. Il y a d'ailleurs bien des difficultés à définir cette mauvaise foi ; suivant l'opinion la plus sûre, sera de mauvaise foi le porteur qui, de connivence avec le précédent porteur, se sera fait endosser la traite, pour la faire échapper à l'exception qui aurait fait refuser le paiement au porteur précédent.

Les exceptions tenant à la nullité originelle du titre soulèvent de grandes difficultés ; certains auteurs prétendent que le titre étant dès l'origine nul, n'a pu faire l'objet d'aucun endossement valable et que par suite la règle de l'inopposabilité des exceptions ne peut être mise en cause ; la nullité originelle du titre pourra donc être opposée à tout porteur même de bonne foi. Mais d'autres auteurs font observer, à juste titre, selon nous, qu'une pareille solution ôterait son principal intérêt à la règle de l'inopposabilité des exceptions en imposant au preneur d'un effet de commerce les vérifications que ce principe était précisément destiné à lui éviter.

(16^a) LACOUR et BOUTERON, n° 1291.

La nullité originelle du titre ne doit donc pas pouvoir être opposée au porteur plus qu'une cause de nullité survenue après la création du titre (17).

Suivant une autre opinion encore, le porteur pourrait se voir opposer l'exception de violence qui agit *in rem*, mais non l'erreur qui agit *in personam*. Ce système tombe évidemment sous le coup des mêmes critiques que le précédent (18).

Ainsi, nous admettrons en principe que les nullités originelles ne peuvent être opposées au porteur.

Les caractères du principe de l'inopposabilité des exceptions en matière d'effets de commerce étant ainsi précisés, que deviennent-ils quand ce principe est appliqué à la matière des assurances sur la vie.

Pour certains auteurs, nous l'avons vu, il doit être transporté tel quel du Code de Commerce à l'assurance sur la vie. L'assureur ne devrait être autorisé à opposer aucune exception de celles qu'il pouvait opposer à l'assuré ou à un porteur précédent : c'est ainsi que l'assureur ne pourrait se prévaloir ni d'une réticence de l'assuré, ni du non paiement des primes; le porteur, malgré la déchéance du contrat à l'égard de l'assuré, serait en droit d'exiger le paiement à l'échéance.

Cependant, même si l'on admet l'application du principe de l'inopposabilité à notre matière, on peut se demander s'il jouera ici de la même façon que dans la matière des effets de commerce. En d'autres termes, il faut rechercher si certaines exceptions ne continueront pas, malgré l'application à l'endossement des polices d'assurances sur la vie du principe

(17) THALLER et PERCEROU, n° 1469.

(18) THALLER et PERCEROU, n° 1471.

de l'inopposabilité, à être opposables au porteur bénéficiaire de l'endossement.

Sans aucun doute, toutes les exceptions que les auteurs et la Jurisprudence s'accordent à déclarer opposables au porteur d'un effet de commerce, seront de même opposables au porteur d'une police (19).

C'est ainsi que l'assuré pourra opposer les exceptions personnelles au porteur, celles tenant à la personne d'un porteur dont le porteur actuel est l'ayant cause à titre universel, celles à l'égard desquelles le porteur actuel est de mauvaise foi ; sur ces points, il ne se présentera aucune difficulté spéciale d'application.

Mais l'assureur pourra opposer aussi les exceptions tenant à l'aspect extérieur du titre et suivant certaines opinions, celles tenant à la nullité originaire du contrat. Quelle sera l'étendue de l'application de ces règles à notre matière ?

On a voulu voir dans l'exception fondée sur la réticence ou les fausses déclarations de l'assuré une exception basée sur les énonciations mêmes du titre, puisque la police contient une clause déclarant l'assuré ou le bénéficiaire déchu en cas de réticence ou de fausses déclarations. Nous ne croyons pas qu'il en soit ainsi (20).

En effet, l'exception que l'assureur tire de l'inexactitude des déclarations de l'assuré ne ressort pas des énonciations de l'acte. Ce qui se trouve sur la police, c'est une clause des conditions générales déclarant que l'assuré est déchu, s'il s'est rendu coupable de réticences ou de fausses déclarations au moment de

(19) SCOTIER : Thèse, p. 70.

(20) SIC PICHON : Thèse, p. 375.

la conclusion du contrat ; mais rien n'avertit le preneur que la police qui lui est transmise tombe sous le coup de cette clause. Pour que le débiteur pût opposer cette exception, il faudrait que la nullité fût apparente par le seul aspect du titre ; ici, au contraire, cette nullité résulte d'actes ou de faits qui se sont passés en dehors du titre. Les exemples donnés par les auteurs de droit commercial montrent suffisamment que, pour eux, c'est l'irrégularité matérielle du titre lui-même qui peut seule être opposée au porteur : c'est ainsi qu'ils supposent que l'effet de commerce ne contient pas une des mentions obligatoires, ou qu'un endossement est irrégulier (21). Ici, il s'agit d'autre chose, le titre est régulier, mais la réalité ne correspond pas à ses énonciations. Or, il est certain que le preneur ne doit pas avoir à vérifier l'exactitude des faits mentionnés sur le titre ; à supposer, par exemple, qu'un endossement ait été, avant la loi de 1922, causé « valeur en marchandises », l'inexactitude de cette mention ne pourrait certainement pas être opposée au porteur.

Peut-on voir alors, dans la réticence ou dans les fausses déclarations, des vices originaires du contrat qui, selon certains auteurs, seraient opposables à tout porteur ? (22). On sait que le système qui veut faire du dol une exception échappant à la règle de l'inopposabilité est combattu par de nombreux auteurs, mais ici-même, nous croyons qu'il est impossible d'assimiler ces causes de déchéances à un vice originnaire du contrat en entraînant la nullité.

L'assureur, en opposant la réticence ou les fausses

(21) LYON-CAEN et RENAULT : *Précis*, n° 602. — THALLER et PERCEROU, n° 1471.

(22) Voir PICHON : *Thèse*, p. 375.

déclarations de l'assuré au porteur, ne se prévaut pas, en effet, d'une nullité du contrat : les auteurs qui ont dit que les réticences et les fausses déclarations de l'assuré annulaient originellement le contrat ont mal analysé le fonctionnement de l'assurance sur la vie. Le contrat n'est pas annulé par ces faits, il y a seulement déchéance au profit de la Compagnie contre l'assuré. La meilleure preuve que ce contrat n'est pas nul, c'est que les primes payées à la Compagnie lui sont acquises et que, s'il s'agissait d'une autre espèce d'assurance que l'assurance sur la vie, les primes à échoir seraient encore dûes à la Compagnie.

L'opinion qui accorde à l'assureur le droit de se décharger du paiement parce que l'endossement n'a pu transférer au porteur un droit naissant d'un contrat qui n'a jamais eu d'existence, est donc juridiquement inexacte.

Certains auteurs alors ont prétendu justifier la possibilité pour l'assureur d'opposer cette exception parce que, disaient-ils, l'exactitude des déclarations de l'assuré est une condition à laquelle est soumise la validité du contrat (23) ; si les risques ne sont pas réellement les mêmes que ceux que l'assureur pouvait présumer à la suite des déclarations de l'assuré, le contrat est nul parce que la condition à laquelle il était soumis n'est pas réalisée ; par suite, l'endossement n'a pu transmettre aucun droit valable au porteur.

Ce système ne peut se soutenir : il est juridiquement inexact de considérer comme une condition un événement antérieur à la conclusion du contrat ; une condition est, par définition, aux termes de l'art. 1168

(23) Voir PICHON : Thèse, p. 375.

du Code Civil, « un événement futur et incertain » ; les déclarations faites par l'assuré dont l'inexactitude tombe sous le coup de la clause des conditions générales, constituent l'événement qui rend nulle l'assurance ; il est bien évident que cet événement n'est ni futur, ni incertain. Il ne peut donc constituer une condition à laquelle est suspendue l'existence du contrat.

Ce système, d'ailleurs, comme le précédent, fait encore une analyse inexacte des conséquences de la réticence ou des fausses déclarations, qui entraînent non la nullité ou l'inexistence du contrat, mais seulement la déchéance de l'assuré ; or, une condition résolutoire, quand elle joue, aboutit bien à l'annulation du contrat qui est censé n'avoir eu aucun effet dès son origine ; elle ne se borne pas à affecter seulement les droits de l'un des contractants.

Est-ce donc à dire que la Compagnie ne peut opposer au bénéficiaire d'un endossement les réticences ou les fausses déclarations de l'assuré ? Cette question est grave et la résoudre dans le sens de l'inopposabilité serait entraver sérieusement le fonctionnement de l'assurance sur la vie.

Admettre que le bénéficiaire d'un endossement n'est pas susceptible de se voir opposer les agissements de l'assuré, c'est rompre l'équilibre du contrat, puisque l'assurance sera ainsi obligée de couvrir des risques plus considérables que ceux auxquels correspond la prime.

L'équité s'oppose encore à un pareil résultat. Il serait, suivant ce système, facile à l'assuré qui craint de se voir opposer la déchéance de conserver le bénéfice du contrat ; il n'aura qu'à endosser sa police à

un complice qui recevra le paiement pour son compte, pour échapper aux conséquences de ses fausses déclarations. Sans doute, la Compagnie aura le droit d'établir la mauvaise foi du porteur et sa connivence avec l'assuré. Mais en fait, une telle preuve, qui est toujours à sa charge, lui sera souvent difficile, sinon impossible. Il lui faudra donc acquitter le paiement d'un capital qui n'était équitablement pas dû.

Il faut observer que la question de l'inopposabilité des exceptions n'a jamais été posée devant les tribunaux à propos d'assurances sur la vie. On trouve cependant, dans la Jurisprudence, des espèces où les parties auraient pu appuyer leur prétentions sur ce principe ; mais elles n'ont jamais, en fait, semble-t-il, utilisé ce moyen. Aussi, les décisions rendues dans ces conditions laissent complètement de côté le principe de l'inopposabilité des exceptions, sans qu'on puisse les invoquer pour en conclure que la Jurisprudence se refuse à appliquer le principe de l'inopposabilité en notre matière (24).

Le problème s'est cependant présenté devant la Cour de Cassation à propos des Assurances Maritimes.

Dans une première affaire il s'agissait de l'assurance de marchandises chargées sur un navire déclaré à la police être de première catégorie, alors qu'il était en réalité de deuxième catégorie ; cette assurance avait été contractée pour le compte de qui il appartiendrait et endossée à l'acheteur des marchandises. Le navire ayant péri, celui-ci, dont la bonne foi n'était

(24) On peut citer, comme espèce particulièrement caractéristique, un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 7 juin 1888 (R. P. 1888. 190, J. A. 1888, 482) qui rejette la demande de paiement du capital de l'assurance formée par un cessionnaire par endossement, pour la raison que l'assuré s'était suicidé.

pas contestée, réclamait à l'assureur, le paiement de l'indemnité.

La Cour de Paris refusa au bénéficiaire de l'assurance le droit à l'indemnité (25). Elle basait son arrêt sur la distinction entre les moyens de défense qui ne sont pas opposables aux tiers porteurs et les exceptions qui ont leur cause au fond dans les vices originaires du contrat ; ceux-ci, au contraire, sont toujours opposables. La Cour s'appuyait en somme sur l'idée que nous avons déjà indiquée que les vices originaires du contrat ayant pour effet de rendre le contrat nul, celui-ci n'a pas pu être l'objet d'une cession valable aucun principe d'obligation ne pouvant survivre au contrat lui-même. Cet arrêt ne doit donc pas être approuvé.

Il fut l'objet d'un pourvoi en cassation. L'arrêt de la Cour de Cassation fut rendu au rapport du conseiller Cotelle (26). Celui-ci fit justice de la distinction faite par la Cour de Paris entre les exceptions libératoires et les nullités originelles. Pour le conseiller Cotelle, les unes comme les autres ne sont pas opposables aux tiers porteurs de bonne foi. Cependant, ajoutait-il, l'assureur peut opposer au porteur de la police les restrictions apportées à la créance par le libellé même du titre. Il s'exprimait de la façon suivante :

« Je n'entends pas m'associer, bien entendu, à la
« distinction proposée par la Cour de Paris entre les
« exceptions libératoires et les nullités originelles des
« contrats, lesquelles seraient toujours opposables
« par le débiteur même aux tiers de bonne foi deve-

(25) Paris, 5 février 1891, D. 1893. 1. 145, S. 1895. 1. 227.

(26) Cass. Req., 19 décembre 1892, D. 1893. 1. 145, S. 1895. 1. 227, note de M. TISSIER.

« nus porteurs de titres créés dans une forme circu-
« latoire.

« Il me paraît plus exact de dire que les tiers inves-
« tis d'une valeur négociable par endossement ou
« simple tradition, sont uniquement passibles des
« exceptions dont la cause réside dans leur personne,
« ou des nullités rendues apparentes par l'aspect
« extérieur du titre. Le simple bon sens me permet
« toutefois d'ajouter qu'en dehors de toute nullité,
« les tiers porteurs, comme le bénéficiaire primitif,
« subissent les restrictions apportées à la créance par
« le libellé même de ce titre, auquel le souscripteur
« ne se doit que dans la mesure qu'il a mise osten-
« siblement à ses engagés.

« Un billet à ordre, une acceptation de lettre de
« change, sont des promesses de payer pures et sim-
« ples, sans autre modalité que le terme qui en sus-
« pend l'échéance. Le tiers qui les reçoit n'en véri-
« fie que la signature ; il n'a point à s'enquérir de
« la sincérité de la cause dont les vices ne sauraient
« lui être opposés, d'après votre Jurisprudence, à
« moins que le titre lui-même ne les ait fait ressor-
« tir, en assignant à la valeur fournie un caractère
« illicite ou contraire aux bonnes mœurs ; mais vous
« estimerez peut-être que le pourvoi se trompe gra-
« vement, lorsqu'au billet à ordre souscrit, à la lettre
« de change acceptée, pour une cause simulée ou qui
« de fait, ne s'est point réalisée, il prétend assimiler
« une police d'assurances contractée en vue d'un ris-
« que auquel il est constant en fait, que la marchan-
« dise n'a pas été exposée dans les mêmes conditions
« que le contrat avait prévues et spécifiées. Une police
« d'assurance n'est pas comme un billet à ordre, un

« engagement pur et simple. La responsabilité qu'assure l'assureur est subordonnée, de la manière la plus manifeste, à la condition d'un risque auquel l'assuré s'exposera dans les circonstances dont il a fait la déclaration. Cette police fait foi de l'engagement de subir l'éventualité du naufrage, mais seulement au cours d'une navigation déterminée par les précisions en usage. »

La Cour de Cassation n'a pas cru devoir prendre parti sur le débat élevé autour du principe de l'opposabilité; elle s'en est tenue au cas particulier qui lui était soumis en décidant que l'assurance ayant été conclue pour le compte de qui il appartiendrait, l'endosseur qui réclamait le paiement de l'indemnité n'était pas un tiers, mais le bénéficiaire direct du contrat.

La Cour de Cassation a eu à connaître dans une autre espèce de la même question et, encore une fois, à propos d'assurances maritimes : il s'agissait dans cette affaire d'une police contractée sous la forme à ordre pour l'assurance de marchandises chargées sur un navire que l'expéditeur fit couler intentionnellement. La police avait été cédée par endossement et le cessionnaire réclamait à la Compagnie le paiement de l'indemnité.

La Cour de Paris, puis la Cour de Cassation, déboutèrent le cessionnaire de sa demande sans justifier bien explicitement leur solution. La Cour de Cassation semble écarter l'application du principe de l'opposabilité à cause du vice initial dont était atteinte la police par suite du dol du souscripteur qui

ne l'avait contractée qu'en vue du naufrage qu'il avait dès lors l'intention de faire exécuter (27).

La solution admise par cet arrêt n'apporte aucun élément nouveau au sujet de l'application à l'assurance sur la vie du principe de l'inopposabilité. Il se fonde, en effet, sur un argument (l'annulation du contrat par le dol initial) qui selon beaucoup d'auteurs, aurait pu être invoqué en matière d'effets de commerce (28).

Que penser des divers systèmes édifiés à propos de l'exception de réticences ou de fausses déclarations ? Nous croyons que c'est dans le rapport du Conseiller Cotelle que nous trouverons l'explication qui justifie juridiquement de la façon la plus satisfaisante, le droit qu'il reconnaît à l'assureur, malgré le principe de l'inopposabilité, d'opposer au porteur les exceptions tenant aux fausses déclarations originaires de l'assuré.

Cependant, les diverses expressions qu'a données le Conseiller Cotelle, de son idée, ne sont pas également satisfaisantes ; il fait pas exemple intervenir le terme de « condition » qui nous l'avons vu doit être exclu de ce débat. C'est de la première formule qu'il a exprimé que nous partirons pour essayer d'expliquer et de justifier son système.

Le Conseiller Cotelle dit que l'assureur peut opposer au bénéficiaire de l'endossement « les restrictions apportées à la créance par le libellé même de « ce titre » et il faut bien remarquer qu'il distingue

(27) Paris, 24 juin 1891, et Cass. Civ., 31 juillet 1893, D. 1895. 1. 225.

(28) Voir, par contre, Cass. Civ. 9 novembre 1896, D. 1897. 1. 16, qui décide que le débiteur d'une obligation notariée à ordre ne peut opposer au porteur l'exception fondée sur le non-versement par le prêteur de la totalité de la somme portée à l'acte.

cette exception de celle naissant des « nullités rendues apparentes par l'aspect extérieur du titre ».

Nous avons dit, en effet, qu'on ne pouvait considérer ces exceptions comme ressortant de l'aspect même du titre. Cependant, si le titre ne démontre pas l'existence d'une exception, il en démontre la possibilité ; il résulte du libellé du titre une restriction à l'étendue de l'engagement pris par l'assureur. Celui-ci ne s'engage pas à payer sans réserves, il s'engage à payer dans le cas où le risque s'est réalisé dans les circonstances fixées par les déclarations de l'assuré. Il n'y a pas là une condition au sens juridique du mot, il y a une définition de la situation qui donne lieu au paiement.

Ainsi, ce n'est pas en tant que cause de nullité du contrat que l'assureur peut se prévaloir des réticences ou des fauses déclarations (29) ; il peut les opposer parce que son engagement ne couvre pas les risques qui se sont produits en pareille circonstance ; le sinistre survenu alors ne donne pas naissance à l'obligation de l'assureur, de même que, en cas d'assurances-accidents, le décès de l'assuré à la suite d'une maladie, n'impose pas à la Compagnie d'assurances l'obligation de payer l'indemnité.

L'obligation de l'assureur comme le dit le Conseiller Cotellet est « limitée ». Quand le sinistre se produit en dehors des limites de la convention, le contrat n'est pas nul, mais il ne joue pas : il y a déchéance.

Cette déchéance, elle est opposable au bénéficiaire parce que c'est une des modalités du contrat prévue par le titre. Le preneur d'une police d'assurances sur

(29) Le Conseiller COTELLE disait, dans son rapport, « en dehors de toute nullité, les tiers porteurs subissent les restrictions apportées à la créance par le libellé même de ce titre ».

la vie est prévenu que dans certains cas il a droit au capital, que dans d'autres cas, au contraire, sa créance ne prendra pas naissance.

Outre les réticences et les fausses déclarations, l'assuré peut-il opposer au porteur le défaut de paiement de la prime ? Sur ce point, les auteurs admettent généralement que l'assureur peut opposer le non paiement de la première prime (30). Les polices déclarent, en effet, que le contrat ne prend effet qu'après le paiement de la première prime ; l'assureur pourra donc répliquer au porteur que, lorsque la première prime n'est pas payée, le contrat n'est pas encore formé et que l'endossement n'a donc pu transmettre aucun droit valable.

Il ne s'agit pas là, remarquons-le, d'une exception fondée sur une nullité originaire et qui ne serait pas, suivant la doctrine que nous avons suivie en matière d'effets de commerce, opposable au porteur ; il y a absence de conclusion du contrat ; la situation est la même que si le consentement d'une des parties n'avait pas été fourni.

Aussi, il nous paraît que le non paiement de la première prime pourra être opposée au porteur qui réclame le paiement du capital.

Ce système pourrait être étendu au paiement de toutes les primes par les auteurs qui voient dans l'assurance une série de contrats annuels indépendants les uns des autres ; le paiement de chaque prime est dans ce système nécessaire pour la conclusion de chacun des contrats successifs et ainsi l'assureur pourrait aussi bien opposer le non paiement

(30) РИСНОН : Thèse, p. 361 et s.

d'une quelconque des primes annuelles que celui de la première prime.

Cependant, si l'on analyse le contrat d'assurance comme un contrat unique, conclu dès la souscription pour sa durée entière, devra-t-on déclarer le non-paiement des primes autres que la première inopposable au porteur ? Certains auteurs l'ont déclaré, faisant du paiement de chaque prime une condition de l'obligation de l'assureur.

D'autres auteurs déclarent que l'assureur peut opposer le non-paiement des primes, parce que la règle de la subordination du droit au capital au paiement de toutes les primes échues du contrat, est une règle essentielle à l'assurance sur la vie, à tel point que le preneur d'une police ne peut être considéré comme ignorant que le droit qu'il acquiert, était soumis au paiement régulier des primes (31).

La Jurisprudence, du reste, a toujours admis que le non-paiement des primes était opposable au cessionnaire ; il est vrai qu'il ne semble pas que dans aucune espèce, le cessionnaire se soit appuyé sur le principe de l'inopposabilité des exceptions (32).

Pour que la Compagnie soit débitrice du capital, il ne suffit pas que la police ait été régulièrement souscrite et que les primes aient été payées, il faut encore que le risque se soit accompli dans les conditions prévues au contrat.

En effet, l'assuré peut, après avoir fait une déclaration exacte et exempte de réticences, se mettre par

(31) LEFORT, T. II, p. 104. — DUPUICH, n° 252. — BAILLY : *Trans. bénéf.*, n° 65. — SCOFIER : Thèse, p. 71. — PICHON : Thèse, p. 361.

(32) Voir, par exemple, Trib. Civ. Seine, 9 juin 1880, R. P. 1883. 127. — Paris, 20 janvier 1888, D. 1889. 2. 70, S. 1889. 2. 97. — Cass. Req., 5 août 1889, S. 1891. 1. 335.

la suite dans une situation telle que le capital ne soit pas dû. Si la police spécifie, en effet, que l'assuré réside dans un certain pays, exerce une profession déterminée, il est nécessaire que les déclarations, exactes au moment de la signature du contrat, ne cessent pas de l'être par la suite : si l'assuré change de métier pour en prendre un plus dangereux, s'il voyage dans des régions périlleuses ou de climat malsain, il y a aggravation du risque et, de par les clauses du contrat, déchéance.

La Compagnie peut-elle opposer à la demande du porteur l'exception résultant de l'aggravation des risques ? Il est d'abord possible de voir dans la clause par laquelle la police stipule que le paiement de l'indemnité n'aura pas lieu, si le risque est aggravé, une véritable condition : par suite, la Compagnie serait fondée à refuser le paiement au cas où la mort de l'assuré est survenue dans des circonstances qui, selon les conventions passées, dégagèrent la Compagnie d'assurance de ses obligations.

Ainsi, la non-aggravation des risques constituerait une condition de l'obligation de l'assureur (33). Aussi, celui-ci serait-il fondé à opposer au porteur ces circonstances pour lui refuser le paiement du capital.

Cependant, ce système n'est pas sans reproches. On peut lui faire la critique que nous avons déjà formulée contre celui qui fait des réticences ou des fausses déclarations une cause de nullité du contrat : l'aggravation des risques, comme les réticences n'entraîne pas la nullité de la police, elle provoque la déchéance de l'assuré, ce en quoi elle se distingue d'une condition.

(33) РИСНОН : Thèse, p. 364.

C'est donc encore à l'idée de limitation de l'engagement de la Compagnie qu'il faut faire appel pour expliquer l'opposabilité à un porteur des exceptions tirées de ces circonstances.

En se prévalant de cette limitation ici encore, la Compagnie n'invoque pas à proprement parler une exception, elle ne fait qu'exécuter le contrat, tel qu'il a été souscrit.

Nous avons étudié jusqu'à présent, toutes les exceptions ou fins de non-recevoir tirées du contrat lui-même et nous avons vu qu'il fallait admettre que la règle de l'inopposabilité des exceptions, même si on la considérait comme s'imposant aux endossements accomplis sur une police d'assurance, ne pouvait pas empêcher la Compagnie de les invoquer.

Reste maintenant à examiner l'application de ce principe aux exceptions personnelles à l'un des porteurs précédents. S'il s'agissait d'une cession de créance du droit commun, il n'y a pas de doute que l'assureur pourrait opposer au cessionnaire actuel, toutes les exceptions tenant à la personne d'un porteur précédent ; au contraire, ces exceptions seront inopposables au porteur d'un effet de commerce.

Si l'on croit comme nous, que la règle de l'inopposabilité des exceptions n'est pas inséparable du titre à ordre, mais est justifiée seulement quand il s'agit d'effets de commerce jouant le rôle de monnaie de paiement, il faudrait déclarer les exceptions opposables au porteur actuel, mais nous savons que cette théorie est critiquée par des auteurs considérables qui veulent appliquer à notre matière le principe de l'inopposabilité des exceptions.

Si l'on accepte cette opinion, il faut bien admettre

que l'assuré ne pourra pas opposer au porteur actuel une exception personnelle à un porteur précédent, aucune considération ne s'opposant ici au jeu normal de l'inopposabilité.

Le projet de loi de 1925 a donné sur la question de l'inopposabilité des exceptions une solution qui aboutit à consacrer les solutions que nous venons de donner, ci-dessus, en nous plaçant dans l'hypothèse où l'on applique à notre matière le principe de l'inopposabilité.

L'article 11 de ce projet déclare, en effet : « L'assureur peut opposer au porteur de la police ou au tiers qui en invoque le bénéfice, les exceptions opposables au porteur originaire. »

Par cette formule évidemment, le législateur a voulu restreindre le principe de l'inopposabilité aux exceptions qui ne découlent pas du contrat lui-même et du texte de la police, au lieu que toutes les exceptions tenant à la personne d'un des porteurs précédents ne seraient pas opposables au porteur actuel.

Il pourrait d'ailleurs s'élever une difficulté au sujet des exceptions tenant à la personne même du souscripteur, mais non fondées sur les clauses du contrat ; à prendre le texte à la lettre, il semble qu'elles seraient opposables au porteur actuel, mais l'esprit de la loi semble bien contraire à cette solution.

Au reste, l'intérêt présenté par la question de l'inopposabilité des exceptions tenant à la personne d'un précédent porteur semble bien réduit ; il est probable que cette règle, qui présente d'ailleurs des avantages pratiques en rendant la cession plus sûre pour le preneur, n'aura que peu fréquemment l'occasion de fonctionner.

Le projet de loi de 1925, sous cette réserve, aboutit donc pratiquement à écarter la règle de l'inopposabilité des exceptions de l'endossement des polices d'assurances sur la vie.

Nous nous sommes placés jusqu'à présent dans l'hypothèse de l'endossement translatif. La même question se présente à propos de l'endossement attributif.

Il faut remarquer d'abord que l'endossement attributif émanant forcément du souscripteur, la question de l'inopposabilité des exceptions tenant à la personne d'un porteur intermédiaire ne pourra se poser. Les seules causes d'exceptions qui pourront se présenter seront donc celles tirées du contrat lui-même ou bien celles tenant à la personne même du souscripteur.

On peut se demander si les auteurs qui attribuent à l'endossement d'une police tous les effets de l'endossement des effets de commerce, ont entendu étendre cette règle à l'endossement attributif ; ils se sont toujours placés, en effet, dans l'hypothèse de l'endossement translatif et n'ont jamais envisagé le cas de cette nouvelle espèce d'endossement.

Devrait-on d'après leur système déclarer que l'endossement attributif entraîne les mêmes effets que l'endossement translatif ? Il y a peut-être une trop grande différence entre la cession et l'attribution pour appliquer une même règle à ces deux espèces d'endossements. Pourquoi du reste traiter différemment l'attribution réalisée par endossement de celle réalisée par avenant, étant donné que ces deux opérations ne sont que des procédés de désignation du tiers appelé à recueillir le bénéfice du contrat ?

Au reste, nous avons vu que dans le cas de l'endossement attributif, les seules causes d'exceptions qui peuvent se présenter sont celles tirées du contrat lui-même ou celles tenant à la personne même du souscripteur ; or, même en admettant que le principe de l'inopposabilité s'applique aux endossements des polices, la Compagnie, étant donné le caractère particulier du contrat d'assurance, doit être considérée, malgré le principe de l'inopposabilité comme conservant le droit d'opposer toutes les exceptions tirées du contrat que l'on peut rencontrer ; quant aux exceptions tenant à la personne du souscripteur lui-même, elles seront évidemment, même si l'on ne tient pas compte du principe de l'inopposabilité, inopposables au bénéficiaire, puisque celui-ci ne tient pas son droit du souscripteur, mais jouit d'un droit direct contre la Compagnie d'assurances.

Il faut remarquer d'ailleurs, que si les auteurs ont discuté sur le principe de l'inopposabilité, si la Jurisprudence s'est montrée dans diverses décisions hésitante, la pratique aujourd'hui semble peu se soucier du principe de l'inopposabilité des exceptions. Des renseignements que nous avons reçus des Compagnies d'assurances, il résulte que l'on considère dans la pratique que le principe de l'inopposabilité est étranger à la matière de l'assurance sur la vie et cette idée est adoptée si unanimement que cette question ne provoque aucune difficulté aux Compagnies d'assurances ; l'absence de toute décision récente de Jurisprudence, sur ce point, suffit d'ailleurs à montrer l'accord qui s'est fait en ce sens.

Ici, en somme, comme sur la question du caractère attributif de l'endossement, nous voyons que malgré

les discussions soulevées par certains auteurs, malgré les incertitudes des solutions jurisprudentielles, la pratique en est arrivée à une conception équitable et commode et qui semble si bien assise que rien ne vient la troubler.

L'article 149 du Code de Commerce exprime une autre particularité de l'endossement : « Il n'est « admis, dit cette article, d'opposition au paiement « qu'en cas de perte de la lettre de change ou de la « faillite du porteur ». Cette règle est celle de l'insaisissabilité des titres à ordres.

Pour la justifier, on a fait appel à deux idées. Suivant les uns elle est fondée sur le désir du législateur d'enlever tout obstacle au paiement de la lettre de change. En effet, les saisies faits par les créanciers empêcheraient le paiement régulier à l'échéance ce qui est contraire à l'idée dominante du Code de Commerce qui prend toutes mesures pour assurer l'exactitude des paiements. Suivant cette opinion, aucune saisie-arrêt n'est donc recevable contre la lettre de change, même celle émanant d'un créancier du porteur actuel, puisque celle-ci comme les autres aurait pour effet de retarder le paiement (34).

D'autres auteurs voient le fondement de cette règle dans le principe de l'inopposabilité des exceptions. Pour eux, aucune saisie-arrêt n'est possible de la part d'un créancier d'un porteur antérieur parce qu'elle ne serait pas opposable au porteur actuel, mais la saisie-arrêt faite par le créancier du porteur actuel est recevable parce qu'elle ne fait pas échec au principe de l'inopposabilité ; pour ces auteurs, l'article 149 ne contient donc aucune règle nouvelle ;

(34) THALLER et PERCEROU, n° 1466. — LACOUR et BOUTERON, n° 1319.

c'est un simple rappel du principe de l'inopposabilité des exceptions.

Il n'est donc pas douteux que suivant le système des auteurs qui font application à l'assurance sur la vie du principe de l'inopposabilité des exceptions, l'article 149 du Code de Commerce interprété de cette seconde manière ne soit applicable ici ; la saisie-arrêt pratiquée par le créancier d'un porteur précédent est une exception personnelle à ce porteur ; elle n'est pas opposable au porteur actuel (35). Cette même solution devrait être admise aux termes du projet de loi 1925.

Si l'on étend le principe de l'impossibilité des saisies-arrests à celles formées par le créancier du porteur actuel, ce principe, qui constitue alors une règle nouvelle, sera-t-il applicable à l'endossement des polices d'assurances sur la vie ? Oui, suivant certaines opinions (36). Non, suivant d'autres (37). On est ici, en somme, en plein arbitraire. Tout dépend de la position prise sur la question primordiale de l'application des textes du Code à l'endossement des titres autres que les effets de Commerce.

La même confusion règne au sujet de l'application de l'article 164 du Code de Commerce qui impose à tout endosseur la garantie solidaire du paiement à l'échéance. Cette garantie paraît ici bien anormale. Quelle apparence y a-t-il qu'un endosseur se porte garant du paiement à faire par une Compagnie d'as-

(35) DUPUICH, n° 254. — PICHON : Thèse, p. 382.

(36) LEFORT, T. II, p. 131. — Paris, 24 décembre 1872, D. 1874. 5. 440. — Trib. Com. Seine, 9 janvier 1893, P. F. 1894. 2. 337, J. A. 1893. 136, R. P. 1893. 239.

(37) PICHON : Thèse, p. 382. — SCOFIER : Thèse, p. 74 et 231. — Cass. Req., 15 mars 1892, D. 1893. 1. 309. — Trib. Civ. Versailles, 12 décembre 1917, J. A. 1918. 64.

surances dont la puissance financière est généralement hors de proportion avec la sienne propre ? Cependant des auteurs veulent appliquer ici cette règle (38). Il est impossible évidemment de fournir des arguments pertinents contre cette prétention. Tout découle ici encore de l'opinion que l'on se fait sur l'application à un titre à ordre quelconque des textes édictés à l'égard des effets de commerce. La solution adoptée sur ce point entraîne toutes les autres.

Il est à remarquer que la Jurisprudence ici comme pour la question de l'impossibilité des saisies-arrêts, représentée d'ailleurs uniquement par quelques décisions des tribunaux inférieurs, paraît en plein désarroi (39). Il y a autant de décisions dans un sens que dans l'autre. Aucune d'ailleurs n'est de date récente.

Le projet de loi de 1925 n'apporte aucune solution aux questions de la garantie solidaire due par les endosseurs et du régime des saisies-arrêt des polices à ordre. Il serait à désirer, cependant, que l'incertitude qui règne aujourd'hui en ces matières soit dissipée par des textes précis.

Il faut bien reconnaître, du reste, que ces questions inquiètent peu la pratique et n'ont pas été, en fait, depuis longtemps, l'occasion d'aucun litige.

(38) LYON-CAEN et RENAULT, T. IV, n° 157. — LEFORT, T. II, p. 132. — M. BAILLY (*Trans. bénéf.* 37 bis) déclare les endosseurs garants, mais sans solidarité entre eux. — SCOFIER : Thèse, p. 84. — GUILLON : Thèse, p. 152. Contra THALLER et PERCEROU, n° 1502. — Cf. DUPUICH, n° 253.

(39) Pour l'application de l'article 164, Trib. Civ. Seine, 7 juin 1888, J. A. 1888. 482, R. P. 1888. 190. — Contra, Trib. Com. Seine, 2 décembre 1850. — Bon, de Mars., T. II, p. 128.

CONCLUSION

Une remarque s'impose lorsqu'on étudie la Jurisprudence rendue sur la question de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie : alors que les décisions rendues à ce sujet sont relativement nombreuses durant les dernières années du xix^e siècle, on les voit, au contraire, se raréfier de plus en plus dès les premières années du xx^e siècle, au point qu'en parcourant les recueils de Jurisprudence, on ne rencontre dans les vingt dernières années que quelques rares décisions où cette question soit soulevée.

On peut se demander alors si la clause à ordre n'a pas été abandonnée dans les polices d'assurances sur la vie. Il n'en est rien. Les Compagnies, si elles délivrent un nombre beaucoup plus considérable de polices nominatives, émettent cependant couramment des polices contenant la clause à ordre.

Le silence de la Jurisprudence sur notre matière ne prouve donc qu'une chose, c'est que l'institution de la police à ordre fonctionne actuellement de façon si satisfaisante que les occasions de litige ont pratiquement disparu.

L'insertion de la clause à ordre ne s'était pas faite cependant sans soulever de nombreuses objections de la part de la Doctrine qui, dans l'ensemble, s'est toujours montrée hostile à l'usage de l'endossement des polices qu'elle considérait comme peu compatible avec la nature de ces titres et du reste plein de périls pour ceux qui y ont recours.

En étudiant les critiques faites par la Doctrine, contre la police à ordre, nous allons voir comment

il se fait qu'elles se trouvent actuellement tout au moins dépourvues de fondement pour la plupart et qu'au contraire, dans certaines occasions, l'endossement des polices d'assurances sur la vie est une institution avantageuse et commode pour les usagers.

Nous signalerons tout d'abord, que les objections faites par la Doctrine à la forme à ordre de la police étaient inspirées, pour la plus grande partie, par l'idée qu'un titre à ordre doit être régi intégralement par la législation du Code de Commerce relative aux lettres de change ; partant de ce principe qu'elle appliquait rigoureusement, la Doctrine démontrait que l'assurance sur la vie ne pouvait s'accommoder de la législation des effets de commerce et qu'ainsi insérer la clause à ordre dans la police, c'était la condamner à un régime qui ne lui convenait pas.

Une première objection d'ordre général était faite par ces auteurs : la clause à ordre a pour conséquence de transformer le titre dans lequel elle est insérée en un effet de circulation, or, la police ne peut constituer un effet de circulation.

La clause à ordre a pour but de faciliter la circulation du titre. Toutes les règles spéciales à la cession par endossement s'inspirent de cette idée : absence de formalités, inopposabilité des exceptions, impossibilité des saisies-arrêts, solidarité des endosseurs ; toutes ces particularités de l'endossement sont adaptées à une circulation rapide.

Or, il n'est pas à souhaiter que la police d'assurance circule beaucoup ; ni l'assureur, ni l'assuré n'ont intérêt à voir la police passer de mains en mains. C'est un principe certain que les assurances qui tentent la spéculation constituent de mauvais ris-

ques pour l'assureur ; celui-ci a intérêt à ce que la police ne tombe pas aux mains du premier venu : les conditions générales de certaines polices anciennes exigeaient l'assentiment de la Compagnie à toute cession de l'assurance. Quant à l'assuré, son intérêt n'est pas moindre à ce que la police ne soit jamais détenue par des individus qu'il ne connaît pas, puisque le cessionnaire de la police sera pour son prompt paiement, intéressé à sa mort.

Du reste, il est à un autre point de vue anormal de faire de la police un effet de circulation ; il est difficile, en effet, que la police soit l'objet de nombreuses cessions : la valeur de la police n'est, en effet, à chaque instant, que la valeur de rachat. Le cessionnaire d'une police ne peut raisonnablement en fournir un prix supérieur, or, il sera tout aussi commode pour l'assuré d'obtenir le rachat de la Compagnie. Ces auteurs se refusent pour la plupart à admettre la validité des cessions à titre gratuit réalisées par endossement. Quant à un gage sur la police, il n'offre au créancier gagiste qu'une garantie médiocre puisque la police devra être entretenue par le paiement des primes, sous peine d'être annulée ou réduite, et que si le gagiste veut éviter ce résultat, il n'aura à sa disposition que le moyen onéreux de payer lui-même les primes.

De plus, la rapidité de la cession, qui est le principal avantage de l'endossement se trouvera singulièrement réduite en matière d'assurance : l'endossement, s'il n'est pas effectué par l'assuré lui-même, devra obligatoirement être approuvé par celui-ci, d'où nécessité de démarches et de formalités qui détruisent toute la supériorité que l'endossement trouve

généralement dans la rapidité de sa réalisation. Le cessionnaire est encore astreint à de nombreuses vérifications ; il lui faudra rechercher si les primes ont été régulièrement payées ; il sera même prudent de sa part de se renseigner sur l'exactitude des déclarations faites par l'assuré au moment de la conclusion du contrat, puisque la Jurisprudence n'admet pas toujours l'application à l'assurance sur la vie de la théorie de l'opposabilité des exceptions. Nous sommes loin de la simplicité et de la rapidité qui caractérisent l'endossement des effets de commerce.

L'insertion de la clause à ordre à elle seule suffit même à entraîner de notables inconvénients : en cas de perte, de destruction ou de vol d'une pareille police, le paiement ne pourra se faire que dans des conditions très désavantageuses, tant pour l'assuré, que pour la Compagnie d'assurances.

Enfin, l'endossement, par les conséquences qu'il entraîne, n'est pas le mode de transmission qui convient à l'assurance sur la vie.

Si l'on admet, en effet (et les auteurs dont nous exposons les idées l'admettent) que les effets entraînés par l'endossement des effets de commerce se retrouvent ici, il est bien évident que l'endossement produit des conséquences que les parties elles-mêmes ne désirent pas et ne prévoient même souvent pas ; l'opposabilité des exceptions aboutit ici à des résultats iniques ; la solidarité entre les endosseurs ne rentre pas dans l'intention des parties. L'impossibilité des saisies-arrêts prive les créanciers des divers endosseurs, de leurs droits légitimes. Rien de tout cela n'est justifié quand il s'agit de la cession des assurances sur la vie.

L'endossement est encore dangereux pour ceux qui en font usage par les nombreuses causes de nullité qu'il présente.

Cette objection était surtout valable avant la loi de 1922 et il faut reconnaître, en effet, que bien des assurés ont vu la cession de la police, qu'ils avaient faite, annulée à cause des vices de forme de cet endossement. Nous avons vu qu'en matière de cessions à titre gratuit, qui sont parmi les cessions des polices d'assurances les plus nombreuses, les endossements qui ne faisaient pas faussement mention d'une valeur fournie étaient le plus souvent annulés par la Jurisprudence. L'endossement était donc certainement un moyen périlleux mis à la disposition des assurés.

Cette objection conserve encore une certaine valeur maintenant, en ce qui concerne la mise en gage des polices pour la garantie d'une créance civile ; nous savons, en effet, que beaucoup d'auteurs n'admettent pas que l'endossement puisse servir à constituer un gage civil et que la Jurisprudence a adopté ce système. Il est donc certain que la faculté d'endossement des polices peut induire en erreur les assurés qui y auraient recours pour garantir une créance civile.

L'endossement a encore un défaut plus grave ; il ne réalise pas l'opération juridique que les intéressés attendent de lui : le souscripteur qui endosse la police au profit de la personne qu'il entendait gratifier, croit par là opérer une attribution ; il pense que l'endossement doit avoir les mêmes effets que la désignation du bénéficiaire par la police même ; or, aux yeux des auteurs que nous citons, l'endossement ne peut produire qu'une cession de créance ; l'assuré

aura donc été trompé sur la nature des droits qu'il conférerait au bénéficiaire de l'endossement et cette erreur pourra entraîner des conséquences fort préjudiciables pour celui-ci.

Ces auteurs concluaient évidemment, à la suite de ces critiques, à la condamnation formelle de l'insertion de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie.

Nous n'aurons pas de peine, croyons-nous, à démontrer que ces griefs sont les uns dénués de fondement, tout au moins dans l'état actuel des idées, les autres fortement exagérés.

Il y a d'abord quelque contradiction dans deux des critiques que l'on a formulées. On a reproché d'abord à la clause à ordre de faire de la police un effet de circulation, ce qui semblait altérer le caractère de l'assurance sur la vie et d'autre part, on déclarait son insertion injustifiée dans ces titres qui ne peuvent que difficilement circuler. Il y a évidemment ici deux allégations inconciliables et, à notre avis, ni l'une, ni l'autre ne constituent une critique sérieuse de la forme à ordre des polices.

Un titre ne peut être assimilé à un effet de circulation parce qu'il a revêtu la forme à ordre ; il ne le sera qu'autant qu'il circulera ; or, la simple insertion de cette clause ne va pas avoir pour résultat de rendre plus nombreuses les cessions dont la police sera l'objet ; il ne semble pas en fait que les polices à ordre circulent plus abondamment que les autres. Le second grief que nous citons, suffit à nous prouver que la police même à ordre ne circulera pas beaucoup. N'oublions pas d'ailleurs que le consentement

de l'assuré sera toujours obligatoire à chaque nouvelle cession de la police.

Quant au reproche fondé sur la difficulté de la circulation des polices, on ne voit pas en quoi il atteint la forme à ordre de celle-ci, c'est un caractère indépendant de cette forme. On nous dit que l'insertion de la clause à ordre est injustifiée dans un titre qui n'est pas appelé à circuler. Nous répondrons qu'il n'est en rien interdit de donner cette forme à des titres qui par leur nature ne seront pas l'objet de nombreuses cessions, il suffit que la faculté d'endossement y soit utile dans certaines circonstances et nous verrons qu'elle l'est.

La critique basée sur la lenteur des recherches préalables à la négociation d'une police, qui rendent inutile le recours à un procédé de cession rapide comme l'endossement, n'est pas aussi sérieux qu'il peut le paraître au premier abord. La police, en effet, ne circule pas de la même manière qu'un effet de commerce. Le plus souvent, on ne trouvera sur la police qu'un endossement émanant de l'assuré qui est en même temps le souscripteur. Les critiques formulées ci-dessus ne portent pas contre cet endossement. Quant aux endossements ultérieurs, s'il s'en produit, ils ne seront faits vraisemblablement qu'au profit de personnes déjà en relations avec l'assuré et le premier bénéficiaire ; on n'accepterait pas, en effet, facilement l'acquisition ou la constitution d'un gage sur une police d'assurances si l'on ignorait tout de l'assuré. Pour ce qui est de la preuve du paiement des primes d'ailleurs, il sera facile à l'endosseur, de la fournir par la production des quittances. Ainsi, toutes ces recherches seront, le plus souvent, par suite

de ces circonstances de fait, grandement facilitées et ne demanderont que peu de temps.

Le grief fondé sur les inconvénients en notre matière des effets particuliers de l'endossement n'est fondé que si on admet que ces effets se retrouvent dans l'endossement d'une police. Or, nous avons vu que ce point, d'ailleurs discuté, est résolu dans le sens de la négative par la pratique. Ce grief est par là même mis à néant.

Reste le reproche fait à l'endossement de réaliser une cession et non une attribution comme le souscripteur le désirerait.

Ce reproche, dans l'état actuel des idées, est certainement mal fondé. L'endossement réalise au contraire une attribution au même titre que l'avenant. C'est là du moins la solution admise par la pratique et que la Jurisprudence ne pourrait que confirmer si la question lui était soumise. Le souscripteur qui a recours à l'endossement n'est par conséquent aucunement trompé sur la nature de l'opération qu'il a réalisée.

Le seul grief qui résiste à l'examen est celui fondé sur les inconvénients entraînés par la perte de la police à ordre. Il a été cependant lui aussi exagéré. On croirait, à lire certains auteurs, que toutes les polices d'assurances sont fatalement destinées à être perdues. Les inconvénients dont il est question n'atteindront au contraire qu'un nombre restreint de polices. Et pour celles-ci elles-mêmes, la pratique a trouvé des procédés qui rendent la situation du bénéficiaire dépossédé moins mauvaise qu'on ne pourrait le craindre.

Nous savons, en effet, que les Compagnies accep-

tent souvent de payer immédiatement la police perdue, moyennant fourniture d'une garantie, ce qui réduit dans une très large proportion les conséquences fâcheuses de la perte de la police.

Il est d'ailleurs certain que dans cette mesure, on ne peut nier les inconvénients qu'entraîne la perte de la police à ordre et il paraît bien qu'aucun remède absolu ne peut y être apporté.

L'adoption du projet de loi de 1924 que nous avons signalé améliorerait cependant sensiblement la situation du bénéficiaire dépossédé. Il est donc à souhaiter que le vote du Parlement consacre ce perfectionnement de la police à ordre.

Par ailleurs, la police à ordre présente de sensibles avantages, en certaines circonstances tout au moins, sur la police nominative.

Le principal avantage de l'endossement, c'est qu'il est secret. L'assuré qui souscrit une police à ordre peut se dispenser d'indiquer le nom du bénéficiaire dans le contrat ; il n'aura par la suite qu'à endosser la police au profit de la personne qu'il entendait gratifier et ainsi cette attribution restera inconnue de tous, même des agents de la Compagnie d'assurances, jusqu'au moment du paiement. La police à ordre s'impose donc dans toutes les hypothèses où l'assuré désire conserver le secret sur l'attribution de la police.

La supériorité que présente l'endossement au point de vue de la rapidité peut quelquefois n'être pas négligeable. Si, en effet, quand l'endossement émane d'un autre que l'assuré, cette rapidité est bien diminuée, l'endossement ne demande pas de formalités plus longues que s'il s'agissait d'un effet de commer-

ce, quand il émane de l'assuré lui-même ; et c'est le cas le plus général. La forme à ordre de la police est, on le comprend, fréquemment réclamée par des assurés qui veulent utiliser leur contrat comme moyen de crédit. Cette qualité de l'endossement sera d'autant plus précieuse qu'il s'agira le plus souvent de commerçants désireux d'effectuer des emprunts pour les besoins de leur commerce et qui auront ainsi à leur disposition un instrument de crédit qu'il pourront mettre en œuvre avec toute la célérité désirable.

L'endossement a encore l'avantage de permettre au bénéficiaire de disposer lui-même de la police par un nouvel endossement ; sans doute, les endossements multiples d'une police d'assurance sont rares, mais le besoin peut s'en présenter et la pratique en montre des exemples. L'endossement met ainsi à la portée de l'endossataire un moyen commode de cession de la police, qui le dispense de recourir aux formalités de l'article 1690 qui seraient indispensables à son défaut.

Tous comptes faits, on voit qu'à l'heure actuelle l'endossement en est arrivé à ne différer que de peu de l'avenant, les inconvénients et les avantages comparés de l'un et de l'autre se réduisent au fond à peu de choses.

L'évolution de l'endossement a tendu constamment à le rapprocher de l'avenant auquel il est parvenu maintenant à ressembler autant qu'il est possible.

Si, du reste, les auteurs ont cru devoir traiter l'endossement des polices comme celui des effets de commerce, cette conception n'a pu résister aux nécessités du fonctionnement de l'assurance sur la vie qui s'op-

posait à une telle assimilation; il a fallu, au contraire, convenir que l'endossement de la police d'assurance sur la vie devait se modeler sur le contrat auquel il s'appliquait.

L'histoire de l'endossement des polices d'assurances est ainsi un exemple de la revanche de la réalité sur une interprétation maladroite des principes du droit.

BIBLIOGRAPHIE

- WAHL : *Traité théorique et pratique du titre au porteur* (Paris 1891).
- THALLER : *De la nature juridique du titre de crédit*. (Paris 1907).
- LYON-CAEN et RENAULT : *Traité de Droit commercial*.
- THALLER et PERCEROU : *Traité élémentaire de Droit commercial*. (7^e édition. Paris 1925).
- LACOUR et BOUTERON : *Précis de Droit commercial* (3^e édition. Paris 1925).
- COUTEAU : *Traité de l'assurance sur la vie*. (Paris 1881).
- HERBAULT : *Traité de l'assurance sur la vie*. (Paris 1877).
- DE COURCY : *Précis de l'assurance sur la vie* (3^e édition. Paris 1887).
- LEFORT : *Nouveau traité de l'assurance sur la vie*. (Paris 1920).
- DUPUICH : *L'assurance vie* (Paris 1922).
- BAILLY : *Assurance sur la vie. — De la transmission du bénéfice du contrat* (Paris 1894).
- BAILLY : *De la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie et maritimes* (Paris 1902).
- BARÈRE : *L'assurance sur la vie, moyens de crédit*. (Paris 1916).
- BALLEYDIER et CAPITANT : *L'assurance vie au profit d'un tiers et la Jurisprudence* (Paris 1904).

THESES

DEBRAY : *De la clause à ordre* (Paris 1892).

SCOFIER : *De la clause à ordre spécialement dans les polices d'assurances* (Paris 1896).

DESLANDRES : *De l'assurance sur la vie, étude des droits de l'assuré, du bénéficiaire, des cessionnaires et des créanciers* (Paris 1889).

GUILLON : *De la transmission du bénéfice du contrat d'assurance sur la vie*. (Paris 1899).

BEDOREZ : *De l'assurance sur la vie considérée comme moyen de crédit*. (Paris 1903).

PICHON : *De l'inopposabilité des exceptions au porteur d'un titre à ordre*. (Paris 1904).

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE : *De la réserve mathématique des primes dans l'assurance*. (Paris 1909).

CARBONNIER : *De la transmission du bénéfice de l'assurance sur la vie* (Lille 1909).

VU :

Le Président de la Thèse,
M. PICARD

VU :

Le Doyen,
H. BARTHELEMY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique de l'insertion de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie. Légalité de cette insertion. Législations étrangères ..</i>	5
CHAPITRE II. — <i>La police à ordre. Diverses rédactions de la clause à ordre.....</i>	20
CHAPITRE III. — <i>Effets de l'insertion de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie.....</i>	30
SECTION PREMIÈRE. — Endossabilité de la police à ordre	30
SECTION II. — Paiement de la police à ordre perdue.	33
SECTION III. — Influence de la clause à ordre sur le caractère de stipulation pour autrui de la police.	51
CHAPITRE IV. — <i>Nature juridique de l'endossement....</i>	53
SECTION PREMIÈRE. — Endossement translatif.....	55
SECTION II. — <i>Endossement attributif.....</i>	87
SECTION III. — Critérium de la distinction entre l'endossement translatif et l'endossement attributif ..	91
CHAPITRE V. — <i>Conditions de fond et de forme de la validité des endossements</i>	107
SECTION PREMIÈRE. — Conditions de fond.....	107
SECTION II. — Conditions de forme.....	107
CHAPITRE VI. — <i>Effets de l'endossement tenant à sa forme ..</i>	118
Conclusion ..	149
Bibliographie ..	160



IMPRIMERIE E. CANNIER
3, RUE DE LA BOURSE
SAINT-ÉTIENNE



